



**Organe d'examen des politiques commerciales  
6 et 8 janvier 2021**

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

INDE

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

*Président: S.E. M. Harald Aspelund (Islande)*

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>1 REMARQUES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT .....</b>	<b>2</b>
<b>2 DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE L'INDE (M. ANUP WADHAWAN) .....</b>	<b>4</b>
<b>3 DÉCLARATION DE LA PRÉSENTATRICE .....</b>	<b>9</b>
<b>4 DÉCLARATIONS DES MEMBRES .....</b>	<b>12</b>
<b>5 RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE L'INDE ET AUTRES OBSERVATIONS .....</b>	<b>74</b>
<b>6 REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT .....</b>	<b>80</b>

---

Note: Les questions écrites communiquées à l'avance par les Membres de l'OMC, leurs questions additionnelles et les réponses de l'Inde figurent dans le document WT/TPR/M/403/Add.1 et seront disponibles en ligne à l'adresse suivante: [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tp\\_r\\_f/tp\\_rep\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/tp_r_f/tp_rep_f.htm).

## 1 REMARQUES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

1.1. Le septième examen des politiques commerciales de l'Inde s'est déroulé les 6 et 8 janvier 2021. Le Président, S.E. M. Harald Aspelund (Islande), a souhaité la bienvenue à la délégation de l'Inde, menée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce; à S.E. M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, Représentant permanent de la République de l'Inde auprès de l'OMC; aux autres membres de la délégation de New Delhi; ainsi qu'à la présentatrice S.E. Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande).

1.2. Le Président s'est dit satisfait que la réunion ait bénéficié de la connexion en ligne Interprefy, qui avait permis d'élargir la participation à d'autres Membres que ceux qui avaient pu y assister physiquement, en particulier à des fonctionnaires qui n'avaient pas pu faire le déplacement depuis l'Inde, compte tenu des circonstances actuelles.

1.3. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales et les principaux éléments des procédures à suivre pour la réunion. Le rapport de l'Inde avait été publié dans le document WT/TPR/G/403 et celui du Secrétariat de l'OMC diffusé sous la cote WT/TPR/S/403.

1.4. Les délégations ci-après avaient présenté des questions par écrit avant la date limite: Canada; Australie; Nouvelle-Zélande; Oman; Hong Kong; Chine; République de Corée; Japon; États-Unis; Norvège; Chili; Taipei chinois; Ukraine; Brésil; Colombie; Islande; Singapour; Royaume-Uni; Suisse; Israël; Costa Rica; Bangladesh; Union européenne; Mexique; et Thaïlande. Les délégations ci-après avaient présenté des questions écrites après l'échéance: Turquie; Pérou; Kazakhstan; Fédération de Russie; Indonésie; Malaisie; Chine; et Philippines.

1.5. Lors de son précédent examen en 2015, l'Inde avait été félicitée par les Membres pour l'accélération de sa croissance économique, en particulier dans le secteur des services. Les Membres avaient reconnu la nécessité pour l'Inde, ainsi que sa volonté, de venir à bout de ses obstacles structurels et avaient en particulier invité le pays à poursuivre ses réformes fiscales, notamment en adoptant des mesures visant à introduire une taxe sur les marchandises et les services au niveau national; ces taxes ont depuis été pleinement mises en œuvre. Cette réforme a permis à l'Inde d'harmoniser le régime de fiscalité indirecte. Toutefois, le rapport établi par le Secrétariat aux fins du présent examen indiquait que d'autres problèmes, tels que les insuffisances de l'infrastructure, demeuraient et qu'il restait donc nécessaire de mieux orienter les dépenses budgétaires.

1.6. Le Président a porté son attention sur l'évolution économique de l'Inde depuis son dernier examen. Le rapport du Secrétariat indiquait que la croissance économique avait été forte pendant la majeure partie de la période considérée, ce qui avait entraîné une amélioration des indicateurs socioéconomiques, tels que le revenu par habitant et l'espérance de vie. Dans ce contexte, le Président était heureux de lire dans le rapport établi par le gouvernement en vue du présent examen que divers programmes et réformes législatives avaient été mis en place pour encourager la participation des femmes à l'économie, et qu'un certain nombre de dispositions visant à protéger les femmes avaient été intégrées dans diverses lois sur le travail de sorte à créer un environnement de travail favorable aux travailleuses.

1.7. Comme tous les Membres le savaient, le présent examen se tenait à un moment où le monde assistait à une crise sanitaire sans précédent, la COVID-19 frappant à un rythme rapide les économies du monde entier. Pour faire face à la pandémie, l'Inde avait mis en place une série de mesures ciblant certains secteurs de l'économie, ainsi que les populations pauvres des zones rurales et urbaines.

1.8. La politique commerciale était restée globalement inchangée au cours de la période considérée. L'Inde avait réalisé des efforts considérables dans le domaine de la facilitation des échanges, en réduisant le nombre de documents requis et introduisant progressivement des procédures électroniques. Néanmoins, plusieurs aspects de sa politique commerciale qui avaient suscité des inquiétudes lors du dernier examen semblaient avoir été maintenus. L'Inde continuait de s'appuyer sur des instruments de politique commerciale tels que les droits de douane, les taxes à l'exportation, les prix minimaux à l'importation, les restrictions à l'importation et à l'exportation et les licences pour atteindre les objectifs de sa politique intérieure. À cet égard, le rapport du Secrétariat indiquait que les modifications fréquemment apportées à ces instruments de politique commerciale indienne la rendaient complexe.

1.9. Lors du dernier examen, il avait été reconnu que le secteur des services était le principal pilier de l'économie indienne; ce secteur continuait de fortement contribuer à la croissance économique. Cela tenait en partie à la libéralisation constante des politiques en matière d'investissement étranger direct (IED) de l'Inde dans plusieurs secteurs, notamment les services, et à la mise en œuvre de réformes visant à améliorer la surveillance dans le secteur bancaire. Des réformes avaient également été menées concernant d'autres services liés aux infrastructures, notamment les transports.

1.10. Alors que les services dominaient l'économie, l'agriculture et le secteur manufacturier continuaient à bénéficier d'un soutien important sous la forme de subventions directes et d'autres programmes. L'agriculture représentait environ 16% du PIB et plus de la moitié de l'emploi. L'Inde continuait à utiliser la politique commerciale pour réglementer les prix intérieurs et l'offre de produits de base essentiels. Des subventions avaient été accordées pour les principaux intrants, tels que les engrais, l'eau et l'électricité. Étant donné que la sécurité alimentaire demeurait un objectif majeur de sa politique, l'Inde avait également acheté et fourni du riz, du blé et des céréales secondaires à bas prix à environ 75% de la population rurale et à 50% de la population urbaine; les subventions alimentaires représentaient environ 55% du total des subventions explicites budgétisées. Lors du dernier examen, les Membres avaient fait part de leurs préoccupations concernant ces subventions.

1.11. Une étude des questions communiquées à l'avance pour cet examen montrait l'étendue des sujets intéressant les Membres s'agissant des régimes de commerce et d'investissement indiens, y compris les droits de douane et autres impositions perçues à l'importation; le recours fréquent aux mesures contingentes; l'application de restrictions à l'importation et à l'exportation; le soutien à l'exportation et les autres incitations; les normes et les prescriptions sanitaires et phytosanitaires; les réserves et préférences sectorielles et le recours à l'initiative "Make in India" dans les marchés publics; la nouvelle politique nationale sur les droits de propriété intellectuelle (NIPR) et les moyens de faire respecter ces droits; les politiques agricoles, y compris les mesures à l'importation et à l'exportation et les politiques de soutien; ainsi que les politiques relatives aux services, y compris l'IED, et les modifications réglementaires.

1.12. Au total, pour cet examen, l'Inde avait reçu plus de 881 questions écrites communiquées à l'avance, qui couvraient un large éventail de sujets, émanant de 31 délégations. Avant la présente réunion, l'Inde avait déjà apporté des réponses écrites à la quasi-totalité de ces questions et le Président attendait avec intérêt que l'Inde fasse le point sur ces questions au cours de la deuxième journée de la réunion.

1.13. Cette réunion offrait une bonne occasion aux Membres de débattre plus en détail des questions les intéressant et ayant une importance systémique pour le système commercial multilatéral. Le moment était aussi opportun pour que l'Inde tienne les Membres informés des répercussions de la COVID-19 sur son économie et des mesures qu'elle avait prises pour y faire face, étant donné que les documents établis pour cet examen pouvaient ne pas traiter l'ensemble des mesures adoptées. Le Président espérait que les échanges seraient productifs.

1.14. Le Président a conclu ses remarques introductives en souhaitant à l'Inde plein succès pour ce septième examen de sa politique commerciale.

## 2 DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE L'INDE (M. ANUP WADHAWAN)

2.1. L'Inde est heureuse de participer à ce septième examen de sa politique commerciale. Je tiens à remercier l'équipe du Secrétariat de l'OMC pour le travail méticuleux qu'elle a accompli ainsi que pour le rapport très complet qu'elle a établi, malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19. J'adresse également mes sincères remerciements à la Représentante permanente de la Thaïlande, S.E. Mme. l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, pour avoir accepté le rôle de présentatrice.

2.2. Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC) est l'un des principaux instruments permettant à l'OMC de remplir sa fonction de surveillance. Nous apprécions l'intérêt que portent les Membres à l'examen et les remerciements pour les questions posées à l'Inde, qui montrent tout l'intérêt de ce processus. Nous avons déjà répondu à plus de 700 questions soulevées par 27 Membres avant le 1<sup>er</sup> janvier et nous attendons avec intérêt les échanges fructueux que nous aurons avec les Membres ces deux prochains jours. Nous estimons qu'il s'agit là d'une occasion de donner aux Membres de l'OMC des informations sur les changements qui s'opèrent dans notre économie ainsi que dans notre cadre de politique commerciale et économique.

### COVID-19

2.3. Le septième examen de la politique commerciale de l'Inde se tient à un moment où le monde assiste à une crise sanitaire sans précédent. Pour la plupart d'entre nous, la pandémie de COVID-19 a été l'événement mondial le plus dévastateur de l'histoire récente. Pour relever les défis sanitaires et économiques posés par la pandémie de COVID-19, l'Inde a mené une vaste action globale portant sur l'ensemble du cadre et de la diffusion du mécanisme gouvernemental et de la société civile à tous les niveaux. Nous avons répondu à ce défi avec détermination et discipline, en prenant en compte le bien-être de nos citoyens et de la communauté mondiale dans son ensemble. Notre priorité absolue était de sauver des vies tout en entraînant le moins de perturbations économiques possibles. Notre taux de mortalité est resté faible et plus de 98 % des personnes infectées se sont rétablies.

2.4. La crise a stimulé l'innovation et les entreprises. Dotés au départ d'une faible capacité de production pour plusieurs produits liés à la santé et aux équipements de protection individuelle, nous fabriquons et exportons aujourd'hui plusieurs de ces produits avec un très bon rapport coût-efficacité, tout en maintenant les normes de qualité les plus élevées. Nous avons récemment délivré une autorisation d'utilisation d'urgence pour deux vaccins produits en Inde. L'Inde reste déterminée à garantir un accès équitable et abordable aux vaccins pour tous, et nos capacités de production et de distribution de vaccins seront pleinement utilisées à cette fin.

2.5. La pandémie nous a également rappelé à quel point le multilatéralisme et l'adhésion à un ordre mondial fondé sur des règles étaient importants pour réaliser le bien commun de manière équitable. Les institutions multilatérales comme l'OMC ont un rôle important à jouer dans l'instauration d'une confiance mutuelle, dans la réduction des effets des perturbations grâce à la coopération entre pays et, surtout, dans la garantie d'une reprise mondiale efficace. Conformément à l'engagement pris par notre Premier Ministre de rendre les vaccins accessibles et abordables pour tous, l'Inde, ainsi que d'autres Membres, a soumis une proposition de dérogation aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) pour rendre cela possible. Nous jugeons encourageant l'appui reçu par les gouvernements, les dirigeants politiques, les organisations internationales, la société civile, les médias et la population en faveur de cette proposition. Nous espérons que l'ensemble des Membres de l'OMC s'associeront pour soutenir sans réserve cette initiative.

### Politique économique

2.6. Monsieur le Président, lors du précédent examen de la politique commerciale de l'Inde en 2015, la situation économique mondiale était relativement plus stable et plus sûre. Depuis, le gouvernement s'est efforcé activement, au cours des cinq dernières années, de réformer et transformer l'ensemble de l'écosystème économique afin de répondre aux aspirations socioéconomiques de plus d'un milliard d'Indiens.

2.7. Le programme de réforme s'est appuyé sur l'objectif visant à garantir un environnement réglementaire non intrusif pour réduire l'ingérence du gouvernement et ciblant la gouvernance axée sur l'amélioration de la "facilité de faire des affaires". L'introduction de la taxe sur les marchandises et les services en juillet 2017, qui a permis de fusionner un grand nombre d'impôts du gouvernement central et des États en une taxe unique, a constitué une réforme des plus significatives. Une taxe sur les marchandises et les services unifiée aux niveaux fédéral et des États permet d'éviter la taxation en cascade et ouvre la voie à un marché national commun. Grâce à nos réformes de la fiscalité directe, les taux d'imposition des sociétés se situent parmi les plus bas du monde. Le gouvernement a également déployé des efforts concertés pour améliorer le respect des obligations fiscales et le recouvrement des recettes fiscales grâce à une automatisation complète des processus opérationnels et des procédures de mise en conformité, tout en anonymisant les évaluations à des fins de transparence. Le Code sur l'insolvabilité et la faillite, qui a été promulgué en 2016, prévoit un mécanisme de résolution de l'insolvabilité des débiteurs dans un délai déterminé. Des réformes novatrices ont été menées dans le secteur du travail, en intégrant 44 lois sur le travail dans 4 codes dont les dispositions ont été considérablement améliorées.

2.8. Nous avons mis en place une politique d'IED favorable aux investisseurs, qui a ouvert de nouveaux secteurs à l'IED, renforcé les limites sectorielles dans les secteurs existants et simplifié plusieurs conditions. L'IED est à présent autorisé jusqu'à 100%, selon la voie automatique, pour la plupart des activités.

2.9. Le gouvernement a également lancé divers programmes nationaux tels que "Make in India", "Digital India", "Startup India" et "Skill India" afin de conduire à une transformation rapide dans tous les secteurs de notre environnement industriel. Le programme "Digital India", par exemple, est un programme phare qui fait de l'Inde une société et une économie du savoir reposant sur le numérique. L'initiative "Startup India" met en place un écosystème solide propice à la croissance des jeunes entreprises en leur donnant les moyens de se développer grâce à l'innovation. Afin d'améliorer de façon générale la fourniture de services publics, l'initiative relative au transfert direct des prestations a été mise en œuvre. Cette initiative a pu contribuer à une économie "sans visage, sans papier, sans espèces" et permettre d'obtenir une plus grande transparence, un meilleur ciblage et le versement des prestations en temps opportun, grâce à une meilleure reddition de comptes et une réduction des coûts de fourniture et des pertes dans l'ensemble des programmes publics.

2.10. Le développement des infrastructures est resté la pierre angulaire de notre stratégie de croissance et, dans le cadre de cet effort, le réseau d'infrastructures nationales, d'un montant d'environ 1 500 milliards d'USD, a été lancé en décembre 2019. Il est procédé au désinvestissement stratégique dans les entreprises du secteur public afin d'accroître encore la participation du secteur privé, de créer des gains d'efficacité et de générer des recettes, ce qui renforcera la capacité du gouvernement à investir dans les priorités de développement.

2.11. Pour faire face aux perturbations économiques causées par la pandémie, le gouvernement a annoncé une série de réformes, dans le but de renforcer le climat d'investissement et de faire du pays une destination de fabrication efficace. L'initiative, baptisée Aatma Nirbhar Bharat, vise à attirer les investissements en encourageant l'esprit d'entreprise et l'innovation, grâce à la mise en place d'infrastructures et de services publics plug and play efficaces, ainsi que de procédures d'approbation simplifiées, pour les entreprises. Cette approche ne doit pas être prise pour une tendance au repli sur soi, mais a pour objectif de renforcer l'écosystème économique de l'Inde afin de lui permettre de s'impliquer davantage dans le monde avec une plus grande capacité à servir la communauté internationale.

2.12. Malgré ces efforts considérables, le pays continue de se heurter à plusieurs difficultés. Bien que la part de l'agriculture dans notre PIB soit tombée à 16%, environ 40% de la population du pays dépend encore de l'agriculture pour sa subsistance. Il est également difficile d'assurer la sécurité alimentaire, en particulier pour les nombreuses personnes pauvres et vulnérables du pays. Ces difficultés ont été exacerbées par la pandémie de COVID-19, renforçant ainsi l'importance critique des programmes de détention de stocks publics pour relever le défi de la sécurité alimentaire.

2.13. Monsieur le Président, nous nous employons à faire de l'Inde une économie représentant 5 000 milliards d'USD d'ici à 2024/25. Une promotion des investissements et une amélioration des résultats commerciaux contribueraient notablement au succès de cette entreprise. Les assises de l'économie indienne, reposant sur la stabilité macroéconomique, sont solides. Cela a renforcé la confiance des investisseurs dans notre économie. Les flux entrants d'IED ont considérablement augmenté ces dernières années, atteignant un niveau record de 74,39 milliards d'USD au cours de

l'exercice 2019/20. Même en ces temps difficiles de pandémie, les investisseurs continuent de considérer l'Inde comme une destination d'investissement attrayante, puisque le pays enregistre une augmentation de plus de 10% des flux entrants d'IED par rapport à l'année précédente, atteignant 40 milliards d'USD au cours des six premiers mois de l'exercice 2020/21. L'amélioration de l'environnement économique et commercial a permis au pays d'améliorer sa position dans le classement selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, passant de la 142<sup>ème</sup> position en 2015 à la 63<sup>ème</sup> position en 2019.

2.14. Les réformes structurelles menées par le gouvernement au cours des dernières années, ainsi que toute une série de mesures prises après la flambée de COVID-19, devraient permettre au pays de renouer avec ses objectifs de croissance. La résilience et la vigueur de l'économie indienne se reflètent dans la reprise en V manifeste à mi-parcours de l'exercice 2020/21, compte tenu de la contraction en glissement annuel de 7,5% du PIB réel pour la période de juillet à septembre qui est beaucoup plus faible que la contraction en glissement annuel de 23,9% enregistrée au cours du trimestre précédent entre avril et juin. Grâce à une mousson favorable et à une croissance des investissements directs conjuguées à une augmentation progressive de la consommation privée, l'Inde peut s'attendre à connaître une croissance forte et régulière, favorisée par une politique monétaire anticyclique extrêmement propice et des nouvelles positives concernant les vaccins.

### **Politique commerciale**

2.15. Le commerce est un aspect vital de la stratégie de développement de l'Inde et un catalyseur de sa compétitivité économique. Notre politique de commerce extérieur a visé à faire du commerce un acteur majeur de la croissance économique et du développement du pays. Cette politique a pour objectif l'instauration d'un cadre stable, durable et prévisible pour le commerce des marchandises et des services. Le gouvernement a pour but de stimuler les exportations de marchandises et de services de l'Inde et de faire passer sa part dans les exportations mondiales d'environ 2% à 3,5%. La politique de commerce extérieur met particulièrement l'accent sur la facilitation des échanges. Nous avons pris plusieurs mesures destinées à assouplir les conditions dans lesquelles se déroule le commerce extérieur en poursuivant la numérisation des procédures et en les simplifiant pour les entreprises. Seulement trois documents sont nécessaires pour l'exportation et l'importation, ce qui est comparable aux données de référence au niveau international. Nous progressons dans la mise en place d'un système de gouvernance électronique pleinement opérationnel, un système déjà performant qui a permis de dématérialiser et d'anonymiser le processus de délivrance d'approbations.

2.16. Au cours de la période considérée, l'Inde a également ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges en avril 2016. Le Comité national de la facilitation des échanges (CNFE) a été constitué et une feuille de route panindienne pour la facilitation des échanges a été mise en œuvre dans le cadre du Plan d'action national pour la facilitation des échanges pour la période 2017-2020. Un nouveau Plan d'action national pour la facilitation des échanges pour la période se terminant en 2023 est en cours d'élaboration, dans l'objectif de mener des réformes additionnelles pour renforcer les efforts de facilitation des échanges et transformer l'écosystème de dédouanement transfrontières au moyen de procédures efficaces, transparentes, fondées sur les risques, coordonnées, numériques, fluides et basées sur la technologie. Ces procédures seraient complétées par des infrastructures logistiques de pointe.

2.17. Ces dernières années, les mesures de facilitation des échanges prises par le gouvernement ont contribué à réduire considérablement les délais et les coûts liés au respect des obligations à la frontière et des obligations en matière documentaire en ce qui concerne les exportations et les importations. Cela est reflété par le classement du pays à la 68<sup>ème</sup> position pour ce qui est de l'indicateur du commerce transfrontalier dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, ce qui représente une nette amélioration par rapport à la 126<sup>ème</sup> position occupée en 2015.

2.18. Grâce à nos efforts, l'Inde poursuit régulièrement son chemin vers la libéralisation des échanges et s'intègre de plus en plus à l'économie mondiale. Nos résultats commerciaux sont un indicateur du degré d'ouverture de notre marché. Au cours de la période de cinq ans considérée, les exportations ont progressé à un taux de croissance composé annuel de 4,5%, tandis que les importations ont augmenté de 5,7%. La part de l'Inde dans les échanges mondiaux a enregistré une augmentation, nos exportations, y compris les services, ayant franchi pour la première fois la barre de 500 milliards d'USD en 2018/19 pour atteindre un nouveau record de 538,1 milliards d'USD. Cet exploit a été réitéré en 2019/20.

2.19. Notre structure tarifaire reflète également notre attachement à un système commercial ouvert et transparent. Alors que le taux NPF consolidé moyen pour tous les produits est de 50 % environ, les taux appliqués sont largement inférieurs. La moyenne simple des droits NPF appliqués pour l'ensemble des produits est d'environ 14 % et d'environ 11 % pour les produits non agricoles. Nous avons une structure tarifaire simple; 94 % de nos lignes tarifaires sont assorties de droits *ad valorem* contre seulement 6 % de droits non *ad valorem*.

2.20. Le Secrétariat, dans son rapport, tout comme certains Membres ont abordé la question de l'augmentation du nombre d'enquêtes antidumping ouvertes durant la période considérée. Dans tous les cas, nous nous sommes conformés à la lettre et à l'esprit des dispositions pertinentes de l'OMC. Lorsqu'elles sont imposées, les mesures ne touchent qu'une proportion infime de moins de 1 % de nos exportations. L'augmentation de ces cas ne fait que refléter l'accroissement de l'incidence des pratiques commerciales déloyales que nous subissons. Nous avons dûment notifié ces mesures à l'OMC, comme cela a été fait récemment pour nos nouvelles règles anticontournement.

2.21. Le Secrétariat et certains Membres ont également fait part des préoccupations que suscitent les mesures prises par l'Inde en matière de lutte contre les marchandises contrefaites et piratées, sur la base de l'étude de l'OCDE et de l'EUIPO s'appuyant sur des données portant sur une période déterminée allant de 2014 à 2016. Nous estimons cependant que de telles préoccupations, basées sur des sources de données limitées, ne sont pas fondées. Grâce à la mise en œuvre de sa politique nationale sur les droits de propriété intellectuelle en 2016, l'Inde a accompli des progrès considérables s'agissant du renforcement de son régime de droits de propriété intellectuelle. Depuis lors, une multitude d'initiatives et de réformes ont été menées dans le cadre d'un plan d'action concret visant à réduire les délais, à rationaliser les prescriptions de mise en conformité, à faciliter l'enregistrement de la propriété intellectuelle et à améliorer la protection de la propriété intellectuelle pour les détenteurs de droits. En témoigne le fait que l'Inde est classée parmi les 50 économies les plus innovantes du monde par l'OMPI dans le cadre du classement d'après l'Indice mondial de l'innovation.

### **L'Inde et le système commercial multilatéral**

2.22. Au cours des dernières années, le système commercial multilatéral a été confronté à des défis sans précédent. En tant que Membre fondateur de l'OMC, l'Inde reste attachée au rôle central de l'OMC en faveur d'un système commercial mondial intégré et fondé sur des règles. L'Inde a participé activement aux efforts visant à préserver et renforcer l'OMC pour promouvoir le développement et l'inclusion. Afin de faciliter l'obtention d'un consensus allant dans ce sens, l'Inde a pris l'initiative d'accueillir deux miniréunions ministérielles informelles à New Delhi, en mars 2018 et en mai 2019.

2.23. L'augmentation du nombre d'accords de libre-échange crée un nouveau paysage commercial qui pourrait transformer radicalement la dynamique du commerce mondial. Ces évolutions doivent aller de pair avec des efforts visant à préserver et à renforcer le rôle central joué par l'OMC dans le commerce mondial et l'architecture commerciale. Le système commercial multilatéral doit non seulement se transformer au rythme des nouvelles évolutions, mais il doit également être réformé pour corriger plusieurs asymétries existantes dans les règles commerciales actuelles au détriment des pays en développement.

2.24. La pandémie de COVID-19 a encore accentué les faiblesses et les inégalités inhérentes au système économique et commercial mondial. L'Inde est fermement convaincue qu'il faut réformer d'urgence le système commercial multilatéral pour le rendre solide et réactif au vu des nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés. À cet égard, l'Inde a présenté, avec d'autres Membres, des propositions de réforme qui établissent une feuille de route à long terme pour la réforme du système commercial mondial actuel, vacillant et déséquilibré. Nous demandons le rétablissement immédiat de l'Organe d'appel, d'une manière qui préserve les caractéristiques essentielles d'un système de règlement des différends à deux niveaux, le consensus négatif et l'indépendance du mécanisme de règlement des différends. Nous estimons que la sortie de l'impasse dans laquelle se trouve l'Organe d'appel doit précéder d'autres réformes. En outre, le programme de réforme de l'OMC doit être axé sur le développement, préserver les valeurs fondamentales du système commercial multilatéral et renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les accords existants et futurs. Il doit aussi préserver le caractère multilatéral de l'OMC et le fait que l'Organisation soit pilotée par les Membres, ainsi que la prise de décisions par consensus. Les déséquilibres et asymétries existants doivent être corrigés afin d'assurer des conditions égales pour les Membres en développement, y compris les PMA.

2.25. Afin de faire face aux répercussions immédiates de la pandémie de COVID-19, nous avons préconisé l'application d'un ensemble de mesures efficaces à court terme qui comprend la proposition de dérogation temporaire à l'Accord sur les ADPIC en vue d'accroître la capacité de fabrication et d'assurer que les nouveaux outils de diagnostic, traitements et vaccins pour la COVID-19 soient disponibles à temps et à des prix abordables; une solution permanente à la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire pour répondre aux préoccupations en la matière; ainsi qu'une initiative multilatérale visant à faciliter l'accès aux services médicaux au titre du mode 4 afin de favoriser la circulation transfrontières des professionnels de la santé.

2.26. Malgré les lacunes du système existant, l'Inde continue de participer activement aux négociations en cours à l'OMC, y compris aux négociations sur les subventions à la pêche. Nous avons prôné la nécessité urgente de mettre en place des disciplines rigoureuses pour réglementer certaines subventions à la pêche préjudiciables, tout en préservant les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux et des petits pêcheurs dans les pays en développement, y compris les PMA. Nous jouons également un rôle constructif dans les négociations sur l'agriculture et les services et nous nous efforçons de redynamiser le programme de travail sur le commerce électronique et la réglementation intérieure.

2.27. Nous demeurons résolus à soutenir une participation accrue des PMA au commerce international. Au cours de la période considérée, nous avons encore simplifié notre accès au marché pour les PMA en revoyant le Système de préférences tarifaires en franchise de droits pour les PMA de l'Inde de 2008. L'Inde accorde à présent aux PMA l'accès aux marchés en franchise de droits pour 96% de ses lignes tarifaires et des droits préférentiels pour 2,2% des lignes. L'Inde représente la quatrième principale destination d'exportation pour les PMA. Nous avons également notifié un traitement préférentiel en faveur des services et des fournisseurs de services des PMA, dans le cadre duquel nous offrons une assistance technique, des activités de renforcement des capacités ainsi qu'un accès aux marchés au titre du mode 4. Voilà qui témoigne de notre attachement à une "mondialisation inclusive".

### **Observations finales**

2.28. En conclusion, je voudrais dire qu'il y a 20 ans, l'Inde occupait une place modeste dans le réseau des échanges mondiaux. Aujourd'hui, le commerce extérieur fait partie intégrante de l'économie indienne et le cadre applicable au commerce extérieur est étroitement et inextricablement intégré en tant que domaine prioritaire dans le cadre général de la politique économique. Nous nous efforçons de doper davantage le commerce en tant que moteur de la croissance afin de vaincre les difficultés que constituent la pauvreté, le chômage et les inégalités de revenus. À mesure que nous progressons sur cette voie, nous avons la certitude que l'Inde occupera une place de plus en plus importante dans le commerce mondial dans les années à venir. L'Inde continuera à jouer un rôle majeur au sein de l'OMC dans la protection, la préservation et le renforcement du système commercial multilatéral.

2.29. Je remercie une fois de plus les Membres pour l'intérêt qu'ils portent à l'examen de la politique commerciale de l'Inde et j'attends avec impatience les échanges que nous aurons au cours des deux prochains jours.



### 3 DÉCLARATION DE LA PRÉSENTATRICE

#### Introduction

3.1. Je souhaite très chaleureusement la bienvenue à M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce, ainsi qu'aux autres membres de la délégation indienne, à cette réunion virtuelle. Je tiens également à adresser à titre personnel mes remerciements à l'Ambassadeur Brajendra Navnit et à son équipe compétente pour leur travail remarquable.

3.2. C'est pour moi un grand honneur et un privilège de vous faire part aujourd'hui de mes remarques en tant que présentatrice du septième examen de la politique commerciale de l'Inde. L'examen de la politique commerciale est un mécanisme fondamental de l'OMC pour promouvoir la transparence et la compréhension des politiques et pratiques commerciales des Membres. Les évaluations constructives et l'examen par les pairs contribuent à améliorer le respect par tous les Membres des règles, disciplines et engagements acceptés en vertu des accords de l'OMC et donc à faciliter le fonctionnement du système commercial multilatéral.

3.3. Mon rôle en tant que présentatrice est de présenter des données factuelles et d'encourager les discussions. Les rapports de grande qualité établis par le Secrétariat et le gouvernement indien constituent un excellent point de départ pour mon analyse.

#### Aperçu de la situation macroéconomique

3.4. Permettez-moi tout d'abord de souligner les points importants liés au contexte macroéconomique de la politique commerciale de l'Inde.

3.5. D'après les données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale, l'Inde est devenue la cinquième économie mondiale en 2019, avec un PIB actuel de 2 869 milliards d'USD. La croissance économique de l'Inde est restée forte pendant la majeure partie de la période considérée. Cette forte croissance économique a entraîné une amélioration des indicateurs socioéconomiques, tels que le revenu par habitant et l'espérance de vie. Toutefois, depuis le premier semestre 2019, l'expansion économique s'est ralentie, principalement en raison d'une baisse de la consommation et de l'investissement.

3.6. Au cours de la période considérée, des réformes économiques mettant l'accent sur l'amélioration de l'efficacité et de l'inclusion ont été entreprises. Les réformes structurelles et les investissements visant à améliorer l'infrastructure ont également été poursuivis. En outre, un certain nombre de programmes gouvernementaux consacrés à la lutte contre la pauvreté ont été lancés.

3.7. Les services ont continué d'être le secteur le plus compétitif au cours de la période considérée. La croissance a été tirée par les services de commerce et de réparation, les services de communication, l'hôtellerie et le tourisme, et les services de transport. Le secteur manufacturier a également affiché une croissance solide entre 2014 et 2019, tirée principalement par les machines et le matériel, et les produits alimentaires. Le secteur agricole a également enregistré des résultats relativement satisfaisants.

3.8. S'agissant du commerce des marchandises, le pétrole et les produits minéraux, les pierres et métaux précieux, les produits chimiques et les matières textiles sont les principales composantes des exportations. Les importations continuent d'être dominées par le pétrole et les produits minéraux. L'Union européenne demeure la principale destination d'exportation, suivie par les États-Unis, tandis que près de 40% des importations de l'Inde proviennent d'Asie, principalement de Chine.

3.9. Au cours de la période considérée, l'orientation générale de la politique commerciale indienne a relativement peu changé. L'Inde a signé 16 accords commerciaux régionaux, tel que notifié à l'OMC. L'Inde a par ailleurs accordé un accès en franchise de droits et sans contingent aux PMA.

3.10. Le gouvernement a répondu à la pandémie de COVID-19 en lançant le programme Atmanirbhar Bharat Abhiyan, aussi appelé programme "Inde autonome", en mai 2020. Ce programme vise à fournir un plan de relance ciblant certains secteurs de l'économie, ainsi que les populations pauvres des zones rurales et urbaines, pour remédier aux effets de la crise sanitaire actuelle.

### Principaux faits nouveaux

3.11. Venons-en aux principaux faits nouveaux intervenus depuis le dernier examen de l'Inde.

3.12. L'Inde a continué de s'ouvrir progressivement à l'investissement étranger direct. Les principales améliorations ont consisté, entre autres choses, à autoriser, selon la voie automatique, une participation étrangère au capital à concurrence de 100 % dans un plus grand nombre d'activités agricoles; un IED à concurrence de 100 % dans l'industrie de la défense, les services de transport pour la radiodiffusion, et les services de télécommunication.

3.13. S'agissant des droits de douane, en 2015, les Membres s'étaient dits préoccupés par la complexité et l'incertitude concernant les droits de douane et autres impositions, y compris un droit additionnel et un droit additionnel spécial. Bien que la structure tarifaire de base n'ait pas changé depuis le dernier examen, l'introduction de la taxe sur les marchandises et les services (GST) pour harmoniser la fiscalité indirecte en 2017 a supprimé les droits additionnels et les droits additionnels spéciaux précédemment ajoutés au tarif de base. Par conséquent, l'adoption de la GST a constitué une amélioration majeure en ce qui concerne les autres droits et impositions visant les importations.

3.14. En ce qui concerne l'agriculture, lors du dernier examen, les Membres avaient vivement encouragé l'Inde à redoubler d'efforts pour libéraliser son secteur agricole. Je suis heureuse d'apprendre que l'Inde a entrepris diverses réformes dans le domaine de l'agriculture au cours de la période considérée. Dans le cadre de la Politique d'exportation des produits agricoles, les produits agricoles transformés et biologiques ne sont pas soumis à des restrictions à l'exportation, et les importations de produits agricoles utilisés pour ces exportations devaient être libéralisées. Des efforts ont également été déployés pour améliorer la commercialisation des produits agricoles, notamment par l'introduction d'un Marché agricole électronique national en 2016, qui a pour but d'unifier les marchés des États. Je suis convaincue que ces efforts considérables déployés par l'Inde contribueront au développement et à la libéralisation de ce secteur.

3.15. S'agissant des mesures OTC, durant le dernier examen, certains Membres avaient posé des questions concernant les règlements techniques de l'Inde, y compris leurs liens avec les normes internationales. Il convient de signaler qu'au cours de la période considérée, l'Inde a modifié de façon substantielle sa législation sur la normalisation; la Loi de 1986 portant création du Bureau indien de normalisation (BIS) a été remplacée par la Loi de 2016 sur le BIS. En vertu de la nouvelle Loi, de multiples systèmes d'évaluation de la conformité, y compris l'autodéclaration de conformité, sont devenus possibles.

3.16. En ce qui concerne les marchés publics, je me félicite des initiatives prises par l'Inde pour améliorer son système de passation des marchés publics en créant un système plus centralisé et conforme aux prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, dans le cadre duquel l'Inde a un statut d'observateur. Au cours de la période à l'examen, le Règlement financier général, qui constitue la principale législation régissant les marchés publics, a été modifié à plusieurs reprises pour introduire de nouvelles méthodes de passation de marchés et pour imposer la passation électronique des marchés.

3.17. En ce qui concerne la facilitation des échanges, il convient de noter qu'au cours de la période considérée, l'Inde a mis en œuvre plusieurs mesures visant à faciliter les échanges, telles que la réduction du nombre de documents requis et l'automatisation du système de dédouanement des importations et des exportations.

3.18. La dernière évolution que je tiens à souligner concerne les droits de propriété intellectuelle (DPI). En 2016, l'Inde a mis en œuvre sa première politique sur les droits de propriété intellectuelle (NIPR). Celle-ci vise à sensibiliser le pays à l'importance de la protection des DPI par la formation et la communication, et elle offre un soutien financier et des incitations fiscales pour encourager la génération et l'exploitation commerciale de DPI. Il serait intéressant de savoir si l'Inde a élaboré des plans concrets pour atteindre les objectifs fixés dans la politique NIPR.

### Suggestions d'amélioration

3.19. Dans l'ensemble, l'Inde a réalisé des améliorations impressionnantes dans de nombreux domaines. Le processus de réforme actuel de l'Inde sera une entreprise positive et tournée vers l'avenir. Toutefois, même si de nombreux progrès ont été réalisés, je considère que des améliorations sont encore possibles.

3.20. Par exemple, une réforme tarifaire, en particulier concernant la simplification et la libéralisation de sa structure tarifaire, et la réduction de l'écart entre taux appliqués et taux consolidés, permettrait certainement d'accroître la transparence et la prévisibilité des régimes commerciaux. L'application, avec un soin particulier, de mesures correctives commerciales permettrait de garantir que les courants d'échanges soient aussi fluides et prévisibles que possible. La rationalisation des mesures d'importation et l'harmonisation des normes indiennes avec les normes internationales contribueraient à faciliter les échanges. En outre, étant donné la nécessité d'améliorer constamment les infrastructures en Inde, les subventions agricoles devraient être réduites et mieux ciblées afin de libérer des ressources pour l'investissement.

## **Conclusion**

3.21. Enfin, j'aimerais souligner qu'en tant que cinquième économie mondiale en termes de PIB nominal, l'Inde devient un partenaire commercial de plus en plus important pour de nombreux Membres de l'OMC. Compte tenu de sa taille et du rôle qu'elle joue dans l'économie mondiale, les efforts constants déployés par l'Inde pour améliorer ses régimes de commerce et d'investissement favoriseront la création d'un environnement économique plus ouvert et plus transparent, ce qui profitera considérablement à ses partenaires commerciaux et contribuera à soutenir la forte croissance économique du pays.

3.22. En outre, l'Inde a joué un rôle proactif dans le renforcement et la promotion du système commercial multilatéral. La contribution de l'Inde à l'OMC est majeure et précieuse, tant dans le cadre des travaux ordinaires que des diverses négociations, notamment les discussions sur la réforme de l'OMC, les dérogations à l'Accord sur les ADPIC, le commerce électronique, l'agriculture et les services. J'espère que l'Inde continuera à être un fervent défenseur du système commercial multilatéral fondé sur des règles, dans un esprit d'engagement constructif, pour le bien de tous.

3.23. Pour conclure, le septième examen de la politique commerciale de l'Inde nous offre une précieuse occasion d'examiner la politique et les pratiques adoptées par l'un des Membres les plus importants d'entre nous. À cet égard, je me réjouis des discussions constructives qui auront lieu aujourd'hui et j'adresse à l'Inde mes meilleurs vœux de réussite pour cet examen.

## 4 DÉCLARATIONS DES MEMBRES

### CANADA

4.1. Nous sommes heureux de l'occasion qui nous est offerte de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde.

4.2. Premièrement, nous tenons à féliciter l'Inde pour les résultats économiques obtenus ces dernières années. De fait, elle s'est récemment hissée au rang de cinquième puissance économique mondiale avec une croissance annuelle du PIB régulièrement supérieure à 7%.

4.3. Malheureusement, 2020 a été une année difficile pour l'économie mondiale et la pandémie a laissé sa marque sur le commerce international. De nombreux pays ont dû mettre en œuvre des politiques visant à stimuler nos économies. Nous notons que l'Inde s'est associée au Canada et à d'autres nations au sein du G-20 pour s'efforcer d'assurer que toutes les mesures prises n'imposent pas de contraintes injustifiées ou préjudiciables aux travailleurs, aux entreprises et à nos économies mondiales. Le Canada continue à insister pour que les mesures contre la COVID-19 soient temporaires, transparentes, ciblées, et conformes aux règles de l'OMC.

4.4. Le Canada reconnaît et applaudit le rôle important que l'Inde a assumé en tant que chef de file mondial de la mise au point, de la production et de la distribution d'un vaccin potentiel contre la COVID-19. L'Inde est un partenaire essentiel s'agissant des produits pharmaceutiques dans la mesure où elle produit 60% des vaccins mondiaux et représente 60 à 80% des achats de vaccins annuels de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de la lutte menée à l'échelle mondiale contre la COVID-19, les efforts déployés par l'Inde sont essentiels pour éviter des décès et faire en sorte que le monde se rétablisse aussi rapidement que possible.

4.5. Nous continuerons à collaborer avec l'Inde pour faire progresser les engagements figurant dans les déclarations des Ministres du commerce et de l'investissement du G-20 sur la COVID-19, appuyer et promouvoir la collaboration mondiale pour relever les défis économiques et se préparer à la reprise après la pandémie. Dans ce contexte, le Canada note que des mesures relatives à certains produits agricoles se répercutent négativement sur la prévisibilité dont les exploitants agricoles et les acteurs du commerce international ont besoin pour une reprise post-COVID rapide et durable. Parmi ces mesures figurent les droits de douane élevés, les restrictions quantitatives à l'importation et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) inutilement restrictives pour le commerce visant les légumineuses.

4.6. Plus généralement, le Canada prend acte du fait que ces cinq dernières années, des changements notables ont été apportés aux politiques commerciales et économiques indiennes.

4.7. Parmi eux on peut citer les réformes de la réglementation engagées récemment pour ce qui concerne la politique d'investissement, qui se sont traduites par l'ouverture de nouveaux secteurs à l'investissement étranger direct.

4.8. Nous notons aussi l'adoption d'une politique sur les droits de propriété intellectuelle en 2016 et nous nous félicitons de l'accession de l'Inde à plusieurs traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle pendant la période à l'examen.

4.9. Dans le domaine des services, le Canada continue d'observer l'avantage concurrentiel très fort de l'Inde et encourage cette dernière à en tirer parti en prenant des engagements commerciaux plus étendus et en verrouillant les libéralisations récentes.

4.10. Pour ce qui est des marchés publics, l'Inde a beaucoup progressé dans la modernisation de son régime de marchés publics – on notera en particulier certaines des modifications apportées récemment au Règlement financier général. Des préoccupations demeurent toutefois concernant la structure très décentralisée des marchés publics indiens et le recours croissant à des initiatives en matière de marchés publics qui imposent des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux favorisant les entreprises indiennes par rapport aux fournisseurs étrangers.

4.11. Nous tenons aussi à saluer le programme bilatéral et régional ambitieux de politique commerciale de l'Inde et nous nous félicitons des efforts constants que ce pays déploie pour aboutir à des accords commerciaux avec le Canada, l'Australie, l'Union européenne et les États-Unis. La

conclusion d'accords de haute qualité en matière de commerce et d'investissement contribuerait à son développement économique.

4.12. Dans ce contexte, le Canada s'engage à régler les questions commerciales en suspens avec l'Inde et à faire aboutir les négociations en vue d'un accord global de partenariat économique (CEPA) et d'un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE).

4.13. Nous encourageons également l'Inde à continuer d'engager des négociations commerciales multilatérales pour élargir encore les perspectives internationales qui s'ouvrent à ses exportateurs, importateurs et consommateurs. À cet effet, nous comptons sur la participation constructive de l'Inde aux fins d'obtenir des résultats pragmatiques propres à favoriser la confiance à la douzième Conférence ministérielle de l'OMC.

4.14. De plus, nous encourageons l'Inde à appuyer la Déclaration de Buenos Aires et à se joindre au nouveau Groupe de travail informel sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes à l'OMC. De même, nous l'incitons à participer aux initiatives comme le Groupe informel des micro, petites et moyennes entreprises de l'OMC pour faire en sorte que les obstacles qui s'opposent au commerce international soient effectivement supprimés pour les groupes traditionnellement sous-représentés alors même que l'Inde continue à faire croître son économie et à développer ses marchés.

4.15. Le bilan en matière de notifications de l'Inde est très bon. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, elle a pris des mesures importantes pour veiller à ce que ses notifications soient à jour. L'un des domaines dans lequel nous l'encourageons à poursuivre ses travaux est celui des notifications de subventions à l'exportation de produits agricoles (ES:1) car la dernière notification qu'elle a fournie à ce sujet était pour 2009.

4.16. Enfin, pour en revenir aux conditions globales de l'activité des entreprises, nous félicitons l'Inde pour l'amélioration récente de son "indice de facilité de faire des affaires", qui est passé de 77 à 63. Nous l'encourageons à poursuivre ses travaux pour améliorer les conditions de l'activité des entreprises de façon générale. La réduction des droits de douane, l'élimination des obstacles techniques et des mesures sanitaires et phytosanitaires inutiles et la simplification de la fiscalité et des formalités administratives feraient de l'Inde un lieu encore plus attractif pour l'activité commerciale et l'investissement.

4.17. Nous remercions l'Inde pour les réponses fournies aux questions du Canada, nous les examinerons avec soin et nous présenterons des questions complémentaires. Nous souhaitons à la délégation indienne plein succès pour cet examen de politique commerciale.

## AUSTRALIE

4.18. L'Inde est un partenaire économique et stratégique essentiel pour l'Australie. La décision de juin 2020 du premier Ministre Morrison et du premier Ministre Modi visant à hisser la relation bilatérale au niveau d'un partenariat stratégique global témoigne de l'attachement mutuel en faveur du renforcement de la collaboration dans tous les domaines, y compris le commerce et l'investissement.

4.19. L'Australie prend acte des réalisations de l'Inde pour ce qui est d'entreprendre des réformes importantes et d'améliorer son classement selon l'Indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, passant de la 142<sup>ème</sup> à la 63<sup>ème</sup> place en 6 ans seulement. La transformation en cours de l'Inde s'est avérée très attractive pour les investisseurs et les entreprises australiens. L'Australie suit de près le programme de réforme ambitieux de l'Inde et attend avec intérêt de nouvelles mesures de libéralisation qui renforcent la compétitivité et l'attractivité commerciales de ce pays auprès des investisseurs internationaux. Au fur et à mesure du déroulement des réformes, l'Australie espère que ces changements se répercuteront sur la participation de l'Inde à l'OMC.

4.20. L'Australie reste préoccupée par les paramètres de la politique agricole et du commerce de l'Inde, en particulier ceux qui ont des effets de distorsion des échanges et de la production – qui rendent les marchés mondiaux moins prévisibles et plus instables. L'Australie encourage l'Inde à utiliser son programme de réforme pour faire en sorte que ces paramètres facilitent un système commercial florissant régi par les lois du marché qui fasse vivre les populations de tous les Membres. L'Inde étant l'un des plus gros producteurs et marchés mondiaux de produits agricoles, ce qu'elle fait a du poids.

4.21. L'Australie et d'autres Membres ont soulevé des préoccupations au sujet des politiques et des mesures utilisées par l'Inde au cours des précédents examens des politiques commerciales et nous avons le regret de constater que celles-ci n'ont pas été dissipées au cours de la période à l'examen. L'Inde a aussi maintenu des niveaux de soutien interne ayant des effets de distorsion de la production pour les principales cultures agricoles et a continué d'encourager les exportations de produits subventionnés. Le soutien intérieur de l'Inde pour la canne à sucre et ses subventions à l'exportation pour le sucre inquiètent particulièrement l'Australie, ce qui l'a incitée à se joindre au Brésil et au Guatemala pour engager une procédure de règlement des différends dans le but de contester ces mesures. Dans l'intérêt de tous les Membres, y compris des pays en développement Membres, l'Australie prie instamment l'Inde de faire en sorte que ses mesures agricoles soient équitables, prévisibles et conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC, y compris en fournissant des notifications complètes et plus détaillées. Si elle fournissait de meilleures notifications, l'Inde pourrait davantage faire en sorte que les mesures qui appuient son secteur agricole soient transparentes et que s'atténuent certaines des incidences immédiates que ces mesures peuvent avoir sur le commerce et la production mondiales, en particulier lorsqu'elles sont mises en œuvre sans préavis.

4.22. Comme son importance régionale et mondiale le laisse supposer, l'Inde joue un rôle de premier plan à l'OMC. L'Australie et l'Inde partagent le même attachement au système commercial multilatéral fondé sur des règles et au maintien de la centralité de l'OMC dans ce système. Tous les Membres se heurtent à plusieurs problèmes difficiles et systémiques. Nous reconnaissons le rôle important que l'Inde peut jouer alors que nous déployons des réformes efficaces et significatives dans des domaines comme l'uniformisation des règles du jeu, le traitement spécial et différencié et le système de règlement des différends. L'Australie demande aussi à l'Inde de jouer un rôle de chef de file pour ce qui est d'encourager une participation constructive aux négociations sur l'agriculture pour que nous puissions parvenir à des résultats à la douzième Conférence ministérielle. Dans la mesure où elle joue un rôle de premier plan dans le commerce mondial des services et que c'est un chef de file du commerce électronique, l'Inde aurait tout intérêt à prendre part aux initiatives de déclaration conjointe sur le commerce électronique et la réglementation intérieure des services.

4.23. Le commerce bilatéral total entre l'Australie et l'Inde a augmenté pour atteindre 29,3 milliards d'USD en 2019. Compte tenu de cette croissance remarquable, les Premiers Ministres Morrison et Modi sont convenus de relancer un accord global de coopération économique bilatéral permettant aux deux pays de s'entendre sur la voie à suivre, tout en examinant comme il se doit les relations bilatérales plus anciennes. La porte reste aussi ouverte pour que l'Inde réintègre le partenariat économique régional global à tout moment après l'entrée en vigueur de l'Accord.

4.24. L'Inde et l'Australie ont toutes les deux été frappées par le ralentissement économique mondial provoqué par la COVID-19. Il sera indispensable d'élargir les liens économiques et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement alors que nous nous efforçons de renforcer nos économies dans la phase de relance post-COVID-19. Le rapport de décembre 2020 adressé au gouvernement indien par la Confédération de l'industrie indienne – la Stratégie économique australienne – ainsi que le rapport indépendant de 2018 au gouvernement australien – Une stratégie économique pour l'Inde à l'horizon 2035 – donnent des orientations pratiques sur les moyens d'y parvenir.

4.25. L'Australie se félicite à l'avance de poursuivre ses travaux avec l'Inde pour renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles et de réaliser le potentiel d'accroissement des échanges bilatéraux et de l'investissement.

#### NOUVELLE-ZÉLANDE

4.26. La Nouvelle-Zélande se félicite de cette occasion de formuler des observations sur le septième examen de la politique commerciale de la République de l'Inde. Elle accorde une grande importance à ses relations commerciales et économiques avec ce pays. Pendant l'année se terminant en septembre 2020, l'Inde était le 11<sup>ème</sup> partenaire commercial bilatéral de la Nouvelle-Zélande. C'était aussi son huitième marché d'exportation.

4.27. La Nouvelle-Zélande et l'Inde ont d'importants intérêts communs quant à la promotion et la protection d'un système commercial mondial ouvert, inclusif et reposant sur des règles. En ces temps sans précédent de COVID-19, il est plus important que jamais de maintenir notre attachement à un

commerce ouvert fondé sur des règles. Avec l'augmentation du nombre de mesures non tarifaires dans le monde, il importe également que ces mesures soient conçues de façon transparente et qu'elles répondent à des objectifs légitimes de politique publique sans restreindre ni fausser indûment les échanges.

4.28. La Nouvelle-Zélande a posé plusieurs questions et aimerait remercier l'Inde pour les réponses fournies. Comme ces réponses viennent juste de nous parvenir, nous les examinerons et ferons de plus amples observations le cas échéant en temps voulu.

4.29. Dans ces questions, la Nouvelle-Zélande a noté l'observation qui est faite au paragraphe 4.4 du rapport du Secrétariat tendant à ce que les restrictions à l'importation ou à l'exportation de produits agricoles varient d'une année sur l'autre. Ces changements contribuent à l'incertitude pour le commerce des produits agricoles, jouent sur les chaînes d'approvisionnement pour l'exportation et compromettent l'image de l'Inde en tant que client et fournisseur fiable. La Nouvelle-Zélande encourage l'Inde à garantir une plus grande transparence et une plus grande prévisibilité de sa politique commerciale afin de promouvoir un commerce plus efficace et fiable.

4.30. La Nouvelle-Zélande reconnaît que l'Inde s'efforce d'intervenir sur les articles qui sont indispensables à sa sécurité alimentaire. Nous avons demandé des précisions sur les critères que l'Inde utilise pour définir ces articles essentiels. Les critères énoncés dans la réponse de l'Inde comprennent l'importance d'un produit dans le panier de consommation des pauvres, les considérations nutritionnelles, les habitudes alimentaires traditionnelles d'une région à l'autre." La Nouvelle-Zélande aimerait recevoir une liste complète de ces critères et savoir où cette liste est mise à la disposition du public aux fins de transparence.

4.31. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'objectif qu'a l'Inde de réduire la pauvreté et d'aider les ménages à passer à des carburants moins polluants. Nous encourageons l'Inde à partager ses expériences pour ce qui est d'œuvrer à cet objectif, y compris concernant la mise en œuvre de régimes ciblés de subventions aux combustibles fossiles pour le gaz naturel, le kérosène et le pétrole. Nous remercions l'Inde pour les renseignements fournis sur le programme du Premier Ministre Ujjawala Yojana pour assurer le raccordement des femmes rurales pauvres au GPL sans dépôt de garantie. Nous aimerions avoir de plus amples renseignements sur la mise en œuvre de ce régime et d'autres qui contribuent à la réalisation des objectifs ambitieux fixés.

4.32. Il est indiqué au paragraphe 4.46 du rapport du Secrétariat que les États de Gujarat et de Maharashtra offrent des subventions à l'exportation de produits à base de lait écrémé, mais l'Inde ne semble pas l'avoir notifié pendant la période à l'examen. Nous avons demandé davantage de renseignements sur ces subventions et nous nous félicitons de la réponse de l'Inde qui a confirmé qu'une notification concernant les subventions à l'exportation serait présentée en temps voulu.

4.33. La Nouvelle-Zélande a noté que les renseignements figurant dans le rapport du Secrétariat (tableau 4.5) tendant à ce que l'Inde ait en place une série de mesures destinées à accroître la production halieutique, y compris l'assistance financière pour la conversion et la construction de navires palangriers thoniers. Nous avons demandé de plus amples renseignements à l'Inde concernant cette assistance et nous nous félicitons qu'elle ait répondu en donnant l'assurance que ces politiques ne contribuent pas à la surcapacité et à la surpêche dans le secteur de la pêche au thon dans l'Océan indien. Nous aimerions avoir plus de précisions sur cette question et nous encourageons le maintien de la transparence des mesures relatives à la pêche dans l'Océan indien.

4.34. On notera aussi qu'a abouti depuis peu la négociation sur la conclusion du Partenariat économique régional global (RCEP). La Nouvelle-Zélande prend acte de la décision prise par l'Inde de se retirer du RCEP mais note que la porte reste ouverte avec une procédure d'accession rapide si elle est en mesure d'envisager à nouveau d'en être partie.

4.35. En conclusion, la Nouvelle-Zélande se félicite de l'engagement pris par l'Inde en faveur du système commercial multilatéral. Elle se félicite des progrès accomplis par ce pays depuis le dernier examen de sa politique commerciale. Elle reste déterminée à poursuivre et approfondir sa relation économique avec lui par le biais d'un commerce et d'un investissement mutuellement avantageux. Et nous attendons avec intérêt de poursuivre la collaboration à l'OMC pour faire avancer nos intérêts communs dans le système commercial multilatéral fondé sur des règles.



## OMAN

4.36. C'est un honneur et un plaisir de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde. Et nous souhaitons la bienvenue à la délégation indienne à New Delhi et à l'équipe indienne ici à Genève.

4.37. Nous félicitons S.E. M. Anup Wadhawan, Ministre indien du commerce et de l'industrie pour sa déclaration liminaire, excellente et très élaborée.

4.38. L'Inde est un partenaire économique et stratégique essentiel pour Oman. Le Sultanat d'Oman et l'Inde entretiennent des liens historiques, politiques et économiques approfondis. Outre le commerce, nos pays coopèrent dans divers domaines, y compris la défense, l'industrie et le tourisme.

4.39. Le volume des échanges commerciaux entre le Sultanat d'Oman et l'Inde pour l'année 2019 était de 725 millions d'OMR, soit 1,88 milliard d'USD, à l'exportation, et de 444,8 millions d'OMR, soit 1,16 milliard d'USD, à l'importation.

4.40. Le volume des investissements indiens enregistrés dans le sultanat d'Oman jusqu'en 2019 concernant divers secteurs (commerce – construction – immobilier – services) s'est monté à 3,9 milliards d'OMR soit 10 milliards d'USD.

4.41. Le poids démographique important de l'Inde et la situation géographique unique du Sultanat font de nos pays un catalyseur de croissance et de développement économiques dans la région.

4.42. Oman félicite l'Inde concernant les bons résultats de son économie pendant la période à l'examen, qui a enregistré une croissance de 7,4% en moyenne jusqu'en 2018. Cette croissance économique impressionnante a entraîné une amélioration des indicateurs socioéconomiques, tels que le revenu par habitant et l'espérance de vie.

4.43. Nous sommes heureux de constater que les réformes économiques se sont poursuivies pendant toute la période et se sont axées sur l'amélioration de l'efficacité et de l'inclusion. Parmi les mesures visant à améliorer l'efficacité figuraient des mesures concernant la facilitation des échanges et de l'investissement.

4.44. Oman a salué les mesures prises par le gouvernement indien, depuis le dernier examen, pour retirer certains produits comme les oignons et le sucre de la liste des produits exportés par des entreprises commerciales d'État. Nous espérons que dans un proche avenir, un plus grand nombre de produits seront retirés de cette liste, ce qui permettra à des exportateurs remplissant les conditions requises de les exporter.

4.45. Oman salue aussi la publication de la politique de l'Inde en matière de droits de propriété intellectuelle et la révision de la législation en matière de normalisation.

4.46. Dans le domaine des mesures correctives commerciales, Oman estime que les Membres ont le droit de recourir à des mesures antidumping dans la mesure où elles ne sont pas utilisées comme un outil de protectionnisme. Nous notons que l'Inde est actuellement le plus gros utilisateur de mesures antidumping à l'OMC. Nous souhaitons réitérer l'importance qu'il y a à suivre les procédures de l'Accord antidumping et de la jurisprudence pertinente du règlement des différends de l'OMC lorsque l'on mène des enquêtes antidumping.

4.47. Oman estime que l'Inde est un acteur essentiel à l'OMC et appuie le fait qu'elle s'attache inébranlablement à mettre l'accent sur les besoins et les préoccupations des pays en développement et pays les moins avancés Membres, y compris le traitement spécial et différencié et la dérogation à l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC. Les politiques et pratiques indiennes ont un effet positif sur le fonctionnement du système commercial multilatéral.

4.48. En conclusion, le Sultanat d'Oman souhaite à l'Inde un examen très fructueux de sa politique commerciale.



---

HONG KONG, CHINE

4.49. Je tiens à souhaiter très chaleureusement la bienvenue à la délégation indienne dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire du Département du commerce. J'aimerais aussi remercier la présentatrice, Mme l'Ambassadrice Sunanta, d'avoir partagé ses idées avec nous, ainsi que le Secrétariat pour son rapport détaillé.

4.50. Hong Kong, Chine et l'Inde entretiennent des relations commerciales et économiques de longue date et nous accordons à l'Inde une grande importance en tant que partenaire commercial de premier plan. En 2019, l'Inde était le huitième partenaire commercial de Hong Kong, Chine pour le commerce des marchandises, tandis que Hong Kong, Chine était le cinquième partenaire commercial de l'Inde. Nos échanges totaux de marchandises se sont chiffrés à 24,6 milliards d'USD en 2019.

4.51. Aujourd'hui, j'aimerais souligner trois domaines spécifiques des politiques commerciales de l'Inde à savoir la facilitation des échanges, les mesures antidumping et le commerce des services.

4.52. Concernant la facilitation des échanges, l'Inde a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges en avril 2016 et a indiqué la majorité de ses engagements de la catégorie A. En janvier 2020, elle avait mis en œuvre 78,2% de ses engagements.

4.53. Nous avons le plaisir de constater que l'Inde a mis en place de nouvelles mesures de facilitation des échanges pendant la période à l'examen qui recouvrent des domaines très variés, tels que la réduction des documents exigés pour les formalités douanières, le paiement différé des droits de douane, l'automatisation du système de dédouanement des importations et des exportations, un nouveau programme des opérateurs économiques agréés qui autorise l'autocertification par ces opérateurs et la livraison et l'entrée directes au port qui réduisent le temps nécessaire à la mainlevée et son coût pour les importations et les exportations.

4.54. L'Inde a aussi mis en place des mesures électroniques pour faciliter encore le commerce, y compris l'interface à guichet unique pour la facilitation des échanges et le portail électronique des douanes indiennes. Ces mesures offrent des services comme l'évaluation intégrée des risques, le dépôt électronique des déclarations et des documents justificatifs, le paiement en ligne des droits de douane, la signature électronique des documents douaniers et le dédouanement en ligne.

4.55. Nous saluons les efforts assidus déployés par l'Inde pour simplifier et moderniser ses procédures douanières dans un environnement économique et technologique en rapide mutation.

4.56. Nous sommes également heureux de noter que l'Inde a communiqué au Comité de la facilitation des échanges une liste exemplative des mesures prises en réponse à la pandémie de COVID-19. Parmi ces mesures figurent un guichet unique d'assistance dédié à la COVID-19 pour les négociants, des services de dédouanement 24 heures/24 et 7 jours/7 dans certains ports, la fourniture électronique des documents douaniers. Nous nous félicitons des efforts assidus déployés par l'Inde pour faciliter le commerce et maintenir la transparence en cette période difficile.

4.57. S'agissant des mesures antidumping, nous notons avec préoccupation que l'Inde continue de recourir activement à ces mesures. Premièrement, pendant les années 2015-2019, elle a ouvert 233 enquêtes, contre 82 pendant la précédente période d'examen 2011-2014. Deuxièmement, sur les 53 mesures antidumping qui ont fait l'objet de réexamens à l'extinction pendant la période 2015-2019, des droits antidumping ont été appliqués à 28 mesures, c'est-à-dire dans 53% des cas. Troisièmement, 58 mesures antidumping imposées par l'Inde sont en place depuis plus de 10 ans.

4.58. Bien que nous respectons les droits légitimes des Membres de prendre les mesures correctives commerciales nécessaires, nous estimons que ces droits devraient être exercés avec prudence et modération pour faire en sorte que des mesures ne soient prises que si elles sont pleinement justifiées et qu'elles ne soient pas utilisées à des fins protectionnistes.

4.59. Nous prions aussi instamment l'Inde de clore les enquêtes antidumping concernant les importations de "film de protection contre le soleil et/ou la poussière", de "produits laminés plats en aciers inoxydables" et de "papier journal en rouleaux ou en feuilles, à l'exception du papier journal satiné" contre Hong Kong, Chine.

4.60. Concernant le commerce des services, nous notons que le secteur est resté dynamique pendant la période considérée, qui a compté pour plus de la moitié du PIB de l'Inde et qui est resté le moteur principal de la croissance de ce dernier. À cet égard, nous nous félicitons des efforts constants déployés par l'Inde pour libéraliser ses politiques commerciales et ses mesures relatives au commerce des services. Nous l'encourageons à examiner la possibilité de libéraliser davantage le régime commercial applicable aux fournisseurs de services étrangers, par exemple, en réexaminant les conditions d'accès aux marchés restrictives ou en réduisant les limites concernant la participation étrangère.

4.61. Hong Kong, Chine espère resserrer encore davantage ses relations commerciales et économiques avec l'Inde dans les années qui viennent, en particulier le commerce des services dans des secteurs comme les services de transport et les services relatifs aux voyages.

4.62. Nous remercions l'Inde pour ses réponses à nos questions écrites et nous lui souhaitons plein succès pour l'examen de sa politique commerciale.

### RÉPUBLIQUE DE CORÉE

4.63. Je souhaite la bienvenue à la délégation de l'Inde pour le septième examen de sa politique commerciale. Je remercie M. Anup Wadhawan pour son exposé détaillé. Mes remerciements vont également à l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande) pour sa contribution en tant que présentatrice et au Secrétariat pour son rapport riche en informations.

4.64. L'Inde est la cinquième puissance économique du monde et il est frappant de constater qu'elle a continué d'enregistrer une forte croissance de 7,4% en moyenne pendant la période à l'examen avant la pandémie.

4.65. Pendant cette période, le volume de ses échanges a connu une expansion soutenue de 4,5% pour les exportations et de 5,7% pour les importations, alimentée par la stratégie payante de diversification des marchés et de développement des infrastructures visant à offrir un meilleur accès à l'énergie, aux soins de santé et à la logistique en particulier.

4.66. En outre, l'investissement étranger direct (IED) a connu une forte croissance grâce aux efforts menés par l'Inde pour créer un environnement commercial plus favorable qui sont bien décrits dans le rapport de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires. Dans ce dernier, l'Inde s'est classée 63<sup>ème</sup> en 2019 contre 142<sup>ème</sup> 4 années seulement avant. Le Premier Ministre Modi s'est engagé à faire classer le pays parmi les 50 premiers et je suis sûr que ses efforts porteront leurs fruits dès cette année.

4.67. Plusieurs mesures de facilitation des échanges ont été mises en œuvre au plan interne. Il s'agit des suivantes: l'automatisation du système de dédouanement; l'interface à guichet unique pour la facilitation des échanges et la création du Comité national de la facilitation des échanges qui examine la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE).

4.68. À l'OMC, l'Inde reste l'un des acteurs clés qui font respecter les valeurs du système commercial multilatéral fondé sur des règles en s'engageant dans des domaines très divers comme la réforme de l'OMC, les subventions à la pêche et le rôle du traitement spécial et différencié. À l'avenir, j'incite l'Inde à s'engager de la même façon dans d'autres programmes, le commerce électronique et la réglementation intérieure dans le domaine des services, en particulier, pour rester en phase avec l'évolution de notre environnement commercial.

4.69. Les relations économiques entre la Corée et l'Inde sont entrées dans une nouvelle phase en 2010 comme suite à l'Accord global de partenariat économique (CEPA). Grâce à l'ALE, le volume des échanges bilatéraux a augmenté de 70% pendant la dernière décennie (2009-2019), l'Inde étant le 11<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Corée. L'Accord global de partenariat économique est actuellement en cours de révision en vue d'une libéralisation plus poussée et la Corée espère que la consultation entre les deux pays reprendra après une courte interruption due à une pandémie inattendue.

4.70. Je voudrais maintenant aborder certaines des préoccupations d'ordre commercial dont la Corée veut faire part à l'Inde.

4.71. Premièrement, nous demandons à l'Inde d'examiner d'un œil critique ses nouveaux règlements relatifs aux règles d'origine, à savoir le Règlement de 2020 sur l'administration douanière des règles d'origine au titre des règlements commerciaux (CAROTAR 2020). Les entreprises coréennes soulèvent des préoccupations croissantes concernant les points suivants: des exigences excessives quant à la communication de renseignements relatifs à l'origine; les applications rétroactives de la loi; et l'interprétation arbitraire de la réglementation par les autorités douanières.

4.72. Deuxièmement, comme l'a fait remarquer le Secrétariat dans son rapport, l'Inde recourt activement à des mesures correctives commerciales, la Corée occupant la deuxième place quant au nombre de produits faisant l'objet d'enquêtes du gouvernement indien. Nous demandons à l'Inde de se montrer plus prudente dans l'application des mesures antidumping et des mesures de sauvegarde. De même, nous insistons sur le fait que toutes les enquêtes correspondantes devraient être menées conformément aux dispositions de notre ALE bilatéral et aux règles de l'OMC. La Corée profite de cette occasion pour demander à nouveau à l'Inde de participer à la consultation sur les procédures de compensation pour ses mesures de sauvegarde.

4.73. La Corée juge aussi très encourageant que la réglementation sur les importations en général se fonde sur le principe de la transparence de la façon la moins restrictive pour le commerce en particulier pour ce qui concerne a) les restrictions par voie de licences d'importation; b) les règles du droit moindre; et c) le fonctionnement du Bureau indien de normalisation (BIS).

4.74. La Corée a communiqué à l'avance des questions écrites sur ces points et saurait gré à l'Inde d'y répondre en temps voulu.

4.75. L'année 2020 a été une période de récession mondiale, mais je suis certain que l'Inde présente un grand potentiel pour transformer ces difficultés en possibilités. La Corée se réjouit de pouvoir continuer à collaborer étroitement avec l'Inde pour mieux reconstruire le commerce et l'économie des deux pays.

## JAPON

4.76. Permettez-moi tout d'abord de souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde à la réunion d'examen des politiques commerciales qui est la première réunion officielle à l'OMC en 2021. Je souhaite une bonne année à tous les représentants. Le Japon tient à exprimer sa reconnaissance au gouvernement indien et au Secrétariat de l'OMC pour les efforts assidus déployés pour élaborer les rapports instructifs qui ont été communiqués aux Membres avant l'examen d'aujourd'hui.

4.77. Le Japon se félicite des réformes que l'Inde a engagées à des fins d'amélioration pendant la période à l'examen, y compris la mise en œuvre du Code sur l'insolvabilité et la faillite, l'introduction de la Taxe sur les marchandises et les services et l'abolition de la Taxe sur la distribution des dividendes (DDT), comme cela a été présenté sous la direction du Premier Ministre Modi. Par ailleurs, le Japon se félicite des efforts déployés par l'Inde pour améliorer les conditions de l'activité des entreprises et attirer l'investissement étranger en simplifiant son système fiscal et ses formalités administratives qui préoccupent les entreprises japonaises depuis longtemps.

4.78. S'agissant de la politique commerciale, le Japon constate que les 16 accords commerciaux régionaux (ACR) de l'Inde ont pris effet et que plusieurs ACR sont en cours de négociation. Le Japon se félicite de l'engagement pris par l'Inde de compléter encore le système commercial multilatéral au moyen de ces ACR. Par ailleurs, concernant la décision prise par l'Inde de se retirer des négociations sur le Partenariat économique régional global (RCEP), le Japon souhaite réaffirmer l'importance de la participation de l'Inde au RCEP et espère maintenir l'étroite communication entre les deux pays sur cette question.

4.79. Le Japon prend acte de la contribution de l'Inde au développement du système commercial multilatéral en tant que Membre clé qui compte pour une grande part du volume des échanges de marchandises comme de services. À cet égard, le Japon félicite l'Inde pour avoir accédé à l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) et à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). Nous espérons voir l'Inde accéder à l'ATI élargi.

4.80. Le Japon se félicite des mesures prises par l'Inde pour renforcer la facilitation des échanges, notamment la mise en place du programme relatif aux opérateurs économiques agréés et de l'interface à guichet unique pour la facilitation des échanges (SWIFT). Nous sommes également heureux de constater que la modification la plus récente apportée à la Politique de commerce extérieur en 2017, y compris une réduction du nombre des documents requis pour l'exportation et l'importation et la création du Comité national de la facilitation des échanges.

4.81. L'Inde s'efforce de renforcer la compétitivité de ses entreprises nationales dans le cadre de ses initiatives "Made in India" et "Inde autonome". Dans le même temps, toutefois, elle a adopté des mesures restrictives pour le commerce en renforçant les taux de droits et les restrictions à l'importation afin de protéger ses entreprises nationales.

4.82. Au titre de sa politique "Made in India", l'Inde est parvenue à augmenter ses droits de douane sur les produits des TIC, y compris les smartphones, ce qui n'est pas compatible avec ses engagements concernant la franchise de droits à l'OMC. Nous demandons à l'Inde d'éliminer ces mesures dans les meilleurs délais et d'abolir d'autres mesures de restriction des importations qui s'appliquent aux appareils de conditionnement d'air et aux postes de télévision.

4.83. Concernant les normes techniques indiennes pour les produits en acier, les demandes de certification des produits n'ont pas été approuvées dans des délais raisonnables par le Ministère de la sidérurgie. En outre, il a également été exigé des candidats à la certification qu'ils effectuent désormais des achats dans le pays et présentent un programme en vue d'une assistance technique future au profit des entreprises locales. Nous nous inquiétons de la possibilité que l'Inde administre ces systèmes de manière irrégulière.

4.84. Pour ce qui est des mesures prises par l'Inde concernant les produits alimentaires, comme la réglementation en matière d'étiquetage des produits alimentaires et les prescriptions en matière de date de durabilité minimale, nous aimerions demander à l'Inde de donner des preuves quant aux raisons scientifiques qui motivent ces mesures et nous espérons que l'Inde les mettra en œuvre d'une manière qui ne soit pas inutilement restrictive et soit conforme aux règles de l'OMC.

4.85. En 2015, l'Inde a lancé l'Initiative "Digital India" afin de développer son commerce numérique. Pour ce qui est de promouvoir l'entrée d'entreprises étrangères sur le marché indien des services, le Japon aimerait savoir comment l'Inde vise à mettre en œuvre sa politique commerciale pour développer les grands secteurs de services y compris les ordinateurs et les technologies de l'information, ainsi que les télécommunications.

4.86. En conclusion, le Japon salue les efforts déployés par l'Inde pour améliorer son environnement commercial depuis le précédent examen. Dans le même temps, nous l'encourageons à régler les questions que nous avons abordées aujourd'hui. Nous la remercions pour les réponses qu'elle a fournies à nos questions écrites.

4.87. Enfin et surtout, le Japon souhaite à l'Inde un examen de politique commerciale très fructueux et productif.

## NORVÈGE

4.88. La Norvège s'associe à d'autres Membres pour souhaiter la bienvenue à la délégation indienne au présent examen de sa politique commerciale et remercie le Secrétariat et le gouvernement indien pour leurs rapports.

4.89. Comme l'Inde, la Norvège attache une grande importance au système commercial multilatéral et au rôle essentiel de l'OMC. L'Inde est un Membre originel de l'OMC et un acteur majeur. Son rôle actif et constructif dans les négociations et les efforts de réforme en cours est à la fois attendu et nécessaire pour bâtir un système commercial multilatéral à la fois résilient et pertinent face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

4.90. La pandémie nous a fait cruellement comprendre l'interdépendance du monde et à la fois la solidité et la fragilité du système commercial international. L'accès aux marchés, des chaînes d'approvisionnement opérationnelles et des routes commerciales ouvertes sont indispensables pour assurer l'accès à des biens essentiels pendant la pandémie, ainsi que pour la reconstruction économique et la réalisation des objectifs de développement durable dans le contexte de l'après-COVID.

4.91. Le dialogue sur les océans entre l'Inde et la Norvège ainsi que la coopération sur le programme de l'"économie bleue" sont au centre de nos échanges avec l'Inde. Parmi les sujets étroitement liés à ce programme figure l'aboutissement des négociations sur les subventions à la pêche à l'OMC, qui est important pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD 14.6). Bon nombre de ces subventions compromettent les moyens de subsistance des pêcheurs, de leurs familles et de leurs communautés, à court et moyen termes. Il est essentiel d'éliminer les subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche dans toutes les eaux et dans toutes les parties du monde.

4.92. L'Inde et la Norvège entretiennent de solides relations commerciales de longue date. Le Fonds de pension global norvégien est l'un des plus gros investisseurs financiers étrangers individuels que compte l'Inde, avec environ 9,4 milliards d'USD investis dans diverses entreprises indiennes. Les nationaux indiens constituent le plus grand groupe de travailleurs migrants en Norvège en dehors de l'espace Schengen. Plus de 120 entreprises norvégiennes opèrent en Inde et le commerce entre nos pays croît régulièrement.

4.93. Nous estimons toutefois qu'il existe un vaste potentiel inexploité pour le commerce et l'investissement. Nous saluons la création en 2019 du Dialogue indo-norvégien sur le commerce et l'investissement pour renforcer cette collaboration. La coopération dans les secteurs des technologies en matière de santé, des transports maritimes, de l'aquaculture, des énergies renouvelables et des réseaux intelligents est un exemple des thématiques à l'examen.

4.94. En outre, nous sommes convaincus qu'un accord de libre-échange entre l'Inde et les États de l'AELE portera le commerce bilatéral à un niveau inédit. Nous espérons voir un renouvellement de l'engagement et la reprise des négociations prolongées aux fins de conclure un accord dans l'intérêt de toutes les Parties. C'est une priorité absolue pour le gouvernement norvégien et nos milieux économiques.

4.95. Dans la Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation de 2015, les pays en développement Membres se sont vu accorder un délai plus long pour l'élimination de leurs subventions à l'exportation, conformément à l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture. Dans nos questions écrites, nous avons demandé si l'Inde jugeait que le soutien des prix du marché pour le lait écrémé en poudre était conforme à la Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation. Nous remercions la délégation indienne pour la réponse fournie hier que nous examinerons de près.

4.96. Un autre domaine d'action prioritaire pour la Norvège est l'accès à un marché ouvert pour les transports maritimes. Nous avons pris bonne note des éléments d'information figurant dans le rapport du Secrétariat (paragraphe 4.152) selon lesquels l'Inde a assoupli les règles relatives au cabotage pour certains navires et types de produits pour les navires battant pavillon étranger. Dans le même temps, nous notons avec une certaine préoccupation les renseignements figurant dans le rapport (paragraphe 4.149) concernant les mesures tendant à stimuler les transports par les navires bâtis en Inde, à savoir un "droit de préemption".

4.97. C'est dans ce contexte que nous avons soulevé une question concernant les incidences de cette mesure et la manière dont elle se rapporte au principe de la liberté de navigation et de la marine marchande, ainsi qu'aux règles de l'OMC pour le commerce des marchandises. Nous remercions la délégation indienne pour la réponse fournie hier, que nous étudierons attentivement.

4.98. En conclusion, je souhaite à la délégation indienne un plein succès pour l'examen de sa politique commerciale.

## CHILI

4.99. Nous souhaitons la bienvenue à la délégation indienne dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire du Département du commerce et nous félicitons l'Inde pour avoir participé une fois de plus à cet exercice de transparence nécessaire.

4.100. Nous souhaitons aussi chaleureusement la bienvenue au représentant permanent de l'Inde auprès de l'OMC, l'Ambassadeur Brajendra Navnit, ainsi qu'à l'équipe de la Mission. Nous accueillons aussi favorablement l'exposé présenté par le représentant permanent de la Thaïlande, l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, ainsi que l'excellent travail effectué par le Secrétariat et le gouvernement indien en vue de l'établissement de leurs rapports respectifs.

4.101. Les relations entre le Chili et l'Inde remontent à 1949. Depuis lors, les liens se sont resserrés à tous les niveaux, comme le montre le grand nombre de visites effectuées par des autorités de haut niveau qui se sont traduites par des relations politiques et commerciales plus étroites entre les deux pays. La visite la plus récente a été effectuée au Chili par le Président Ram Nath Kovind en avril 2019 lorsque plusieurs accords ont été signés.

4.102. Pendant la période considérée, la forte croissance économique de l'Inde a été remarquable, avec un taux moyen de 7,4% jusqu'en 2018/2019. Cela a eu un effet salubre sur son économie, comme le montre, par exemple, son classement suivant le rapport "Doing Business 2020" de la Banque mondiale, l'Inde ayant gagné 14 places pour se classer au 63<sup>ème</sup> rang et se positionner sur la liste des 10 nations ayant le plus progressé pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive. Ses principales évolutions avaient été accomplies dans les domaines du règlement de l'insolvabilité, des permis de construire, du commerce transfrontières et de la création d'entreprises. Toutefois, l'incidence de la COVID-19 sur le pays a été forte. Comme partout dans le monde, cela se répercutera gravement sur sa croissance, bien qu'une reprise rapide soit prévue en 2021. Nous espérons qu'il en sera ainsi.

4.103. Pour ce qui est de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, aucun changement notable n'est à signaler depuis le dernier examen. Même si nous constatons que pendant la période considérée, l'Inde a mis en œuvre diverses mesures tendant à faciliter les échanges, elle a aussi continué à modifier fréquemment ses politiques et mesures commerciales pour répondre aux préoccupations intérieures.

4.104. À cet égard, pour soutenir la production intérieure et les exportations, l'Inde continue à offrir plusieurs incitations sous la forme de subventions directes et de programmes de soutien des prix, de concessions et d'exemptions tarifaires et de taux d'intérêt préférentiels. Bon nombre de ces programmes sont sectoriels, y compris l'agriculture.

4.105. Dans ce domaine, nous nous félicitons du fait que l'Inde continue d'appliquer des restrictions à l'importation et l'exportation, des contingents tarifaires, un régime de commerce d'État et des prix minimaux à l'importation afin de réaliser ses objectifs de sécurité alimentaire. Certes, on peut le comprendre, plusieurs de ces mesures se traduisent par la fourniture d'un soutien direct et indirect substantiel aux agriculteurs du pays. Malheureusement, par suite des gros volumes en jeu, ce soutien interne a un effet préjudiciable sur le commerce mondial des produits agricoles dans la mesure où il crée des distorsions qui enfreignent les accords conclus à ce sujet à l'OMC.

4.106. Pour ce qui concerne le commerce bilatéral, le Chili et l'Inde ont signé un accord de portée partielle en mars 2006 qui est entré en vigueur le 17 août 2007. Ce dernier a été prorogé par la suite le 16 mai 2017. Le premier cycle de négociations sur la prorogation de l'accord a eu lieu les 10 et 11 décembre 2019 à New Delhi. Parmi les principaux résultats de la réunion on peut citer l'accord sur les règles de procédure du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et du Comité sur les obstacles techniques au commerce. Le second cycle de négociations sera mené par visioconférence. Pour le moment, le Chili attend que l'Inde ait terminé ses consultations internes pour déterminer l'offre tarifaire qu'elle présentera.

4.107. Parmi les autres accords conclus entre les deux pays figurent l'Accord visant à éviter la double imposition, signé en mars 2020, et l'Accord sur les services aériens, en vigueur depuis septembre 2010.

4.108. Si la signature de ces accords a donné lieu à un accroissement important des échanges bilatéraux entre 2015 et 2019, une forte baisse s'est produite entre janvier et octobre 2020. Celle-ci résulte de la pandémie ainsi que de certaines mesures qui ont été prises pour lutter contre elle.

4.109. On notera à cet égard qu'en mai 2020, le Ministère des finances indien a annoncé la hausse des droits d'importation qui sont passés de 30% à 100% pour les fruits à coque décortiqués, frais et secs, sur le marché indien. Il convient de mentionner à cet égard que le Chili est le 2<sup>ème</sup> exportateur de fruits à coque vers l'Inde, avec plus de 5 000 tonnes exportées en 2017, qui se chiffraient à 19,6 millions d'USD, 87% plus que l'année précédente. Cela dénotait une hausse intéressante du commerce dans ce domaine qui a ralenti pour le moment. Des discussions de haut niveau se sont tenues récemment et nous espérons que nous pourrions régler cette question ainsi que d'autres dès que possible.

4.110. Pour le présent examen, le Chili a présenté 25 questions portant sur plusieurs sujets comme le renforcement du système multilatéral, les subventions à la pêche, les mesures visant directement les importations, les subventions agricoles, les services financiers, les télécommunications et les transports aériens. Ces questions intéressent le Chili et nos questions ont pour objet d'améliorer nos relations commerciales bilatérales avec l'Inde. Nous remercions l'Inde à l'avance pour les réponses qu'elle donnera à ces questions et nous lui souhaitons plein succès pour le septième examen de sa politique commerciale.

#### TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

4.111. Au nom du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, nous voudrions tout d'abord souhaiter chaleureusement la bienvenue à M. Anup Wadhawan et à la délégation de son pays pour le septième examen de la politique commerciale de l'Inde.

4.112. Nous remercions aussi l'Ambassadrice Sunanta pour ses consultations ainsi que le Secrétariat pour le travail excellent accompli en vue de l'élaboration du rapport. Nous sommes convaincus que le présent examen des politiques commerciales sera très constructif.

4.113. Concernant les résultats économiques de l'Inde, nous sommes heureux de constater que sa croissance économique est restée solide pour la majeure partie de la période à l'examen, avec une moyenne impressionnante de 7,4% jusqu'à l'année budgétaire 2018. Plusieurs politiques et réformes ambitieuses ont été mises en œuvre au cours de cette période. On notera en particulier que la Taxe sur les marchandises et les services, attendue de longue date, a été introduit avec succès en 2017. La taxe a efficacement dissipé les préoccupations des négociants et des investisseurs concernant les structures fiscales complexes et les problèmes de double imposition. C'était un résultat remarquable de la réforme fiscale.

4.114. La volonté inébranlable du gouvernement indien d'améliorer les conditions de l'activité des entreprises et de moderniser les infrastructures est également louable. Plusieurs mesures ont été prises pour faciliter les flux commerciaux. Elles réduisent la restriction à l'investissement étranger, simplifient les formalités administratives et numérisent de nombreux services publics. Par suite de ces réformes, le classement de l'Inde dans l'enquête sur la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale s'est beaucoup amélioré, du 142<sup>ème</sup> rang en 2015 au 63<sup>ème</sup> en 2019. Ces réalisations notables pourraient bien expliquer la forte hausse des entrées d'IED ces dernières années et le plus haut niveau jamais enregistré de 74,4 milliards d'USD en 2019.

4.115. S'agissant de nos relations bilatérales, l'Inde est un partenaire indispensable dans notre Nouvelle politique en direction du Sud. En 2019, nos échanges bilatéraux avec l'Inde atteignaient 5,7 milliards d'USD en valeur, faisant de l'Inde notre 17<sup>ème</sup> partenaire commercial. Nos investissements en Inde ont aussi rapidement augmenté ces dernières années, visant les secteurs des TIC, de l'acier, des machines, des pièces automobiles et des matières plastiques pour un montant total de 2 milliards d'USD. On estime que ces investissements ont créé plus de 65 000 possibilités d'emploi en Inde. Ces chiffres montrent que nos relations économiques et commerciales bilatérales sont solides et prospères.

4.116. En s'appuyant sur ces atouts, j'aimerais appeler l'attention sur certains points de la politique et des pratiques commerciales indiennes que nous invitons l'Inde à envisager d'améliorer.

4.117. Premièrement, comme indiqué dans le rapport du Secrétariat, les modifications fréquentes des taux de droits ont créé de l'incertitude pour les négociants et les investisseurs. Un régime tarifaire transparent et prévisible permet aux entreprises de prendre les meilleures décisions commerciales suivant les conditions en vigueur sur le marché. Au contraire, des majorations des droits de douane fréquentes ou imprévues ne laissent pas aux partenaires commerciaux et aux investisseurs le temps d'ajuster leurs plans d'activité. Dans certains cas, l'augmentation inattendue des droits de douane avait créé des désordres sur les marchés voire même fait échouer des projets d'investissement bien planifiés.

4.118. Deuxièmement, le Ministère indien du commerce et de l'industrie a annoncé en juin dernier qu'une mesure de restriction des importations a été imposée sur les pneumatiques neufs. Depuis lors, les entreprises étrangères ont rencontré des difficultés pour obtenir des licences d'importation des autorités indiennes pour les pneus installés après la vente. Nous exhortons l'Inde à observer les



règles énoncées dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Plus particulièrement, les procédures de licences non automatiques devraient s'appliquer de manière transparente et prévisible et ne devraient pas avoir d'effets de restriction ou de distorsion des échanges sur les importations.

4.119. Troisièmement, plusieurs règlements techniques concernant la certification sont devenus des obstacles à l'accès au marché pour les négociants étrangers pendant la pandémie de COVID-19. Par exemple, l'acquisition d'une marque de certification du Bureau indien de normalisation (BIS) exige une visite d'usine sur place. Or la pandémie a fait qu'il est très difficile voire même impossible pour les fabricants situés hors du territoire indien d'organiser ces visites dans les délais. S'ils ne mènent pas à bien le processus prescrit, ces fabricant étrangers ne pourront pas accéder au marché comme prévu. Nous prions instamment l'Inde d'envisager la suspension ou l'exemption temporaire de la prescription relative à la visite d'usine sur place pour les fabricants étrangers pendant la difficile période de la pandémie.

4.120. Enfin, nous notons que l'Inde continue de recourir fréquemment aux mesures antidumping. Pendant la période à l'examen 2015-2019, elle a ouvert 233 enquêtes, soit une forte augmentation par rapport aux 82 ouvertes pendant la période précédente. Certes, nous respectons le recours légitime de l'Inde à la mesure pour éliminer des pratiques commerciales déloyales, nous l'exhortons à adopter une approche plus prudente dans l'ouverture des enquêtes antidumping afin d'assurer une procédure équitable et transparente et d'éviter que la mesure devienne un obstacle systémique au commerce.

4.121. Je profite aussi de l'occasion qui m'est donnée de saluer l'Ambassadeur Brajendra Navnit qui est le premier à défendre les programmes de développement à l'OMC. Nous restons prêts à travailler de façon constructive avec l'Inde sur les questions d'intérêt mutuel.

#### UKRAINE

4.122. Au nom de l'Ukraine, je souhaite la bienvenue à la délégation indienne dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire du Département du commerce, et nous le remercions pour sa participation constructive à cet exercice d'examen de la politique commerciale. Nous nous félicitons aussi du travail de fond réalisé par le Président de l'OEPC et le Secrétariat de l'OMC, ainsi que de l'analyse approfondie effectuée par la présentatrice, S.E. Mme Sunanta Kangvalkij (Thaïlande).

4.123. Le septième examen de la politique commerciale de l'Inde nous offre une belle occasion de comprendre l'évolution récente des politiques économique, commerciale et d'investissement du pays depuis le dernier examen.

4.124. Nous félicitons l'Inde pour sa forte croissance économique pendant la majeure partie de la période considérée, avec une moyenne de 7,4%, qui a également entraîné une amélioration des indicateurs socioéconomiques, tels que le revenu par habitant et l'espérance de vie.

4.125. L'Ukraine reconnaît les efforts déployés par le gouvernement indien pour mettre en œuvre des réformes structurelles et assurer la croissance inclusive et estime que ces réformes, ainsi que plusieurs mesures à court et long terme adoptées pour minimiser les incidences économiques défavorable de la COVID-19, permettront à l'Inde de renouer avec ses objectifs de croissance.

4.126. Nous nous félicitons du fait que l'amélioration de l'environnement commercial ait permis à l'Inde de monter dans le classement selon l'indice Doing Business de la Banque mondiale (passant de la 142<sup>ème</sup> position en 2015 à la 63<sup>ème</sup> position en 2019), dans le classement selon l'indice mondial de l'innovation (de la 81<sup>ème</sup> place en 2015 à la 52<sup>ème</sup> en 2019) et dans le classement selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale (de la 54<sup>ème</sup> position en 2014 à la 44<sup>ème</sup> en 2018). Ces évolutions se sont répercutées favorablement sur le climat des affaires indien et donnent à penser qu'il existe un degré plus élevé de confiance pour les négociants.

4.127. À l'échelle multilatérale, nous aimerions souligner l'attachement de l'Inde aux règles et principes de l'OMC et sa participation active aux efforts tendant à préserver et renforcer le système commercial multilatéral, qui est transparent et inclusif. Nous notons les mesures prises par l'Inde dans le domaine de la facilitation des échanges comme la réduction du nombre des documents requis et l'automatisation du système de dédouanement des importations et des exportations. L'Ukraine remercie aussi l'Inde pour ses initiatives et appelle à une action collective et une solidarité mondiale visant à mettre en place une réponse collective à la pandémie de la COVID-19.



4.128. Du point de vue des relations commerciales bilatérales, l'Inde est un partenaire commercial important de l'Ukraine.

4.129. Selon les statistiques commerciales, nos échanges bilatéraux de marchandises et de services ont augmenté de 1,3% en 2017-2019 pour atteindre 2,9 milliards d'USD avec un net accroissement du commerce des services (de 43,2% au cours de la période mentionnée). En janvier-septembre 2020, notre commerce bilatéral s'est monté à 1,8 milliard d'USD (soit une baisse de 7,1%), les exportations de marchandises ayant diminué de 8,3% et les importations de 4,2%. Notre commerce bilatéral de marchandises vise un large éventail de produits agricoles et industriels.

4.130. Dans le cadre du présent examen des politiques commerciales, l'Ukraine a posé un certain nombre de questions spécifiques relatives aux accords bilatéraux d'investissement, à l'octroi des autorisations d'IED, aux droits appliqués pour certains produits agricoles, aux prohibitions à l'importation, à l'application de prix minimaux à l'importation, aux régimes de licences d'importation, au taux d'utilisation des contingents tarifaires pour le sucre brut, aux réglementations concernant les services financiers, la politique nationale sur les DPI.

4.131. Tout en remerciant l'Inde pour ses réponses, nous attendons avec intérêt de resserrer notre partenariat et de renforcer le commerce avec elle et nous lui souhaitons plein succès pour l'examen de sa politique commerciale.

## BRÉSIL

4.132. Je souhaite chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde, dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, et à l'équipe de l'Inde à Genève, conduite par M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit. Je vous remercie, M. le Président, pour votre introduction très utile, et remercie aussi la présentatrice Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, pour ses observations perspicaces ainsi que le Secrétariat, pour son rapport.

4.133. Ma délégation a particulièrement à cœur de participer à cet examen de politique commerciale, dans la mesure où nos deux pays entretiennent depuis longtemps des relations approfondies sur la scène internationale, ancrées sur les valeurs communes que sont par exemple celles de la démocratie et de la primauté du droit.

4.134. Depuis près de 15 ans, le Brésil et l'Inde forment un partenariat stratégique visant à tirer parti des intérêts très convergents et des aspirations au développement des 2 pays. Le programme bilatéral est dynamique et prévoit des initiatives de coopération dans des domaines aussi variés que les sciences et les technologies, la défense, la culture, l'éducation, l'énergie, l'espace et l'environnement. Les deux pays coopèrent aussi très activement au sein d'organisations et de groupements internationaux comme le G-20, les BRICS et l'IBSA.

4.135. Ce partenariat stratégique a récemment été réactivé par la visite officielle, en janvier 2020, du Président Jair Bolsonaro à l'occasion des célébrations de la fête nationale de l'Inde, suite à l'invitation du Premier Ministre Modi. À cette occasion, les deux dirigeants se sont engagés à multiplier par deux le commerce bilatéral d'ici à 2022 et d'importants accords ont été conclus, comme l'Accord sur la coopération et la facilitation des investissements et un mémorandum d'accord sur les bioénergies.

4.136. Comme cela est indiqué dans son rapport, le gouvernement indien a clairement manifesté sa volonté de venir à bout des points de blocage structurels du pays, et de faire bénéficier toutes les couches sociales des progrès économiques. Le Brésil se félicite de l'objectif ultime poursuivi à long terme au travers de ces réformes, à savoir l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. C'est également l'objectif premier de toutes nos politiques publiques nationales. Ces politiques devraient inciter à une plus grande convergence dans les échanges commerciaux et faciliter les flux commerciaux, pour tirer parti, autant que possible, des avantages partagés du commerce.

4.137. En particulier, le Brésil reconnaît les efforts déployés par l'Inde ces dernières années en matière de réformes administratives, du travail et de l'agriculture, pour moderniser différents secteurs de son économie. Ces initiatives sont toutefois en décalage avec les politiques pour une "Inde autonome" récemment adoptées, en particulier les mesures de soutien à l'industrie subordonnées à des critères de teneur en éléments locaux. Dans le même esprit, le Brésil est

également préoccupé par les augmentations récemment appliquées à ses droits de douanes déjà élevés. Nous craignons que ces mesures infléchissent le commerce, ce qui freinerait les progrès économiques de l'Inde.

4.138. Nous reconnaissons aussi les efforts consentis par l'Inde dans le cadre de sa réforme visant à libéraliser son secteur agricole et aimerions qu'elle soit animée de la même volonté dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture. L'Inde pourrait en effet participer de manière plus constructive à ces négociations, en particulier s'agissant d'une question moins sujette à controverse comme la soustraction du Programme alimentaire mondial aux restrictions à l'exportation, une proposition que l'Inde soutient dans le cadre du G-20 depuis 2011. Cette question est d'autant plus préoccupante si on l'interprète dans le cadre d'une position politique contre l'obtention de résultats significatifs en matière d'agriculture à la douzième Conférence Ministérielle. L'absence de progrès dans le domaine de l'agriculture à la prochaine Conférence ministérielle compromettrait l'avenir des négociations multilatérales en la matière et pourrait conforter le sentiment selon lequel il faudra investir dans de nouvelles modalités de négociation pour favoriser la réforme et mener à bien cette "entreprise inachevée" à l'OMC.

4.139. Nous regrettons par ailleurs que les réformes intérieures engagées par l'Inde dans le domaine de l'agriculture n'aient pas concerné le secteur du sucre. Les mesures de soutien accordées depuis longtemps par l'Inde en faveur du sucre et de la canne à sucre empêchent les prix mondiaux de monter, les réduisant de jusqu'à 25%, et engendrent des pertes d'environ 1,3 milliard d'USD par an. Le Brésil est le plus gros exportateur mondial de sucre et ces mesures pénalisent donc particulièrement les producteurs brésiliens. Le Brésil, avec l'Australie et le Guatemala, a engagé une procédure de règlement des différends remettant en cause ces programmes et espère que l'Inde reformera ce secteur, en supprimant les subventions ayant des effets de distorsion et les règles relatives aux prix minimaux dans ce secteur. D'autre part, le Brésil salue les efforts de l'Inde pour augmenter la proportion d'éthanol dans ses carburants, en renonçant à l'intervention préjudiciable sur le marché du sucre, et est disposé à coopérer dans ce domaine, dans le cadre du Mémoire d'accord précité.

4.140. Enfin, s'agissant des questions sanitaires, nous nous félicitons que l'Inde reconnaisse le certificat sanitaire international pour la volaille brésilienne, mais avons des inquiétudes quant à la certification de statut "non-OGM" pour certains produits agricoles.

4.141. La pandémie de COVID-19 a porté préjudice aux flux commerciaux du monde entier, et nos échanges commerciaux bilatéraux ne font pas exception. Les flux commerciaux, dont la valeur était de 7,1 milliards d'USD en 2019, ont reculé d'environ 7% en 2020, le sucre représentant presque 20% des exportations brésiliennes à destination de l'Inde. Les investissements bilatéraux sont bien plus développés, en témoigne la présence au Brésil d'entreprises indiennes des secteurs des produits pharmaceutiques, des technologies de l'information et de l'infrastructure et de coentreprises brésiliennes dans les domaines des armes à feu et des munitions, et du transport. La récente conclusion de l'accord de facilitation des investissements favorisera encore certainement les investissements bilatéraux. Le Brésil est convaincu qu'il existe un potentiel énorme pour approfondir et intensifier les flux d'investissement et le commerce de marchandises et de services avec l'Inde.

4.142. Le Brésil a adressé des questions concernant les politiques de prix minimaux, les questions sanitaires et les hausses de droits de douane susmentionnées, ainsi qu'au sujet de certaines restrictions et licences à l'exportation. Nous remercions l'Inde d'avoir répondu par écrit à nos questions et attendons avec impatience d'autres réponses. Elles seront transmises à Brasilia pour examen et, selon le cas, un suivi sera assuré.

4.143. Le Brésil souhaite à l'Inde un examen de sa politique commerciale très fructueux et productif.

## ISLANDE

4.144. L'Islande souhaite la bienvenue à M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, ainsi qu'à la délégation de l'Inde à ce septième examen de sa politique commerciale et remercie le Secrétariat de l'OMC et l'Inde pour les rapports établis pour le présent examen, ainsi que la présentatrice Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), qui a très bien libellé les questions abordées aujourd'hui.

4.145. Avant la pandémie de COVID-19, l'Inde connaissait une forte croissance économique et enregistrait jusqu'en 2018/19 un taux de croissance moyen du PIB de 7,4%. L'Islande salue les différentes initiatives prises par l'Inde pour augmenter sa productivité et sa croissance inclusive.

4.146. L'Inde mène des négociations en matière de libre-échange bilatéral avec plusieurs partenaires commerciaux. Les États de l'AELE, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein, mènent en effet des négociations avec l'Inde en matière de libre-échange depuis 2008. Seize cycles de négociations ont eu lieu. L'Inde est un partenaire commercial très important pour les États de l'AELE et la poursuite des négociations est une priorité pour l'Islande. Le commerce bilatéral entre l'Islande et l'Inde a régulièrement augmenté ces dernières années.

4.147. À mesure que les effets de la pandémie de Covid-19 se font sentir, de nouveaux défis se posent en matière de commerce et d'activités liées au commerce. Il est maintenant largement reconnu que les femmes seront probablement plus touchées que les hommes par les perturbations des échanges commerciaux causées par la pandémie.

4.148. En septembre 2020, un groupe de Membres de l'OMC est convenu d'établir un groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres, ce qui a constitué une nouvelle étape après le lancement, en 2017, de l'initiative de Buenos Aires destinée à accroître la participation des femmes au commerce.

4.149. L'examen de la politique commerciale offre une excellente occasion de mettre en commun les meilleures pratiques issues des expériences de chacun en matière de politiques et de programmes visant à encourager la participation des femmes au commerce national et international et à promouvoir ainsi un développement socioéconomique durable.

4.150. L'Islande a communiqué à l'avance des questions écrites sur la participation des femmes à l'économie de l'Inde. Les réponses seront utiles pour recenser les meilleures pratiques.

4.151. L'Islande se félicite de la participation active de l'Inde dans le cadre de l'OMC et de son soutien constant au système commercial multilatéral. Nous souhaitons à la délégation de l'Inde plein succès pour ce septième examen de sa politique commerciale.

#### SINGAPOUR, AU NOM DE L'ASEAN

4.152. Singapour prend ici la parole au nom de l'ASEAN. C'est un grand plaisir de souhaiter chaleureusement la bienvenue, de façon virtuelle, à la délégation de l'Inde dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, à ce septième examen de sa politique commerciale. Nous aimerions aussi remercier S.E. Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), qui assure le rôle de présentatrice, ainsi que le Secrétariat pour son excellent rapport.

4.153. Le dialogue engagé entre l'ASEAN et l'Inde s'est rapidement développé, passant d'un partenariat de dialogue sectoriel en 1992 à un partenariat de dialogue à part entière en décembre 1995. Cette relation s'est encore renforcée avec l'organisation du Sommet ASEAN-Inde en 2002 à Phnom Penh (Cambodge), sur la base des liens historiques et culturels étroits qui ont constitué l'intérêt fondamental des deux régions. L'Inde est depuis lors un partenaire de commerce et d'investissement important pour l'ASEAN.

4.154. Le commerce bilatéral de marchandises entre l'ASEAN et l'Inde a augmenté de 9,8%, passant de 73,6 milliards d'USD en 2017 à 80,8 milliards en 2018, et le commerce bilatéral entre les deux partenaires a atteint 77,0 milliards d'USD en 2019, d'après les données préliminaires de l'ASEAN. Cela fait de l'Inde le sixième partenaire commercial de l'ASEAN le plus important.

4.155. L'Inde était aussi la huitième source extérieure d'investissement étranger direct (IED) la plus importante de l'ASEAN entre 2014 et 2018, les flux d'IED en provenance de ce pays se chiffrant à 5,8 milliards d'USD. Ces flux d'IED en provenance de l'Inde et à destination de l'ASEAN ont augmenté de 54%, passant de 1,02 milliard d'USD en 2018 à 1,89 milliard en 2019.

4.156. L'ASEAN se félicite aussi de la tenue des 17<sup>èmes</sup> consultations tenues entre les ministres de l'économie de l'ASEAN et l'Inde le 29 août 2020 dans l'optique d'un échange de vues concernant le rôle moteur du système commercial multilatéral dans la reprise économique après la pandémie et

en particulier concernant le lancement de l'étude exploratoire en vue du réexamen et de la modernisation de l'AITIGA afin de le rendre plus accessible, simple et à même de faciliter les échanges pour les entreprises. L'ASEAN espère renforcer les liens bilatéraux et la collaboration avec l'Inde, afin que les échanges commerciaux et les investissements augmentent.

4.157. L'ASEAN aimerait remercier l'Inde du soutien financier qu'elle lui apporte en vue de la mise en œuvre du plan d'action du Partenariat ASEAN-Inde pour la paix, le progrès et la prospérité partagée (2016-2020). L'ASEAN se réjouit à l'avance de poursuivre sa coopération avec l'Inde en vue de faire avancer la mise en œuvre de la future orientation du Partenariat stratégique ASEAN-Inde, grâce à l'application du nouveau plan d'action (2021-2025) et d'autres programmes (tels que la révision des règles de fonctionnement et de gestion du Fonds ASEAN-Inde pour l'environnement et d'autres interventions).

4.158. La pandémie de maladie à Coronavirus 2019 (COVID-19) a engendré des difficultés sans précédents, dans le cadre desquelles l'ASEAN et l'Inde ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur collaboration et d'accélérer le processus de reprise postpandémie, à la fois dans la région de l'ASEAN et en Inde.

4.159. L'ASEAN reconnaît les contributions importantes de l'Inde en vue du renforcement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y compris dans le domaine de la réforme de l'Organisation. Aux côtés de l'Inde, l'ASEAN réaffirme sa détermination à défendre un système commercial multilatéral ouvert, inclusif, transparent, non discriminatoire et fondé sur des règles tel que l'incarne l'OMC.

4.160. Certains États membres de l'ASEAN ont communiqué des questions écrites à l'Inde. Nous aimerions remercier l'Inde à l'avance et attendons avec impatience ses réponses écrites.

4.161. Enfin, nous aimerions conclure en remerciant l'Inde de son soutien constant à l'ASEAN et la délégation de l'Inde pour son travail acharné dans le cadre de l'OMC. Nous adressons aussi nos remerciements à S.E. M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, représentant permanent de l'Inde auprès de l'OMC, ainsi qu'à son équipe pour leurs efforts de coopération approfondie avec notre mission ici à Genève. Nous souhaitons à l'Inde plein succès pour ce septième examen de sa politique commerciale.

## SINGAPOUR

4.162. Singapour souhaite la bienvenue à la délégation de l'Inde, dirigée par M. Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce. Nous remercions l'Inde pour le rapport complet présenté par son gouvernement et pour sa déclaration. Nous remercions aussi le Président de l'OEPC, M. l'Ambassadeur Aspelund, le Secrétariat et la présentatrice, Mme l'Ambassadrice Sunanta (Thaïlande), pour leurs points de vue perspicaces. Permettez-moi de soulever trois points.

4.163. Premièrement, l'Inde et Singapour sont des partenaires stratégiques qui entretiennent des relations économiques depuis longtemps. Ces relations économiques bilatérales sont fondées sur l'Accord global de coopération économique (CECA) conclu en 2005. Le CECA est un ALE bilatéral ambitieux, qui a offert un socle solide permettant l'épanouissement des relations économiques bilatérales. En 2019, le commerce bilatéral s'est chiffré à 18,3 milliards d'USD, faisant de l'Inde le 10<sup>ème</sup> partenaire commercial le plus important de Singapour. Les flux d'investissement bilatéraux ont également continué de progresser de façon considérable. Ces dernières années, Singapour est devenue le premier investisseur étranger en Inde<sup>1</sup>, ce qui témoigne de notre confiance permanente dans la croissance économique du pays. Notre solide partenariat bilatéral a notamment résisté à la pandémie de COVID-19. L'Inde et Singapour ont su veiller au maintien des chaînes d'approvisionnement et ont facilité la circulation des fournitures médicales essentielles et des produits alimentaires, entre autres.

4.164. Deuxièmement, en tant que Membre fondateur de l'OMC et que grande nation commerçante, l'Inde a bénéficié du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Le commerce de marchandises de l'Inde représente une part considérable de son PIB: environ 30%. Ses exportations

---

<sup>1</sup> Note de synthèse sur l'investissement étranger direct, avril 2000 à septembre 2020. Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur. Consultée en décembre 2020.

et ses importations ont enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 8% et 11% respectivement.<sup>2</sup> Dans ce contexte, il est logique de supposer que les intérêts nationaux de l'Inde sont mieux servis si l'OMC est renforcée, en particulier ces dernières années, qui ont mis à rude épreuve le système commercial multilatéral fondé sur des règles, comme jamais auparavant. Ainsi, l'Inde conserve un rôle actif au sein de l'OMC et a organisé deux mini réunions ministérielles informelles en mars 2018 et mai 2019.

4.165. Nous espérons qu'à l'avenir, l'Inde continuera de jouer un rôle important à l'OMC, en adoptant une approche constructive et pragmatique, permettant à l'Organisation d'obtenir des résultats significatifs et de renforcer sa pertinence. Il y a urgence, car l'OMC est à un tournant et elle doit s'adapter et être réformée pour cadrer avec la réalité du commerce d'aujourd'hui. Maintenant plus que jamais, les Membres doivent se tourner vers l'avenir plutôt que de ressasser le passé.

4.166. Troisièmement, Singapour reste convaincue que le vaste potentiel économique de l'Inde peut être exploité en affinant certains aspects de sa politique commerciale.

- De un, nous remarquons que la politique commerciale de l'Inde n'a que peu changé depuis le précédent EPC, et reste marquée par un recours constant et massif à des instruments tels que les droits de douane, les taxes à l'exportation, les prix minimaux à l'importation, les restrictions à l'importation et à l'exportation et les licences. Si cela a protégé l'économie nationale de certaines fluctuations, les changements de politique fréquents ont généré de l'incertitude pour les entreprises.
- De deux, Singapour constate avec satisfaction que l'Inde a pris des mesures pour faciliter les échanges, comme en attestent la création d'un guichet unique national, la création d'une plate-forme pour les certificats d'origine électroniques et la ratification de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE). Nous encourageons le pays à simplifier les critères utilisés pour les documents d'importation et d'exportation.
- De trois, Singapour salue les politiques adoptées par l'Inde pour investir dans le développement de l'infrastructure et son ouverture à l'investissement étranger dans le but de développer le secteur. Nous invitons vivement l'Inde à poursuivre l'assouplissement durable des procédures réglementaires d'approbation des investissements dans l'infrastructure. En outre, nous espérons que le pays les rendra plus transparentes et plus prévisibles.

4.167. Pour conclure, Singapour assure qu'elle continuera de renforcer sa coopération avec l'Inde, à tous les niveaux. Nous souhaitons à l'Inde plein succès pour cet EPC.

#### ROYAUME-UNI

4.168. Au nom du gouvernement de Sa Majesté, je suis heureux de souhaiter la bienvenue à la délégation de l'Inde, conduite par le Secrétaire M. Anup Wadhawan. J'aimerais aussi adresser nos remerciements au gouvernement indien et aux collègues du Secrétariat de l'OMC pour leurs rapports respectifs, et remercier M. le Président ainsi que la présentatrice, S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij, d'avoir facilité cet examen de politique commerciale.

4.169. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale en 2015, l'Inde a opéré plusieurs réformes économiques, y compris l'adoption de la taxe sur les marchandises et les services, la libéralisation des plafonds de l'IED dans plusieurs secteurs, successivement, et les vastes réformes des conditions de l'activité des entreprises, dans le but d'améliorer l'efficacité des procédures à la frontière et des procédures internes. Nous saluons les mesures prises par le gouvernement indien pour libéraliser son marché, ainsi que ses efforts pour remédier aux obstacles commerciaux freinant les échanges avec le Royaume-Uni.

4.170. Nous nous félicitons par ailleurs que le gouvernement indien ait ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges le 22 avril 2016 et du fait qu'il a jusqu'ici mis en œuvre 78,2% de ses engagements à ce titre. Nous soutenons tous ses efforts pour mettre en œuvre le reste de ses engagements au titre de l'AFE d'ici au mois de février 2022.

---

<sup>2</sup> Rapport du Secrétariat de l'OMC, page 28.

4.171. Cependant, il reste plusieurs domaines sur lesquels nous aimerions appeler l'attention du gouvernement indien et nous espérons que ce faisant, il peut être remédié à la situation dans ces domaines, afin de favoriser une augmentation du commerce entre nos deux pays. Par exemple, nous pensons qu'une plus grande harmonisation avec les normes techniques internationales et qu'une plus grande prévisibilité de la politique d'importation/d'exportation pour les investisseurs étrangers pourraient contribuer à stimuler l'investissement étranger direct et la création d'emplois en Inde.

4.172. Nous nous félicitons des réponses adressées par l'Inde en temps utile à nos questions écrites et attendons avec intérêt de recevoir des réponses à nos questions complémentaires.

4.173. L'Inde est un partenaire commercial important pour le Royaume-Uni, que ce soit pour les marchandises ou pour les services, et nos pays ont pris l'engagement mutuel de collaborer en vue d'accroître la prospérité à l'intérieur et au-delà de nos propres frontières. La pandémie de COVID-19 a en particulier rappelé l'importance des liens forts qui existent entre nos deux pays dans le domaine des soins de santé, et nous continueront de travailler avec le gouvernement indien pour offrir à nos citoyens respectifs les meilleurs soins de santé possible.

4.174. Nous aimerions remercier nos homologues indiens pour leur engagement constant et leur souhaiter un examen fructueux.

## SUISSE

4.175. J'aimerais souhaiter très chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde, conduite par S.E. M. Anup Wadhawan, Secrétaire au département du commerce. Permettez-moi aussi de remercier la présentatrice, S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), pour ses observations perspicaces, ainsi que le Secrétariat, pour ses contributions fondamentales à cet examen de politique commerciale.

4.176. Pendant la période considérée, l'économie de l'Inde a poursuivi sa forte croissance, jusqu'à devenir la quatrième économie mondiale. Les réformes économiques continues mises en œuvre par le gouvernement indien, axées sur l'amélioration de l'efficacité et de l'inclusivité, ont bel et bien contribué à cette évolution positive et ont permis d'améliorer des indicateurs socioéconomiques comme le revenu par habitant et l'espérance de vie. Nous espérons que cette formidable performance économique permettra d'améliorer le degré d'intégration de l'Inde dans l'économie mondiale et d'augmenter sa participation au commerce mondial. À cet égard, nous regrettons que la moyenne des droits appliqués ait constamment augmenté depuis 2014, pour atteindre 14,3% en 2020.

4.177. Nous avons pris note du programme en faveur d'une Inde autonome, qui vise à réduire la dépendance de l'Inde à l'égard des importations et à promouvoir le pays en tant qu'exportateur net, en particulier dans certains domaines clés comme les appareils médicaux, les technologies de la défense, le charbon et les minéraux. Nous espérons que cette politique ne conduira pas à l'adoption de nouvelles mesures restrictives pour le commerce.

4.178. La pandémie de COVID-19 touche gravement la population indienne et son économie. Pour minimiser les conséquences économiques de la pandémie, l'Inde a adopté un plan global de stabilisation et de relance d'un montant équivalant à 10% de son PIB. Dans ce contexte, nous aimerions encourager les autorités indiennes à axer les mesures de politique économique et commerciale davantage sur l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. La concurrence devrait être encouragée par la suppression des obstacles existants au commerce extérieur et à l'investissement étranger.

4.179. La Suisse a bien pris note de la décision de l'Inde de ne pas devenir membre, pour l'instant, du Partenariat économique régional global (RCEP). Nous avons aussi constaté qu'en dépit des nombreuses négociations en cours, l'Inde n'a conclu aucun accord commercial de vaste portée pendant la période considérée. En effet, la Suisse et les autres États membres de l'AELE négocient un accord de partenariat économique et commercial (TEPA) avec l'Inde depuis maintenant 13 ans. Dans ce contexte difficile, la conclusion d'accords commerciaux globaux comme le TEPA pourrait d'après nous contribuer à la reprise économique pour toutes les parties.



4.180. La Suisse a soumis tout un ensemble de questions écrites. Nous remercions l'Inde d'avoir adressé des réponses en temps voulu. Cela dit, nous aurions préféré avoir plus de temps pour examiner ces réponses, en particulier parce que le présent exercice d'EPC intervient pendant une période qui s'étale sur 2020 et 2021, interrompue par les congés de fin d'année. L'établissement d'un calendrier différent aurait été pertinent à cet égard.

4.181. La Suisse a soulevé des préoccupations concernant divers aspects, y compris les taxes à l'importation de montres, les subventions aux intrants en faveur des agriculteurs – pour les engrais, l'eau destinée à l'irrigation et l'électricité, l'augmentation des droits d'importation et certaines applications des interdictions à l'importation. Nous rappelons combien il est important de communiquer suffisamment de renseignements pour garantir la transparence de la mise en œuvre de ces réglementations, afin d'éviter que ces contraintes inutiles ne pèsent sur les opérateurs économiques.

4.182. Pour conclure, permettez-moi de saluer la forte implication de la délégation indienne dans cet examen de politique commerciale. Nous espérons qu'avec l'aide des mesures prises en réponse à la crise de COVID-19, l'économie indienne retrouvera rapidement le chemin de la croissance, en suivant la voie d'une intégration dans l'économie mondiale plus marquée et plus diversifiée.

4.183. Nous souhaitons à l'Inde un examen fructueux de sa politique commerciale.

## ISRAËL

4.184. Israël aimerait remercier la présentatrice S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande) ainsi que le Secrétariat, pour les rapports détaillés. Israël salue aussi le Chef de la délégation de l'Inde, M. Anup Wadhawan.

4.185. Au cours de l'histoire récente, Israël et l'Inde ont d'abord tissé des liens au travers du commerce, et d'après certaines sources, les échanges entre nos peuples remontent au X<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Au cours des dernières décennies, et plus particulièrement depuis 1992, nos liens se sont renforcés dans de nombreux domaines, y compris le commerce, l'investissement et l'innovation.

4.186. En 1992, le commerce entre l'Inde et Israël ne se chiffrait qu'à 200 millions d'USD. D'après les données de 2019, nos échanges commerciaux bilatéraux atteignent 5,65 milliards d'USD, sans les services. L'Inde est le troisième partenaire commercial le plus important d'Israël en Asie et le septième plus important à l'échelle mondiale.

4.187. Les principaux produits exportés par l'Inde à destination d'Israël sont les pierres gemmes et les métaux précieux, les produits chimiques, les machines, les produits agricoles et alimentaires, le caoutchouc et les matières plastiques, et les équipements de transport; les principaux produits exportés par Israël à destination de l'Inde sont les pierres gemmes et les métaux précieux, les machines, les instruments d'optique et le matériel médical, et les produits chimiques.

4.188. Bien que le commerce entre nos deux pays ait régulièrement progressé ces dernières années, il existe toujours un fort potentiel de croissance et Israël est très désireux d'explorer de nouveaux domaines de coopération commerciale avec l'Inde.

4.189. En ce qui concerne les liens entre Israël et l'Inde dans les domaines du commerce et de l'innovation, on observe une tendance croissante à la diversification dans plusieurs secteurs, comme les produits pharmaceutiques, l'agriculture et les TIC. À cet égard, il convient de noter la coopération étroite et les échanges de savoirs qui ont lieu entre les deux pays dans le domaine de l'agriculture et des technologies concernant l'eau. Cette coopération implique l'établissement de centres d'excellence dans divers secteurs agricoles à travers l'Inde, et l'échange d'experts et de délégations d'agriculteurs, entre autres.

4.190. Ces dernières années, le commerce des services est devenu beaucoup plus important pour nos économies. L'Inde est très reconnue pour son expertise dans les services de haute technologie; la part du commerce des services dans le PIB de l'Inde a régulièrement augmenté et était de 49% en 2018. D'après les données de 2019, le commerce de services entre nos deux pays se chiffrait à 600 millions d'USD et concerne les services de recherche-développement, les services informatiques, les services de publicité et d'études de marché et les services de maintenance.

4.191. Les liens économiques entre Israël et l'Inde se développent: les entreprises de logiciels indiennes, notamment TCS, Infosys, Tech Mahindra et Wipro, sont de plus présentes sur le marché israélien. En la matière, nous encourageons l'Inde à se joindre à l'initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique, car nous reconnaissons que nous pourrions tous bénéficier de sa participation.

4.192. À l'occasion du présent exercice d'EPC, Israël a soumis certaines questions à l'Inde et attend avec intérêt d'examiner les réponses. Les domaines qui présentent un intérêt pour Israël sont le commerce électronique, la politique et le régime de licences d'importation, les télécommunications et la propriété intellectuelle.

4.193. Alors que nous entamons une nouvelle année, que nous espérons prospère pour toutes les nations, Israël se réjouit à l'avance de poursuivre sa collaboration étroite avec l'Inde et sa délégation à Genève.

4.194. Israël souhaite à l'Inde un EPC fructueux.

#### COSTA RICA

4.195. Au nom du gouvernement du Costa Rica, j'aimerais souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde, conduite par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, ainsi qu'à Mme l'Ambassadrice Brajendra Navnit et à son équipe à Genève, et les remercier pour leur rapport. J'aimerais aussi remercier Mme l'Ambassadrice Kangvalkulkij pour ses observations ainsi que le Secrétariat de l'OMC pour son rapport.

4.196. Le Costa Rica aimerait souligner la forte croissance économique enregistrée par l'Inde pendant la période à l'examen, ainsi que l'amélioration, non seulement de ses indicateurs macroéconomiques, mais aussi de son classement selon l'indice mondial de l'innovation et selon les indices de facilité de faire des affaires et de performance logistique de la Banque mondiale.

4.197. Le dynamisme du secteur des services a constitué l'un des principaux facteurs de cette tendance. Nous saluons le lancement de la politique nationale en matière de droits de propriété intellectuelle et l'adoption de mesures destinées à libéraliser l'investissement étranger direct (IED) et à faciliter les échanges. Nous sommes heureux que l'Inde ait ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges et ait adopté des mesures dans ce domaine. Tout comme le Costa Rica, l'Inde est partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). Nous aimerions savoir si l'Inde a aussi envisagé d'accéder à l'ATI élargi.

4.198. Concernant la politique énergétique de l'Inde, nous notons l'octroi d'incitations en faveur de la diversification des sources d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables. Nous remarquons toutefois qu'il existe toujours une dépendance marquée à l'égard des combustibles fossiles tels que le charbon. À cet égard, nous aimerions avoir des précisions au sujet des mesures de réforme adoptées par l'Inde concernant les subventions aux combustibles fossiles, y compris la décision, annoncée par le Premier Ministre Modi à la fin de 2019, de procéder à un examen par les pairs conjointement avec la France dans le cadre du G-20.

4.199. En dépit des aspects positifs soulignés ci-avant, nous restons préoccupés par le degré important de protection et d'intervention de l'État dans divers secteurs de l'économie indienne, en particulier le secteur agricole, dont témoignent plusieurs mesures comme les droits de douane élevés, les contingents tarifaires, les politiques de soutien interne et le soutien aux prix du marché. Nous suivons avec intérêt les mesures que prend l'Inde en faveur d'un commerce des produits agricoles axé sur le marché et pour renforcer la compétitivité et la productivité de ce secteur à long terme.

4.200. Malgré le dynamisme du secteur des services, nous notons que l'État est toujours très impliqué dans les secteurs comme la banque, l'assurance et les télécommunications.

4.201. Enfin, nous notons également avec inquiétude la forte augmentation du nombre de mesures de défense commerciale adoptées par l'Inde, en particulier de mesures antidumping. D'après le rapport du Secrétariat, le nombre d'enquêtes ouvertes est passé de 82 pendant la période considérée à 233 actuellement, soit une augmentation de plus de 200%. Il serait utile de connaître les raisons d'une telle augmentation.



4.202. Dans le contexte du présent examen de politique commerciale, le Costa Rica a soumis à l'Inde plusieurs questions concernant divers aspects de sa politique commerciale. J'aimerais remercier l'Inde d'avoir répondu à ces questions et lui souhaiter plein succès pour son examen.

#### BANGLADESH

4.203. Tout d'abord, la délégation du Bangladesh souhaite la bienvenue à S.E. M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce et Chef de délégation, pour sa présentation liminaire à ce septième examen de la politique commerciale de l'Inde. La délégation du Bangladesh remercie également S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande) pour ses interventions perspicaces. Nous adressons aussi nos sincères remerciements au gouvernement indien et au Secrétariat de l'OMC pour leurs rapports complets.

4.204. Les relations entre nos deux pays sont cordiales depuis la naissance du Bangladesh il y a 50 ans. Ils sont tous deux membres communs de l'ASACR, de la BIMSTEC, du groupe BBIN, du Commonwealth et de bien d'autres organisations internationales. Ils ont aussi un héritage, une culture et une histoire en commun et sont confrontés à des défis communs en matière de développement.

4.205. Nos liens bilatéraux sont renforcés par les visites de haut niveau que se rendent régulièrement nos deux pays. Les vastes mécanismes institutionnels de dialogue ont contribué à approfondir nos relations. Les faits nouveaux remarquables intervenus ces dernières années sont entre autres la résolution des problèmes de frontières terrestres et maritimes et la conclusion d'un grand nombre d'instruments et de mémorandums d'accords dans les domaines de l'énergie, des transports, de la cybersécurité, des technologies de l'information et du développement de l'énergie nucléaire civile. En tant que voisin proche, le Bangladesh est ravi de constater les grandes avancées et les progrès considérables accomplis par l'Inde ces dernières années. Nous voyons que les mesures macroéconomiques prudentes adoptées par le pays ont permis d'obtenir une croissance économique impressionnante et une amélioration remarquable de presque tous les indicateurs.

4.206. Pendant la période à l'examen, nous avons noté que le gouvernement indien avait axé ses efforts sur la mise en application de nombreuses réformes structurelles, y compris pour assurer une croissance inclusive. Les fondamentaux de l'économie indienne restent solides et cela a permis la stabilité au niveau macroéconomique. L'inflation est maîtrisée et les flux entrants d'IED ont considérablement augmenté. Nous félicitons le gouvernement indien pour les différentes mesures de réforme qu'il a adoptées dans les domaines liés au commerce et à l'investissement. L'amélioration de l'environnement commercial a permis au pays de nettement améliorer son classement selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, passant de la 142<sup>ème</sup> position en 2015 à la 63<sup>ème</sup> position en 2019. Cette évolution positive aidera sans aucun doute l'Inde à accroître son commerce extérieur et les investissements étrangers. La COVID-19 a mis à mal l'Inde, comme presque tous les pays du monde. Nous espérons qu'elle se redressera rapidement et retrouvera le chemin d'une croissance économique solide et d'un développement soutenu.

4.207. Le Bangladesh et l'Inde ont d'excellentes relations commerciales et économiques bilatérales. En tant que deuxième partenaire commercial de l'Inde, le Bangladesh accorde beaucoup d'importance à ses liens avec l'Inde. Parallèlement à la consolidation de nos relations commerciales, nous coopérons aussi étroitement dans le cadre multilatéral, pour favoriser un système commercial multilatéral fondé sur des règles, juste et équitable. Au niveau bilatéral, le volume de nos échanges commerciaux va croissant. Il est passé de 5,01 milliards d'USD en 2010-2011 à 10,5 milliards en 2018-2019. Au cours de l'exercice 2018-2019, les exportations du Bangladesh ont passé la barre du milliard d'USD, enregistrant une croissance en glissement annuel de 43%. Cependant, la balance commerciale penche toujours fortement en faveur de l'Inde, un problème auquel nos deux pays s'efforcent constamment de remédier.

4.208. La récente croissance du commerce bilatéral a été principalement portée par l'augmentation considérable des importations du Bangladesh en provenance de l'Inde. Environ 15% des importations totales du Bangladesh proviennent de l'Inde. En tant que PMA, le Bangladesh jouit d'un accès au marché indien en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits excepté 25 lignes tarifaires (alcool, tabac et médicaments). Cela lui a offert la possibilité de renforcer ses échanges avec l'Inde. Cependant, nous devons faire des efforts, en partenariat avec l'Inde, pour trouver des solutions aux problèmes de la diversification des produits, de la normalisation des

produits et du développement de l'infrastructure dans les ports terrestres, routier et maritimes. Les questions liées aux obstacles paratarifaires et non tarifaires méritent aussi d'être examinées par les deux pays.

4.209. Dans ce contexte, la délégation du Bangladesh appelle particulièrement l'attention sur deux points:

- a. L'Inde applique des règles d'investissement relativement plus strictes pour les investisseurs provenant de pays partageant une frontière terrestre avec elle. Le communiqué de presse n° 3 (Série de 2020) et la version révisée du paragraphe 3.1.1 a) de la politique de l'IED de l'Inde indiquent que "une entité non-résidente peut investir en Inde, sous réserve de la politique de l'IED, excepté dans les secteurs/activités faisant l'objet d'une interdiction. Cependant, une entité d'un pays qui partage une frontière terrestre avec l'Inde, ou dans lequel se trouve le propriétaire bénéficiaire d'un investissement en Inde ou dont il est un ressortissant, ne peut investir que selon la voie gouvernementale". Par conséquent, les investisseurs du Bangladesh sont soumis à un régime de l'investissement plus strict que les investisseurs de pays ne partageant pas de frontières terrestres avec l'Inde.
- b. D'après la section 4.163 du rapport élaboré par le Secrétariat pour le présent EPC, les ressortissants de 171 pays pouvaient demander un visa électronique dans 28 aéroports internationaux et 5 terminaux de croisière indiens. Le Bangladesh n'en fait pas partie. Chaque année, un grand nombre de touristes bangladais se rendent en Inde. En 2019, le Bangladesh était le premier pays d'origine des touristes étrangers en Inde. Elle pourrait envisager de le faire bénéficier du dispositif de visas électroniques.

4.210. Nous avons précédemment envoyé deux questions par l'intermédiaire du Secrétariat, et remercions la délégation de l'Inde d'y avoir répondu.

4.211. Pour conclure, nous souhaitons à la délégation de l'Inde un examen productif et fructueux. Ma délégation continuera à travailler en étroite collaboration avec la délégation de l'Inde conduite par M. l'Ambassadeur Navnit pour renforcer le système commercial multilatéral, tandis que nos pays renforcent leurs liens commerciaux bilatéraux.

## UNION EUROPÉENNE

4.212. Au nom de l'Union européenne, je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à la délégation de l'Inde, dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce. Je voudrais également remercier le Secrétariat de l'OMC et le gouvernement indien pour leurs rapports respectifs et remercier S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij (Ambassadrice de la Thaïlande) pour les observations qu'elle a formulées en tant que présentatrice.

4.213. L'UE accorde de l'importance à son partenariat stratégique avec l'Inde, dont le commerce et l'investissement sont des composantes importantes. L'UE et l'Inde entretiennent une relation de longue date et bien établie en matière de commerce et d'investissement, que nous sommes résolus à développer davantage, comme cela a été souligné lors du quinzième Sommet UE-Inde qui s'est tenu le 15 juillet 2020.

4.214. Le commerce bilatéral des marchandises entre l'UE et l'Inde a augmenté de plus de 2/3 au cours des 10 dernières années. Le commerce bilatéral des marchandises et des services a dépassé 100 milliards d'EUR en 2019 et est équilibré, ce qui montre la complémentarité de nos économies.

4.215. Pourtant, le potentiel inexploité de nos relations en matière de commerce et d'investissement demeure important. L'UE est le principal partenaire commercial de l'Inde et représentait un commerce des marchandises d'une valeur de 80 milliards d'EUR en 2019, et elle est la deuxième destination des exportations indiennes. En revanche, l'Inde n'est que le 10<sup>ème</sup> partenaire commercial de l'UE et représente 1,9% de son commerce total.

4.216. La pandémie de COVID-19 a eu de profondes répercussions sur l'économie mondiale. L'UE et l'Inde sont durement touchées par la crise sanitaire, qui a de graves conséquences sociales et économiques à court et à long terme. L'UE et l'Inde ont pour objectif commun de retrouver

rapidement le chemin d'une croissance soutenue et durable. Le commerce et l'investissement seront des éléments importants de nos stratégies respectives pour revenir à la croissance et à la création d'emplois.

4.217. À cet égard, nous prenons note des objectifs de l'initiative "Inde autonome" qui vise à attirer l'investissement étranger direct, à promouvoir le secteur manufacturier national et à renforcer l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. En même temps, nous sommes préoccupés par la tendance persistante de la politique menée par le gouvernement indien à appliquer de nouveaux obstacles au commerce entre l'Inde et le reste du monde, y compris l'UE.

4.218. Très peu de progrès ont été accomplis par l'Inde ces dernières années en ce qui concerne l'élimination des obstacles au commerce, dont bon nombre existent depuis longtemps. De surcroît, nous assistons à une amplification des obstacles au commerce à la suite de la COVID-19. En outre, nous sommes préoccupés par l'orientation générale des politiques de l'Inde en matière de commerce et d'investissement, notamment en ce qui concerne le degré de son ouverture commerciale et sa volonté de s'intégrer véritablement dans les chaînes de valeur mondiales.

4.219. Ces évolutions sont pour les opérateurs économiques et les investisseurs étrangers une source d'inquiétude et d'incertitude, que la simple taille du marché indien ne suffira peut-être pas à compenser.

4.220. Dans ce contexte, les nombreuses questions écrites présentées par l'UE dans le cadre du présent examen de politique commerciale témoignent de la profondeur et de l'ampleur de nos préoccupations, et de notre recherche de précisions.

4.221. Elles portent sur des points que nous avons déjà soulevés, tels que les droits de douane excessivement élevés, les procédures douanières imprévisibles, la lourdeur des prescriptions SPS, les lacunes dans la protection des droits de propriété intellectuelle et des indications géographiques et l'accès de plus en plus étroit aux marchés publics en Inde. L'accélération de la tendance de l'Inde à élaborer des normes nationales qui s'écartent de celles convenues au niveau international est aussi un sujet de préoccupation. Ces obstacles risquent d'isoler de plus en plus le marché indien de l'économie mondiale et freinent son potentiel économique.

4.222. L'UE et l'Inde ont en commun un fort attachement au système commercial multilatéral fondé sur des règles de l'OMC. En tant que grandes puissances commerciales, nous devrions avoir pour responsabilité commune de préserver, de renforcer et de réformer l'OMC – et l'UE attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec l'Inde à cette fin. En particulier, l'UE apprécierait que l'Inde aborde les initiatives plurilatérales en cours et à venir en faisant preuve d'ouverture d'esprit. Dans ce contexte, l'UE aimerait inviter de nouveau l'Inde à participer aux trois initiatives en cours liées aux Déclarations conjointes sur le commerce électronique, la réglementation intérieure dans le domaine des services et la facilitation de l'investissement.

4.223. En outre, nous invitons l'Inde à dialoguer de manière constructive avec l'UE et les autres coauteurs de l'initiative concernant le Programme alimentaire mondial (PAM), que nous avons examinée à la réunion du Conseil général de décembre. Nous devrions nous efforcer de remédier au blocage actuel de l'initiative et envoyer un message politique très positif pour soutenir les missions humanitaires du PAM qui sauvent des vies.

4.224. Il est normal que des divergences apparaissent au sein de l'OMC et l'UE privilégie toujours les solutions amiables dans le cadre de voies multilatérales ou bilatérales. Toutefois, dans certains cas, il n'y a pas d'autre choix que de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, comme le montre la procédure en cours que l'UE a engagée au sujet des droits de douane imposés par l'Inde sur les produits des TIC, pour laquelle nous espérons un règlement rapide. Dans ce contexte, nous espérons que l'Inde verra toujours l'AMPA comme un tremplin utile vers le rétablissement du règlement des différends contraignant en deux étapes.

4.225. L'examen de la politique commerciale est un exercice de transparence important, qui donne aux Membres de l'OMC une occasion unique de mieux comprendre la manière dont les autres partenaires commerciaux perçoivent leurs politiques, d'apporter des éclaircissements à cet égard et en définitive de préparer le terrain pour l'amélioration des flux commerciaux. L'UE espère que le présent examen remplira ce rôle.

4.226. Au nom de l'UE, je souhaite à l'Inde un examen très productif et couronné de succès.

#### MEXIQUE

4.227. J'ai le plaisir de souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce. Nous remercions le Secrétariat de l'OMC pour l'élaboration de son rapport et Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande) pour ses excellentes observations.

4.228. Comme d'autres l'ont déjà indiqué, l'économie indienne a connu une forte croissance économique entre 2015 et 2019, qui a atteint un taux moyen allant jusqu'à 7,4% pendant cette période, ce qui est assurément enviable pour la plupart des économies membres de cette Organisation.

4.229. Malheureusement, comme cela a été le cas presque partout, la pandémie de COVID-19 a eu de graves conséquences sur l'économie de l'Inde. Selon des projections du Fonds monétaire international, le PIB reculera d'environ 10,3% en 2020. Ce recul résulte d'une très forte baisse de la consommation et des investissements et de l'incertitude généralisée de l'environnement commercial.

4.230. Cette situation s'est produite bien que le gouvernement indien ait mis en œuvre diverses mesures pour aider les plus touchés par la crise sanitaire, telles que des programmes fiscaux, le transfert direct, l'approvisionnement alimentaire, la sécurité sociale, des mesures de relance économique pour les PME, et le refinancement de crédits ruraux et le logement.

4.231. Nous prenons note de la mise en œuvre, pendant la période à l'examen et en ce qui concerne la politique commerciale, de mesures visant à libéraliser l'IED dans le secteur des services, en particulier dans la radiodiffusion et les télécommunications, le commerce électronique, les assurances, les aéroports, les services aériens non réguliers et les services de soutien aux services aériens. De nouvelles mesures ont également été prises pour faciliter le commerce international, comme le Portail électronique des douanes, le Guichet unique, le Programme relatif aux opérateurs économiques, les Systèmes de gestion des risques et la réduction des procédures douanières.

4.232. Nous prenons aussi note de la mise en place de la politique sur les droits de propriété intellectuelle, qui vise à encourager la création et la commercialisation des droits de propriété intellectuelle, y compris les modifications des règlements sur le droit d'auteur, les brevets et les marques et la dématérialisation des demandes.

4.233. Les progrès susmentionnés accomplis en matière de libéralisation commerciale et économique contrastent avec d'autres éléments de politique commerciale qui continuent de susciter une inquiétude et une incertitude chez les acteurs commerciaux, comme la forte dispersion des droits consolidés, qui vont de 0% à 150%, et leur modification fréquente, et le fait que seulement 75% des droits sont consolidés.

4.234. Il est important de noter que le droit NPF appliqué est passé de 13% en 2015 à 14,3% en 2020 et a atteint 15,4% si les droits *ad valorem* sont pris en compte.

4.235. Plusieurs règlements techniques et mesures phytosanitaires ont également été contestés à l'OMC. Pendant la période considérée, 6 préoccupations commerciales ont été soulevées au sujet de mesures sanitaires et phytosanitaires et 24 préoccupations ont été soulevées au sujet de règlements techniques.

4.236. En ce qui concerne l'agriculture, la politique de fixation des prix de l'Inde, ses contrôles à l'exportation et à l'importation et ses subventions directes et indirectes ont été contestés. Bien que nous comprenions la mise en œuvre de la politique de subventions à l'agriculture pour préserver la sécurité alimentaire, il est important d'évaluer la portée de ce soutien et les effets de distorsion qu'il peut avoir sur le commerce international.

4.237. S'agissant des services, malgré les mesures adoptées pour libéraliser l'IED, il reste une forte concentration dans le secteur bancaire, le secteur des assurances et celui des télécommunications.

4.238. D'après le rapport du Secrétariat, l'Inde continue d'utiliser des mesures antidumping, ce qui l'a conduite à devenir le Membre qui y a le plus recours à l'OMC. De même, l'Inde a recours de façon récurrente à des mesures de sauvegarde. Pour la seule année 2019, il y avait 46 enquêtes en cours. Nous reconnaissons le droit d'utiliser ces dispositions, mais l'application constante de ces mesures risque de devenir un signe de promotion artificielle de la compétitivité d'un secteur.

4.239. Du fait de la taille de son économie et de sa population, l'Inde peut continuer de contribuer de manière constructive à renforcer la pertinence de l'Organisation. Compte tenu de son expérience dans plusieurs des domaines en rapport avec les initiatives conjointes en cours, il serait utile que l'Inde envisager d'y participer.

4.240. Pour conclure, nous comprenons qu'en raison de la pandémie, les examens des politiques commerciales aient été reprogrammés. Cependant, après la pause de décembre, les autorités de mon pays ont eu très peu de temps pour réaliser un examen exhaustif des réponses et des observations de l'Inde. Nous espérons qu'à l'avenir, les EPC pourront être programmés sans une pause si longue entre la publication des rapports et l'examen.

4.241. Nous remercions l'Inde pour ses réponses à nos questions sur les mesures correctives commerciales et la politique de la concurrence. Nous lui souhaitons un examen réussi de sa politique commerciale.

## TURQUIE

4.242. Je voudrais me joindre aux autres intervenants pour souhaiter chaleureusement la bienvenue à M. Anup Wadhawan, Secrétaire du Département du commerce de l'Inde, et à sa délégation. Nous remercions le Secrétariat et le gouvernement indien pour leurs rapports complets, ainsi que Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij pour sa précieuse contribution à l'examen.

4.243. Comme il est indiqué dans les rapports, l'Inde a enregistré une croissance économique constante pendant la majeure partie de la période à l'examen malgré les difficultés liées à la COVID-19. Cette forte croissance économique a ouvert la voie à une amélioration des indicateurs socioéconomiques tels que le revenu par habitant et l'espérance de vie.

4.244. Nous avons constaté avec satisfaction que diverses réformes avaient été engagées par l'Inde pendant la période à l'examen.

4.245. Nous pensons que l'introduction de la taxe sur les marchandises et les services et du Code sur l'insolvabilité et la faillite, la Mission "Mudra", les initiatives telles que "Make in India", "Digital India" et "Startup India", et le nouveau programme sur les marchés publics, la place de marché électronique pour les achats publics, contribueront à faciliter les échanges et l'investissement, stimuleront l'activité commerciale et transformeront l'économie indienne. Nous espérons également que la politique "Skill India" concernant les jeunes non qualifiés profitera tant à la société qu'à l'économie.

4.246. Nous sommes convaincus que l'Inde, par de futures réformes, continuera d'assurer également un environnement commercial prévisible et concurrentiel aux négociants et aux investisseurs.

4.247. Nous nous félicitons de la ratification par l'Inde de l'Accord sur la facilitation des échanges, qui montre son ferme attachement au multilatéralisme.

4.248. La Turquie considère l'Inde comme un partenaire de premier plan en Asie du Sud. Nous estimons qu'à l'ère de l'après-COVID, la Turquie et l'Inde pourraient jouer un rôle plus important ensemble.

4.249. En 2005, le volume des échanges entre nos pays n'était que de 1,5 milliard d'USD environ. En 15 ans, ce chiffre a été multiplié par cinq et a atteint 7,8 milliards d'USD en 2019. Malgré un recul en 2020 en raison de la pandémie, l'objectif de 10 milliards d'USD pourrait facilement être atteint compte tenu de la forte complémentarité de nos économies.

4.250. L'Inde est l'un des pays cibles du plan directeur sur les exportations de la Turquie et occupe une place importante dans l'initiative "Asia Anew" de la Turquie.

4.251. Nous nous réjouissons que nos relations économiques bilatérales se développent grâce aux coentreprises et aux investissements réciproques. La coopération entre Anadolu Shipyard et Hindustan Shipyard Limited en est un bon exemple. Nous devrions continuer de tirer parti de ces initiatives.

4.252. L'Inde est un acteur important de cette Organisation et joue un rôle constructif et actif dans la promotion du système commercial multilatéral. À l'instar d'autres organisations internationales, l'OMC collabore étroitement avec l'Inde et en particulier dans le cadre des efforts visant à renforcer l'Organisation. À cet égard, la Turquie salue tout particulièrement les efforts de l'Inde dans les domaines du développement et du programme de réforme inclusif pour l'OMC. Nous pensons aussi que notre coopération dans le cadre du G-33 contribue à accroître la pertinence de l'Organisation, en particulier pour les pays en développement, et à faire avancer leurs priorités dans les négociations sur l'agriculture.

4.253. Avant de conclure, je tiens à remercier M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit et ses collaborateurs à la Mission permanente de l'Inde pour leur contribution active à nos travaux et leur participation constructive aux négociations menées à l'OMC. Nous souhaitons à l'Inde un examen très fructueux.

#### ÉTATS-UNIS

4.254. Je souhaite chaleureusement la bienvenue à M. le Secrétaire Wadhawan, à M. l'Ambassadeur Navnit et à toute la délégation indienne.

4.255. L'Inde est un partenaire commercial de plus en plus important pour les États-Unis, nos échanges ont en effet dépassé 146 milliards d'USD en 2019. Même pendant la pandémie de COVID-19, qui a eu de graves conséquences sur nos deux pays, nous avons vu les entreprises continuer d'annoncer d'importants flux d'IED bilatéraux, ce qui témoigne du nouveau renforcement des liens économiques entre nos pays. Nos relations économiques, notamment ici à l'OMC, font partie des priorités de notre partenariat bilatéral. Comme l'a montré le développement rapide du commerce de l'Inde avec les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC, l'importance et la responsabilité de l'Inde au sein de l'Organisation continuent de s'accroître.

4.256. Nous trouvons encourageants les efforts déployés par le gouvernement indien pour attirer d'autres investissements étrangers et le fait qu'il mène un certain nombre de réformes économiques, mais il est décevant de voir que l'Inde a récemment pris des mesures qui semblent relever d'une approche différente et qui restreignent effectivement le commerce. Par exemple, depuis le dernier EPC de l'Inde, la moyenne simple des taux de droits NPF appliqués de l'Inde est passée de 13,5 % en 2015 à 17,6 % en 2019, d'après les profils tarifaires de l'OMC. Cette tendance ne facilitera pas une intégration plus poussée de l'Inde dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les États-Unis prient instamment l'Inde de prendre des mesures supplémentaires pour ouvrir son régime commercial afin qu'elle puisse tirer parti des avantages du commerce pour créer des emplois. Cette ouverture pourrait prendre la forme de réductions majeures des droits de douane et de l'élimination d'obstacles injustifiables de nature SPS ou OTC aux importations.

4.257. Le secteur agricole indien demeure particulièrement fermé à de nombreux produits étrangers. Les droits élevés rendent souvent les coûts des importations prohibitifs et les produits se heurtent à des obstacles prenant la forme de mesures SPS et OTC qui semblent n'avoir aucun fondement justifiable, scientifique ou autre, au regard de l'Accord sur l'OMC. L'Inde fournit également une large gamme d'aides à son secteur agricole. Le programme gouvernemental permettant d'acheter aux agriculteurs des produits alimentaires à des prix de soutien minimaux provoque des effets de distorsion sur les prix du marché intérieur et incite à la surproduction de produits comme le riz et le froment. En conséquence, la politique commerciale agricole de l'Inde continue à desservir les consommateurs et les producteurs indiens.

4.258. Nous avons aussi constaté une augmentation récente du nombre de mesures, proposées et mises en œuvre, qui pourraient créer des obstacles techniques au commerce dans d'autres secteurs, y compris, par exemple, les produits des technologies de l'information et de la communication, les

dispositifs médicaux et les produits chimiques. L'Inde continue d'allonger la liste des produits qui doivent faire l'objet d'une évaluation de la conformité uniquement en Inde. Ces prescriptions nationales en matière d'essais et les décrets relatifs au contrôle obligatoire de la qualité ne sont pas conformes aux normes internationales et continuent de limiter la capacité de l'Inde de s'intégrer davantage dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et d'attirer les investissements.

4.259. Les secteurs de services dynamiques de l'Inde continuent de stimuler la croissance économique et l'Inde a bénéficié de l'accès aux marchés de services des Membres de l'OMC partout dans le monde. Cependant, dans les principaux secteurs de services, l'Inde interdit ou limite considérablement la participation étrangère. De telles politiques n'aideront guère le gouvernement indien à sortir gagnant de la concurrence pour accroître les flux d'IED en Asie. Ouvrir les secteurs de la vente au détail, du commerce électronique, des assurances et d'autres secteurs de services à une participation étrangère accrue, y compris en autorisant les entreprises à capitaux entièrement étrangers dans ces secteurs, permettra non seulement d'encourager l'investissement mais contribuera aussi à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement. L'économie numérique est également un puissant moteur de la croissance économique nationale et mondiale, mais l'Inde a mis en place des obstacles au commerce numérique qui compromettront probablement cette croissance. Les États-Unis encouragent l'Inde à s'abstenir de mettre en place des obstacles au commerce numérique, y compris des restrictions visant les flux transfrontières de données et des prescriptions en matière de localisation des données.

4.260. Comme il ressort clairement de la campagne "Make in India", un régime DPI solide et efficace est essentiel pour attirer l'investissement et atteindre les ambitieux objectifs économiques de l'Inde. Bien que le respect de la propriété intellectuelle en Inde se soit progressivement amélioré, il a été irrégulier et l'Inde demeure l'une des grandes économies mondiales qui posent le plus de difficultés en ce qui concerne la protection et le respect de la propriété intellectuelle. Les branches de production indiennes pourraient bénéficier d'une protection forte des marques et des produits au travers des marques de commerce, du droit d'auteur, des brevets et des secrets commerciaux, mais les politiques actuelles de l'Inde en matière de DPI ne facilitent pas encore cette évolution.

4.261. Enfin, s'agissant de la transparence, les États-Unis saluent les mesures que prend le gouvernement indien pour améliorer la transparence et le bon fonctionnement des institutions chargées d'élaborer les politiques. Malgré des améliorations, les États-Unis restent préoccupés par le manque de transparence de nombreux aspects de la politique commerciale de l'Inde, notamment les résultats décevants en matière de notifications présentées à l'OMC et les procédures limitées de consultation du public pour les parties prenantes nationales et étrangères. Ce manque de transparence entraîne une incertitude liée aux politiques, qui est source de difficultés pour les entreprises désireuses d'investir en Inde et de faire du commerce avec elle.

4.262. Les États-Unis apprécient l'occasion qui leur est donnée d'engager ce dialogue, remercient l'Inde d'avoir répondu à leurs questions et attendent avec intérêt les prochaines discussions avec la délégation indienne sur le régime de politique commerciale de l'Inde qui auront lieu au cours des deux prochains jours.

## THAÏLANDE

4.263. Tout d'abord, la Thaïlande souhaiterait s'associer à la déclaration de l'ASEAN présentée par Singapour.

4.264. La Thaïlande est heureuse de participer au septième examen de la politique commerciale (EPC) de l'Inde. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce, pour cet EPC virtuel.

4.265. Nous tenons à remercier Monsieur le Président et la présentatrice, S.E. Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), pour leurs analyses en profondeur. Nous remercions également le gouvernement indien et le Secrétariat de l'OMC pour leurs rapports de qualité.

4.266. La Thaïlande et l'Inde entretiennent des échanges commerciaux bilatéraux croissants et une coopération à tous les niveaux. En 70 ans de relations diplomatiques, les 2 pays ont fait de leurs liens historiques et culturels de longue date la forte amitié, la coopération étroite et les valeurs communes qui sont actuellement les leurs.



4.267. Les liens économiques et commerciaux constituent un aspect important du partenariat de la Thaïlande avec l'Inde. Nous sommes heureux de souligner qu'à l'heure actuelle l'Inde est le principal partenaire commercial de la Thaïlande en Asie du Sud et son 11<sup>ème</sup> partenaire commercial dans le monde, tandis que la Thaïlande est le 21<sup>ème</sup> partenaire commercial de l'Inde. Les échanges bilatéraux ont considérablement augmenté, passant de 7 800 milliards d'USD en 2015 à 12 180 milliards d'USD en 2019, ce qui représente une augmentation de 56%. La plupart des exportations de la Thaïlande vers l'Inde se composent de palettes en plastique, de produits chimiques, d'automobiles et de pièces, d'acier et de machines. Parallèlement, la Thaïlande importe d'Inde des produits chimiques primaires, des machines et de pièces, des climatiseurs, des pierres précieuses et des bijoux. Nous espérons que nos échanges bilatéraux continueront de croître afin de renforcer nos relations économiques.

4.268. S'agissant des investissements, les flux d'investissement étranger direct de l'Inde vers la Thaïlande ont atteint 40 millions d'USD en 2017 et ont légèrement diminué au cours des deux dernières années. La Thaïlande estime qu'il existe un fort potentiel pour ce qui est d'inviter les investisseurs indiens à faire davantage d'affaires en Thaïlande, en particulier dans les secteurs du numérique, des produits pharmaceutiques, des biotechnologies, des produits chimiques et de l'automobile.

4.269. La Thaïlande salue la croissance économique soutenue de l'Inde et se félicite des efforts entrepris par l'Inde pour mener à bien différentes réformes visant à favoriser durablement la croissance globale et à encourager la facilitation des échanges et des investissements.

4.270. S'agissant du système commercial multilatéral, la Thaïlande se félicite des engagements fermes de l'Inde et des efforts considérables qu'elle a déployés dans le cadre des négociations menées dans différentes instances. Nous nous réjouissons de la ratification par l'Inde de l'Accord sur la facilitation des échanges en 2016 et nous saluons les efforts récents entrepris par l'Inde pour améliorer son bilan en matière de notifications dans le cadre de l'OMC.

4.271. Dans le cadre de l'examen en cours, la Thaïlande a demandé des explications sur plusieurs mesures présentant un intérêt pour nous. Nous profitons de l'occasion pour remercier l'Inde d'avoir répondu en temps voulu à nos questions et nous étudierons ses réponses en détail avec beaucoup d'intérêt.

4.272. Pour conclure, la Thaïlande souhaiterait remercier l'Inde de sa coopération à tous les niveaux et des relations de travail amicales entre leurs deux missions ici à Genève. Nous souhaitons à l'Inde plein succès pour cet EPC.

## COLOMBIE

4.273. Nous souhaitons la bienvenue à la délégation de l'Inde, dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire du Département du commerce, et souhaitons chaleureusement la bienvenue à Son Excellence M. Brajendra Navnit, Ambassadeur de l'Inde auprès de l'OMC. Nous nous félicitons de l'analyse complète et des observations communiquées par Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), en tant que présentatrice, ainsi que du travail accompli par le Secrétariat et les autorités indiennes dans le cadre de l'élaboration de ces rapports complets et détaillés, qui ont été élaborés dans les moments les plus complexes de la pandémie de COVID-19.

4.274. L'Inde a une économie dynamique, qui a enregistré des taux de croissance élevés ces dernières années et des indicateurs macroéconomiques stables. La croissance a aussi été soutenue par diverses réformes économiques et budgétaires, une augmentation des investissements dans les infrastructures, une forte demande intérieure et la promotion de l'efficacité et de l'inclusion économique. Ces tendances positives ont également contribué aux progrès constants des indicateurs socioéconomiques comme l'augmentation de l'espérance de vie et une amélioration notable du revenu par habitant. En ce qui concerne le chômage et la réduction de la pauvreté, les progrès sont importants, bien que les niveaux restent élevés.

4.275. L'Inde détient une part importante du commerce mondial, grâce à une croissance soutenue de ses exportations de marchandises et de services, une participation active à différentes chaînes de valeur et un important réseau d'accords commerciaux. De même, les exportations représentent environ 30% du PIB. Nous notons aussi une transition vers les exportations de produits de moyenne technologie à plus forte valeur ajoutée et la réduction de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base, qui ressortent également de la structure des importations de l'Inde.



4.276. Cet examen met en évidence l'évolution rapide et positive du secteur des services en Inde et son importance croissante dans le commerce total. L'Inde enregistre un excédent net pour le commerce des services, en particulier les services informatiques et les services de télécommunication, des secteurs qui contribuent au dynamisme économique et à la création d'emplois.

4.277. Nous reconnaissons l'attachement de l'Inde au système commercial multilatéral et à ses principes fondateurs, ainsi que sa participation active aux négociations en cours et au fonctionnement des organes permanents. Nous nous félicitons de l'engagement que le gouvernement de l'Inde indique dans son rapport, en ce qui concerne le bon fonctionnement du mécanisme de règlement des différends et la réforme de l'Organisation.

4.278. Les documents du Secrétariat et du gouvernement rendent compte de l'importance des accords commerciaux régionaux et bilatéraux pour l'Inde, avec 16 accords notifiés, la plupart avec des pays voisins et des pays d'Asie. En outre, plus d'un tiers du commerce total de l'Inde est réalisé avec des partenaires asiatiques.

4.279. Au niveau bilatéral, nos liens commerciaux se sont renforcés progressivement, plus de 60 ans après l'établissement de relations diplomatiques. Nous avons un commerce bilatéral croissant dans lequel la Colombie augmente les exportations de produits manufacturés et agro-industriels, malgré une balance commerciale qui est généralement déficitaire pour notre pays.

4.280. S'agissant de la politique tarifaire, les rapports montrent que l'Inde a une structure tarifaire complexe avec des taux de droits *ad valorem*, spécifiques et mixtes, qui peuvent entraîner des difficultés pour les opérateurs du commerce extérieur. Nous relevons une moyenne des droits appliqués de 15%, un taux plus élevé que celui enregistré pendant la précédente période à l'examen.

4.281. Nous constatons la hausse générale des taux de droits, en particulier les hausses dans le secteur manufacturier. Nous constatons également que le nombre de lignes tarifaires à des niveaux compris entre zéro et 10% est de plus en plus bas, tandis que le groupe des produits assujettis à des droits est passé de 10% à 30%. À cela s'ajoute le nombre important de fruits et de légumes qui sont assujettis à des droits supérieurs à 30% voire supérieurs à 60%. Cela représente sans aucun doute d'importants coûts supplémentaires pour les entrepreneurs de pays en développement qui souhaitent participer au marché en expansion de l'Inde.

4.282. Nous constatons aussi que, pendant la période considérée, les prohibitions et restrictions à l'importation et les licences d'importation ont été maintenues ou renforcées. Bien que plusieurs de ces mesures reposent sur les règles multilatérales, nous notons le système consistant à interdire ou à restreindre les importations lorsque le prix des marchandises, qui proviennent en grande majorité du secteur agricole, est inférieur à un minimum fixé pour l'entrée sur le marché. Nous demandons à l'Inde des renseignements complémentaires sur le fonctionnement de ce système et sur la manière dont ces prix minimaux sont fixés.

4.283. Dans le cadre du présent examen, nous notons également le rôle de premier plan que les entreprises publiques continuent de jouer dans le commerce des produits agricoles, des engrais et du pétrole. Dans certains cas, ces entreprises détiennent un monopole sur les importations de certains produits et dans d'autres cas leurs achats sont directement liés à l'offre intérieure de certains produits. Nous ne pouvons qu'exprimer notre inquiétude concernant le rôle des entreprises publiques dans l'achat de produits alimentaires aux agriculteurs nationaux à un prix de soutien minimal. Les documents élaborés pour le présent examen démontrent l'influence des entreprises publiques dans tous les secteurs de l'économie et les effets qu'elles peuvent avoir sur la concurrence, la non-discrimination, l'innovation et l'initiative privée.

4.284. En ce qui concerne les procédures douanières et les procédures en matière de commerce extérieur, nous saluons les progrès concrets réalisés et les mesures adoptées pendant la période à l'examen, qui s'appuient sur les engagements contractés dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Nous soulignons le lancement de l'interface à guichet unique pour la facilitation des échanges et la création du portail électronique des douanes, qui rationalise et simplifie les procédures douanières. Nous reconnaissons aussi les efforts faits pour améliorer la gestion des risques.

4.285. La Colombie a présenté des questions sur des domaines d'intérêt, dont certains que nous avons abordés ici, comme les niveaux des droits, les restrictions à l'importation et à l'exportation, le contrôle des prix dans le secteur agricole, les mesures de soutien à l'agriculture et les politiques en matière d'investissement étranger. Les réponses apportées aujourd'hui seront analysées en détail avec les autorités de notre pays.

4.286. Je voudrais conclure en souhaitant à l'Inde et à sa délégation d'achever avec succès le processus d'examen de sa politique commerciale, qui s'est déroulé sans heurt malgré le calendrier serré qui a dû être adopté. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à M. l'Ambassadeur Navnit et lui réaffirmons notre soutien. C'est également l'occasion de souligner les excellentes relations de travail et de coopération entre nos deux missions.

## FÉDÉRATION DE RUSSIE

4.287. Je voudrais souhaiter très chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde. Nos pays entretiennent des relations de longue date, qui sont ancrées dans l'Histoire. La coopération politique étroite est un trait caractéristique des relations russo-indiennes. En 2000, nos dirigeants ont signé la Déclaration sur le partenariat stratégique entre la Fédération de Russie et la République de l'Inde. Au cours de la visite du Président russe en Inde en décembre 2010, le partenariat stratégique est devenu un "partenariat stratégique spécial et privilégié".

4.288. En 2019, les échanges bilatéraux entre la Russie et l'Inde se sont chiffrés à plus de 11 milliards d'USD. Par rapport à l'année précédente, la valeur totale des échanges entre nos pays a augmenté de 2,3%. En 2019, les exportations russes vers l'Inde se sont élevées à 7,3 milliards d'USD et les importations en provenance d'Inde à 3,9 milliards d'USD. L'approvisionnement en produits alimentaires et en matières premières agricoles a plus que doublé pendant la période allant de janvier à octobre 2020. Plusieurs projets économiques bilatéraux sont en cours d'élaboration dans les secteurs de l'énergie atomique, du pétrole et du gaz naturel, de la métallurgie, du génie aéronautique, de l'industrie chimique, des produits pharmaceutiques et d'autres secteurs.

4.289. Les dirigeants de nos pays ont fixé l'objectif de porter le volume des échanges bilatéraux à 30 milliards d'USD d'ici à 2025 et le volume des investissements de chaque côté à 15 milliards d'USD.

4.290. Le principal mécanisme de renforcement des liens entre la Russie et l'Inde est la Commission intergouvernementale Russie-Inde sur la coopération commerciale, économique, scientifique, technologique et culturelle. La 23<sup>ème</sup> réunion de la Commission a eu lieu à Moscou en septembre 2018 et était coprésidée par le Vice-Président du gouvernement de la Fédération de Russie, M. Yuri Borisov, et la Ministre des affaires étrangères de la République de l'Inde, défunte, Mme Sushma Swaraj (Сүшма Сварадж).

4.291. Pour revenir au septième examen de la politique commerciale de l'Inde, je tiens à saluer les rapports complets du gouvernement et du Secrétariat de l'OMC. Nous adressons aussi nos remerciements à la présentatrice, S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij, pour ses observations pertinentes. Nous sommes favorables à ce dialogue intéressant et instructif qui nous permet d'échanger des vues sur la politique commerciale de chaque Membre de l'OMC, ce qui accroît la transparence du système commercial multilatéral en général.

4.292. Nous aimerions féliciter le gouvernement indien d'avoir appliqué des politiques efficaces en matière de commerce et d'investissement et d'avoir mis en œuvre plusieurs réformes qui ont contribué à une croissance économique soutenue, de 7,4% en moyenne tout au long de la période considérée. La croissance du PIB réel a légèrement ralenti au début de 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, mais le gouvernement a réagi rapidement en prenant un certain nombre de mesures à court et à long terme, qui ciblaient certains secteurs de l'économie.

4.293. Nous félicitons l'Inde pour sa participation active aux travaux de l'OMC et pour son soutien ferme et constant au système commercial multilatéral. La Russie se félicite que l'Inde ait ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges en 2016 et qu'elle ait globalement respecté les obligations de notification. Nous notons avec satisfaction que New Delhi continue de mettre en œuvre des mesures visant à faciliter les échanges, telles que la simplification des prescriptions relatives aux documents présentés à la douane et l'automatisation des systèmes de dédouanement des importations et des exportations, et bien d'autres.

4.294. Comme il est indiqué dans les questions que nous avons posées sur les rapports du Secrétariat de l'OMC et de l'Inde, la Russie souhaiterait obtenir des éclaircissements sur un certain nombre de questions, y compris sur l'environnement et les réformes économiques, les accords commerciaux bilatéraux, les politiques commerciales et les pratiques spécifiques. Les questions concernant les procédures douanières, les contingents tarifaires, les impositions visant les importations, les restrictions quantitatives appliquées à certains produits et les prescriptions sanitaires et phytosanitaires nous préoccupent particulièrement. Nous espérons recevoir des réponses complètes à ces questions en temps voulu.

4.295. Pour conclure, nous tenons à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la délégation de l'Inde, le Secrétariat et la présentatrice, pour le travail impressionnant accompli jusqu'à présent; et nous souhaitons à l'Inde un examen réussi de sa politique commerciale.

#### KAZAKHSTAN

4.296. Le Kazakhstan est heureux de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde. Nous voudrions remercier le gouvernement indien et le Secrétariat pour la qualité de leurs rapports.

4.297. Le Kazakhstan félicite l'Inde pour les efforts qu'elle a déployés en matière de développement économique et pour avoir enregistré un taux de croissance annuel du PIB de 6,1% entre 2018 et 2019. Nous constatons avec satisfaction que plusieurs programmes gouvernementaux ont été lancés, parmi lesquels un plus grand nombre de programmes de lutte contre la pauvreté en Inde.

4.298. Nous pensons que, grâce aux efforts concertés du gouvernement et de la population, l'Inde assurera la durabilité macroéconomique et progressera sur la voie du développement.

4.299. Le Kazakhstan suit de près la croissance économique de l'Inde et attache une grande importance au renforcement de la coopération bilatérale avec l'Inde dans le but de nouer des relations économiques et commerciales plus solides.

4.300. Dans le cadre de cet exercice d'EPC, le Kazakhstan a soulevé un certain nombre de questions essentielles sur une série de sujets d'intérêt spécifique, tels que les mesures correctives commerciales, l'évaluation en douane, le régime d'investissement, etc. Le Kazakhstan attend avec intérêt de recevoir des réponses de l'Inde à ses questions.

4.301. Pour conclure, j'aimerais féliciter la délégation de l'Inde et le Secrétariat de l'OMC pour le travail et les efforts considérables qu'ils ont consacrés à la préparation de cet EPC.

4.302. Nous souhaitons à la délégation de l'Inde plein succès pour le septième examen de sa politique commerciale.

#### INDONÉSIE

4.303. L'Indonésie souhaite chaleureusement la bienvenue à M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, et aux autres membres de la délégation pour l'examen de la politique commerciale de l'Inde. Au nom de la délégation indonésienne, j'aimerais adresser mes remerciements à Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande) pour sa contribution en tant que présentatrice. L'Indonésie souhaiterait également remercier le Secrétariat de l'OMC et la délégation de l'Inde d'avoir accompli un travail considérable pour mener ce septième examen de la politique commerciale en nous fournissant des rapports instructifs.

4.304. L'Indonésie souhaiterait s'associer à la déclaration de l'ASEAN présentée par Singapour dans le cadre du présent EPC. En tant que partenaire de dialogue de l'ASEAN, l'Inde est en effet devenue un partenaire clé et important pour notre coopération commerciale dans la région.

4.305. S'agissant de l'OMC, l'Indonésie reconnaît le rôle actif que joue l'Inde pour faire avancer les questions importantes pour les pays en développement afin de promouvoir le développement et l'inclusion. L'Indonésie se félicite aussi de la contribution constructive et de l'implication permanente de l'Inde pour faire progresser les négociations sur le commerce des produits agricoles, y compris dans le cadre du G-33, afin de régler des problèmes et des questions qui nous préoccupent.

4.306. Pour ce qui est du commerce bilatéral, l'Inde a toujours fait partie des partenaires commerciaux importants de l'Indonésie. En 2019, l'Inde était le cinquième partenaire commercial de l'Indonésie, même si la valeur totale des échanges entre l'Indonésie et l'Inde enregistrait une baisse, passant de 18,7 milliards d'USD en 2018 à 16,1 milliards d'USD en 2019. Cela dit, nous espérons que l'Indonésie et l'Inde pourront renforcer leur coopération commerciale bilatérale pour régler les questions commerciales et liées au commerce entre l'Indonésie et l'Inde.

4.307. À cette occasion, permettez à l'Indonésie d'aborder certaines de ses préoccupations concernant les politiques et mesures commerciales de l'Inde, qui figurent également dans ses questions écrites.

4.308. Nous nous félicitons des réformes et des efforts qui ont été réalisés par le gouvernement indien pendant la période à l'examen pour améliorer l'environnement commercial, en particulier dans le secteur agricole qui est plus libéral et plus ouvert. L'Inde a aussi mis en place le Portail électronique des douanes (ICEGATE), le portail national des douanes indiennes du CBIC, dont la mission est de fournir des services de dépôt en ligne aux importateurs et aux exportateurs. Cependant, le 21 août 2020, l'Inde a publié une nouvelle disposition nommée CAROTAR qui exige des documents supplémentaires autres qu'un certificat d'origine pour demander des préférences tarifaires dans le cadre du régime d'ALE entre l'ASEAN et l'Inde. Il semble que le processus de vérification et de dédouanement est devenu plus long et ne correspond pas à l'esprit de libéralisation des échanges convenu dans l'ALE ASEAN-Inde. En outre, la demande concernant la fourniture de renseignements sur les processus opérationnels aux importateurs présenterait également un risque lié aux parties non autorisées comme un problème de fuite de renseignements dans le cadre du système CAROTAR.

4.309. En ce qui concerne les articles de bijouterie en or importés, l'Inde impose une garantie bancaire de 20%. Cette question a une incidence notable sur nos produits commerciaux et a été soulevée au Forum biennal des Ministres du commerce en 2020. Nous craignons que les taux préférentiels pour ces produits dans le cadre du commerce des marchandises ASEAN-Inde, qui ont été de 0%, perdent tout leur sens. L'Indonésie encourage l'Inde à réduire le pourcentage de la garantie bancaire et lui demande d'appliquer cette mesure suivant le principe NPF et d'une manière non discriminatoire dans la pratique.

4.310. S'agissant des prohibitions à l'importation et des licences d'importation, le Secrétariat indique que 48 lignes tarifaires sont assujetties à des prohibitions qui dépendent du prix à l'importation des marchandises concernées pour protéger les producteurs/agriculteurs nationaux et leurs moyens d'existence. À cet égard, l'Indonésie demande à l'Inde de communiquer ses positions sur la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC, en particulier au regard de l'article XI du GATT et de l'Accord sur les licences d'importation. L'Indonésie demande aussi à l'Inde de revoir sa politique relative aux prescriptions en matière de licences d'importation pour l'importation d'huile de palme raffinée.

4.311. En ce qui concerne les mesures antidumping, l'Inde continue d'y recourir activement à l'OMC et enregistre une forte augmentation par rapport à l'examen précédent. Nous observons qu'il existe une différence de compréhension conceptuelle, en particulier pour la définition d'une subvention. L'Indonésie espère que l'Inde pourra fournir des explications détaillées.

4.312. L'Indonésie estime que le présent examen de politique commerciale lui donne une bonne dynamique pour bien comprendre les politiques et mesures commerciales de l'Inde. Il permet aussi d'en savoir davantage sur les incidences de ces politiques et mesures non seulement à l'intérieur du pays mais aussi à l'extérieur, pour les autres Membres de l'OMC. Quant à l'Inde, nous pensons que le présent examen est une bonne occasion d'étudier ses politiques et ses mesures et, finalement, de favoriser son développement et sa croissance économiques.

4.313. Enfin, pour conclure nos remarques, une fois encore nous tenons à remercier S.E. M. Brajendra Navnit, représentant permanent de l'Inde, et la délégation de l'Inde pour leur travail considérable. Nous attendons avec intérêt les réponses de l'Inde et une communication complémentaire avec la délégation de l'Inde pour obtenir d'autres éclaircissements écrits sur nos intérêts et nos préoccupations.

4.314. Enfin et surtout, nous souhaitons à l'Inde un examen réussi de sa politique commerciale.

## MALAISIE

4.315. La Malaisie souhaiterait s'associer à la déclaration de l'ASEAN présentée par Singapour.

4.316. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce. Nous remercions aussi la présentatrice, Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), pour ses observations pertinentes sur les politiques économiques et commerciales de l'Inde.

4.317. La Malaisie est heureuse de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde, qui marque le début du travail d'examen de l'OEPC cette année. Nous considérons que le présent examen est important pour évaluer l'efficacité avec laquelle l'Inde a réalisé ses objectifs de politique commerciale tout au long de la période considérée et s'est efforcée d'orienter un avenir post-COVID-19.

4.318. Il ne fait aucun doute que 2020 a été une année remplie de défis pour nous tous. La pandémie de COVID-19 a eu de lourdes conséquences sur le monde et a provoqué des décès, des maladies et un désespoir économique dans de nombreux pays. Bien que des vaccinations contre la COVID-19 aient déjà commencé et été pratiquées dans le monde entier, le nombre de cas confirmés et de décès est toujours en hausse. Le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'OMS a indiqué que le nombre de cas confirmés de COVID-19 dans le monde dépassait 80 millions de cas avec 1,8 million de décès. La Malaisie a fait observer que l'Inde avait approuvé deux vaccins contre la COVID-19 d'AstraZeneca et de Bharat Biotech, ce qui ouvrait la voie à un programme de vaccination de masse pour le pays. Nous félicitons l'Inde pour cette étape de la lutte contre la pandémie au niveau national.

4.319. Nous saluons les efforts du gouvernement indien en ce qui concerne ses réformes économiques et structurelles, y compris la promulgation du Code de 2016 sur l'insolvabilité et la faillite (IBC); la mise en œuvre de la taxe sur les marchandises et les services (GST); la mise en place d'un guichet unique en ligne pour l'obtention des permis de construire; l'adoption de sa première politique sur les droits de propriété intellectuelle (NIPR) et de sa politique nationale de 2018 sur les communications numériques; le renforcement des droits juridiques des emprunteurs et des prêteurs dans le cadre d'une transaction garantie; la protection des investisseurs minoritaires et l'abaissement de l'impôt sur les sociétés de 30 % à 25 % pour les entreprises nationales en septembre 2019.

4.320. La Malaisie et l'Inde ont entretenu d'importantes relations commerciales au fil des ans. Nous avons constaté un accroissement du commerce total entre la Malaisie et l'Inde en 2019, mais on observe que pendant la période allant de janvier à novembre 2020, la valeur totale des échanges entre l'Inde et la Malaisie a diminué de 15,6 % par rapport à la période correspondante de 2019 et est passée à 11,59 milliards d'USD. Les exportations de la Malaisie vers l'Inde ont également diminué de 27,4 % et se sont chiffrées à 6,21 milliards d'USD tandis que les importations de la Malaisie ont augmenté de 3,7 % pour atteindre 5,38 milliards d'USD. Malgré tout, en 2019, l'Inde est restée l'un des 10 principaux partenaires commerciaux mondiaux de la Malaisie et l'une des 10 principales destinations de ses exportations et sources de ses importations.

4.321. L'Inde continue aussi de faire partie des principales sources d'investissements étrangers directs (IED) de la Malaisie depuis 1980. En 2019, 262 investissements approuvés dans le secteur manufacturier ont représenté 2,77 milliards d'USD. Sur ces 262 investissements approuvés, 147 projets d'une valeur de 1,74 milliard d'USD ont été mis en œuvre. Ces investissements étaient concentrés dans les industries extractives, le secteur manufacturier, la construction et les services.

4.322. L'Inde et la Malaisie entretiennent également une relation économique forte et complémentaire dans le cadre de l'initiative bilatérale, à savoir l'Accord global de coopération économique Malaisie-Inde (MICECA). Cela dit, nous prenons note du rapport du Secrétariat sur les modifications fréquentes apportées par le gouvernement indien à ses politiques, qui avaient suscité des inquiétudes concernant la prévisibilité et la confiance des investisseurs à l'égard de l'Inde.

4.323. S'agissant des initiatives régionales, nous saluons la détermination de l'Inde à mener ces initiatives, notamment l'Accord de libre-échange ASEAN-Inde (AIFTA). Nous saluons également la position de l'Inde en ce qui concerne le Partenariat économique régional global (RCEP) et la Malaisie, en tant que membre du RCEP, attend avec intérêt d'accueillir l'Inde dans le RCEP lorsque l'Inde le décidera.

4.324. Sur le plan multilatéral, nous félicitons l'Inde pour la ratification et la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) en 2016, qui a fait de l'Inde le 76<sup>ème</sup> Membre de l'OMC à ratifier l'AFE. Nous notons que l'Inde met actuellement en œuvre ses engagements, en particulier par la création du Comité national de la facilitation des échanges (NCTF). Nous espérons que la mise en place du Plan d'action national pour la facilitation des échanges facilitera effectivement les échanges en Inde.

4.325. Nous nous félicitons aussi de la participation active et de la contribution de l'Inde à l'OMC, en particulier du fait qu'elle a accueilli deux miniréunions ministérielles informelles de l'OMC en 2018 et en 2019 à New Delhi et qu'elle a présenté ou coparrainé des propositions à l'OMC. La Malaisie souhaite encourager l'Inde à rejoindre les diverses initiatives liées à des déclarations conjointes qui sont actuellement menées.

4.326. Les relations diplomatiques entre la Malaisie et l'Inde ont été établies en 1957 et depuis lors les relations entre la Malaisie et l'Inde ont toujours été étroites et amicales. En ce sens, la Malaisie espère que la coopération économique bilatérale sera encore renforcée dans les années à venir pour la prospérité de la population des deux pays. Disons adieu à une année 2020 qui a été source de perturbations et accueillons avec espoir et de façon positive un nouveau départ pour 2021.

4.327. Pour conclure, nous attendons avec impatience les réponses de l'Inde à nos questions que nous examinerons avec le plus grand intérêt. Nous souhaitons à la délégation indienne un EPC fructueux et réussi.

## CHINE

4.328. La Chine souhaite chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde pour cet examen de politique commerciale et remercie la présentatrice, le Président et le Secrétariat pour les efforts qu'ils ont déployés et leurs contributions à cet examen de politique commerciale.

4.329. Aux fins du présent examen, la Chine a posé des questions à l'Inde et attend avec intérêt des réponses rapides de l'Inde.

4.330. La Chine est heureuse de constater que la croissance de l'économie indienne est restée forte pendant la majeure partie de la période considérée, avec une moyenne de 7,4%. Nous notons que les mesures prises par l'Inde à des fins de réforme et de libéralisation ont joué un rôle clé dans ce résultat positif, notamment par l'introduction de la taxe sur les marchandises et les services (GST), des réformes bancaires et la récente législation visant à améliorer la commercialisation et à réduire la réglementation des produits agricoles. Nous encourageons l'Inde à poursuivre ces efforts.

4.331. La Chine salue la participation active de l'Inde aux activités de l'OMC. Pendant la période à l'examen, l'Inde a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges, avec 72 % de ses engagements de la catégorie A mis en œuvre en 2017 et 23% de ceux de la catégorie B à mettre en œuvre en 2022, sans aucune catégorie C. La Chine apprécie aussi l'avis de l'Inde selon lequel les règles commerciales mondiales devraient favoriser le développement économique dans les pays en développement et les efforts de l'Inde pour préserver le traitement spécial et différencié en tant que droits incarnés par l'OMC pour les Membres en développement. Nous apprécions également les efforts déployés par l'Inde pour éliminer les avantages iniques prévus dans l'Accord sur l'agriculture et pour défendre les droits des Membres en développement dans d'autres domaines.

4.332. En ce qui concerne les politiques d'investissement de l'Inde, la Chine salue les efforts déployés par l'Inde pour mettre en place des politiques en matière d'IED favorables aux investisseurs, y compris en ouvrant de nouveaux secteurs et en simplifiant le processus d'approbation de l'investissement étranger. Nous notons la forte augmentation des investissements entrants et sortants que l'Inde a enregistrée, en particulier ses investissements sortants ont triplé entre l'année 2014-2015 et l'année 2018-2019. Nous constatons l'importance des politiques d'investissement ouvertes pour le développement des investissements de l'Inde. En disant cela, nous faisons part de notre profonde inquiétude au sujet de la récente politique révisée en matière d'IED, à savoir la révision de la politique en matière d'investissement étranger direct (IED) visant à freiner les prises de contrôle ou les acquisitions d'entreprises indiennes consécutives à la pandémie de COVID-19. Cette politique s'applique aux pays qui partagent des frontières terrestres avec l'Inde, ou dans lesquels se trouve le propriétaire bénéficiaire d'un investissement en Inde ou dont il est un

ressortissant. Cette mesure n'est pas conforme au principe de non-discrimination de l'OMC et portera assurément atteinte aux intérêts commerciaux de l'Inde et de ces pays. Dans l'intervalle, nous encourageons aussi l'Inde à participer à l'Initiative de l'OMC liée à la Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement.

4.333. En ce qui concerne les politiques en rapport avec le commerce, la Chine salue les efforts déployés par l'Inde pour renforcer la compétitivité de son secteur manufacturier et de son secteur des services en lançant plusieurs initiatives, telles que "Make in India" et l'Initiative Digital India. Toutefois, la Chine reste préoccupée par le fait que certaines des mesures prises ne sont pas compatibles avec les principes de l'OMC et les engagements de l'Inde, par exemple les droits de douane visant certains produits des TIC dépassent les droits consolidés notifiés par l'Inde. Nous sommes également préoccupés par l'application de "mesures de sécurité nationale" au commerce ordinaire qui a entraîné l'interdiction de plus de 200 applications chinoises en Inde. Ces mesures ont aussi eu des conséquences négatives pour la chaîne d'approvisionnement et les consommateurs nationaux.

4.334. Le rapport du Secrétariat montre également que l'Inde a activement recours à des mesures correctives commerciales et indique que l'Inde représente 12% des mesures de sauvegarde de l'ensemble des enquêtes ouvertes par les Membres de l'OMC. Sur les 254 mesures antidumping de l'Inde à la fin de 2019, 58 d'entre elles étaient en place depuis plus de 10 ans. Nous exhortons l'Inde à recourir à des mesures correctives commerciales de manière plus prudente et à éviter de prendre des mesures susceptibles de perturber le fonctionnement normal du marché et la concurrence normale.

4.335. La Chine salue la participation active de l'Inde aux négociations sur les ALE et son intégration régionale. À cet égard, nous encourageons l'Inde à adhérer rapidement au RCEP.

4.336. S'agissant du commerce bilatéral, les échanges entre la Chine et l'Inde ont dans l'ensemble continué d'augmenter pendant la période considérée. D'après les statistiques de la Chine, la valeur du commerce bilatéral a atteint 92,8 milliards d'USD en 2019 contre 70 milliards d'USD en 2015. Il convient de noter qu'étant donné que le commerce mondial a fortement chuté en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, les exportations de l'Inde vers la Chine entre janvier et octobre 2020 ont enregistré une augmentation remarquable de 16,7%. Dans la mesure où il s'agit des deux pays les plus peuplés au monde, malgré quelques interférences, les bons résultats du commerce traduisaient bien le fort potentiel commercial entre la Chine et l'Inde. À cet égard, la Chine attend avec intérêt de travailler avec l'Inde pour renforcer notre coopération commerciale et économique au profit du développement et de la population de nos deux pays et de la région. Nous croyons toujours que demain sera meilleur qu'aujourd'hui.

4.337. Enfin, nous formons le vœu que cet examen de politique commerciale soit couronné de succès.

## PHILIPPINES

4.338. Les Philippines s'associent à la déclaration de l'ASEAN faite par Singapour qui met en évidence le rôle important que joue l'Inde en tant que l'un des principaux partenaires de l'ASEAN en matière de commerce et d'investissement.

4.339. La délégation philippine présente ses félicitations à la délégation indienne dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce à New Delhi, et à M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, représentant permanent de la Mission de l'Inde auprès de l'OMC à Genève, et leur souhaite chaleureusement la bienvenue au septième examen de la politique commerciale de l'Inde. Nous remercions également l'Ambassadrice de la Thaïlande, Mme Sunanta Kangvalkulkij, pour les observations pertinentes qu'elle a formulées en tant que présentatrice et le Secrétariat de l'OMC pour son rapport complet.

4.340. Les Philippines entretiennent avec l'Inde une relation bilatérale dynamique et de longue date qui a été officiellement établie en novembre 1949. L'Inde et les Philippines ont signé un accord commercial en 1979, qui a été renforcé par le partenariat plus poussé entre l'Inde et l'ASEAN en 1992. L'Accord-cadre sur la coopération économique globale entre l'ASEAN et l'Inde a été signé en octobre 2003 et a servi de fondement juridique pour conclure d'autres accords, y compris l'Accord sur le commerce des marchandises, l'Accord sur le commerce des services et l'Accord sur l'investissement qui établissent la Zone de libre-échange ASEAN-Inde (AIFTA).



4.341. Les Philippines et l'Inde ont également le Groupe de travail conjoint Inde-Philippines sur le commerce et les investissements, sous la coprésidence du Secrétaire au commerce de l'Inde et du Sous-Secrétaire au commerce et à l'industrie des Philippines, qui vise à renforcer davantage les flux bilatéraux d'échanges et d'investissements entre les deux économies.

4.342. En 2019, l'Inde se classait au 14<sup>ème</sup> rang des principaux partenaires commerciaux des Philippines, avec un commerce bilatéral total estimé à 2,37 milliards d'USD. L'Inde était aussi le 17<sup>ème</sup> marché d'exportation des Philippines, leur 13<sup>ème</sup> source d'importations et leur 14<sup>ème</sup> source d'investissements approuvés.

4.343. Les Philippines reconnaissent les renseignements actualisés pertinents sur les politiques de l'Inde en matière de commerce et d'investissement pendant la période à l'examen, ainsi que ses réformes structurelles visant à permettre au pays de renouer avec ses objectifs de croissance. Les réformes économiques ont été poursuivies et ont été axées sur l'amélioration de l'efficacité et de l'inclusion, y compris la relance de l'initiative "Make in India". Nous saluons ces évolutions et attendons avec intérêt d'en apprendre davantage sur ces nouvelles politiques dans le cadre de ce processus d'examen de politique commerciale.

4.344. En outre, les Philippines notent, à la lecture du rapport du gouvernement, que l'Inde reste attachée au rôle central de l'OMC en faveur d'un système commercial mondial intégré et participe activement aux efforts visant à préserver et renforcer l'OMC. L'Inde a pris l'initiative d'accueillir deux miniréunions ministérielles informelles à New Delhi, en mars 2018 et en mai 2019, qui ont porté essentiellement sur les discussions concernant la nécessité de préserver et d'améliorer le fonctionnement et la crédibilité du système commercial multilatéral fondé sur des règles, qui est transparent et inclusif, et dont l'objectif fondamental est le développement. Les Philippines saluent l'attachement de l'Inde au système commercial multilatéral et encouragent le pays à poursuivre sa participation constructive aux différents travaux de l'OMC, en respectant ses droits et ses obligations en tant que Membre de l'OMC.

4.345. Les Philippines ont communiqué des questions écrites sur les rapports établis dans le cadre de l'EPC, et nous remercions par avance la délégation de l'Inde pour ses réponses rapides.

4.346. En conclusion, les Philippines espèrent continuer à renforcer leurs relations économiques mutuellement avantageuses avec l'Inde dans le cadre des instances bilatérales, régionales et multilatérales.

#### MAURICE AU NOM DU GROUPE AFRICAIN

4.347. C'est un honneur pour le Groupe africain de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, et à sa délégation, et espérons que la séance d'aujourd'hui sera l'occasion d'un échange riche. Nous profitons de cette occasion pour remercier M. l'Ambassadeur Aspelund, Président de l'OEPC, et la présentatrice, Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij pour leurs déclarations liminaires ainsi que le Secrétariat de l'OMC pour son rapport complet.

4.348. Le Groupe africain félicite le gouvernement indien pour le bond considérable du classement du pays selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. En effet, alors qu'elle était au 142<sup>ème</sup> rang en 2015, l'Inde s'est classée au 63<sup>ème</sup> rang en 2019. Cela montre clairement que les différentes réformes et améliorations de l'environnement commercial qui ont été réalisées ces dernières années, notamment l'introduction de la GST, la mise en place du guichet unique des douanes indiennes et l'accélération de la constitution en société, donnent des résultats positifs.

4.349. Nous constatons également que le secteur des services en Inde, qui représente plus de 50% du PIB de l'Inde, est devenu celui qui contribue le plus à l'économie indienne. L'Inde a considérablement diversifié son marché pour le commerce des marchandises et nous constatons que cela l'a aidée à faire face à l'atonie de la demande mondiale. Malheureusement, les échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique ont diminué ces derniers temps, en dépit du fait que l'Inde et l'Afrique restent étroitement liées.

4.350. En effet, les liens historiques entre le continent africain et l'Inde, qui reposent sur des valeurs communes, un respect mutuel et une amitié durable, se passent d'explications. Nous sommes des partenaires de confiance et fiables comme en témoigne notre dialogue permanent dans le cadre des Sommets du Forum Inde-Afrique.

4.351. Le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, la Zone de libre-échange continentale africaine est devenue opérationnelle. Cette zone constitue un marché immense de 1,3 milliard de personnes et un espace économique d'une grande importance pour le commerce et l'investissement. L'Afrique est prête à réaliser davantage d'échanges commerciaux avec l'Inde lorsque le gouvernement indien mettra en œuvre ses projets visant à faire de l'Inde une économie représentant 5 000 milliards d'USD d'ici à 2024-2025. Nous attendons avec intérêt de travailler ensemble, entre autres, pour améliorer encore l'accès des produits africains au marché indien tout en reconnaissant l'accès en franchise de droits et sans contingent déjà accordé aux PMA africains.

4.352. Diverses nouvelles initiatives prises par l'Inde, y compris l'initiative "Make in India 2.0", le programme "Digital India" et l'initiative "Startup India", semblent être très pertinentes pour l'Afrique. Nous espérons bénéficier de ces expériences au moment où nous nous apprêtons à faire de la Zone de libre-échange continentale africaine un instrument de croissance économique durable qui aidera à intégrer l'Afrique dans la chaîne de valeur mondiale.

4.353. À un moment où la population mondiale et les gouvernements sont encore sous le choc des effets de la pandémie de COVID-19, la récente approbation de certains vaccins par l'OMS et certains organismes nationaux a permis d'espérer de nouveau que nous surmonterons bientôt l'aspect sanitaire de la pandémie si nous pouvons garantir un accès rapide, abordable et équitable aux vaccins et aux traitements. Toutefois, les difficultés de la reprise économique subsisteraient et on attend beaucoup de l'OMC en tant que principal pilier du système commercial multilatéral pour obtenir des résultats tant sur le plan sanitaire que sur le plan de la reprise économique. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par l'Inde et sa contribution à notre tâche commune qui consiste à garantir un système commercial multilatéral équitable, transparent et prévisible. En particulier, le Groupe africain tient à souligner le rôle constructif que l'Inde a joué dans les efforts visant à sortir de l'impasse de l'Organe d'appel, dans les discussions sur les réformes de l'OMC, dans les négociations sur les services, en ce qui concerne le traitement spécial et différencié et les négociations sur les subventions à la pêche et, plus récemment, dans la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC pour soutenir la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19.

4.354. Le Groupe africain espère travailler en étroite collaboration avec la délégation de l'Inde au cours de cette année alors que la CM12 se profile, avec pour objectif général d'obtenir un résultat axé sur le développement, équitable et équilibré à la Conférence ministérielle.

4.355. Le Groupe africain souhaite à la délégation indienne un examen très fructueux.

## MAURICE

4.356. Les relations entre Maurice et l'Inde sont profondément ancrées dans l'Histoire et une multitude de qualificatifs ont été employés pour décrire ces relations tantôt dites uniques, tantôt spéciales. Nous nous contenterons de dire que Maurice et l'Inde ont une histoire en commun et que nous pensons que notre avenir est également lié de diverses façons.

4.357. Nous restons par conséquent très concernés par les politiques de l'Inde en matière de commerce et d'investissement, à la fois à titre d'investisseur et de bénéficiaire des investissements.

4.358. Maurice et l'Inde sont en train de finaliser un Accord global de partenariat économique. Nous sommes déjà parvenus à un accord dans plusieurs domaines, et espérons conclure aussi prochainement le chapitre concernant la coopération économique. Nous pensons que cela nous offrira une base solide permettant de renforcer nos liens économiques et commerciaux.

4.359. S'agissant des rapports, nous félicitons les autorités indiennes d'avoir activement mis en œuvre la politique nationale sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), qui vise entre autres à renforcer le cadre juridique régissant les DPI et les moyens de les faire respecter, et à créer de la valeur par l'exploitation commerciale de ces DPI. La pandémie de COVID-19 a montré le rôle moteur que joue l'Inde, l'un des pays en développement les plus influents, dans la défense d'un système

commercial multilatéral plus équitable, qui prendrait en considération les intérêts de tous les Membres, y compris les petits États en développement. En la matière, Maurice est pleinement favorable à la proposition présentée par l'Inde et l'Afrique du Sud de déroger à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC afin de concourir à l'effort mondial pour faire face à la pandémie. Nous pensons que cela offrirait aux pays en développement la marge de manœuvre nécessaire pour répondre à leurs besoins sans risque de devoir défendre certaines mesures face à des plaintes pour atteinte aux DPI.

4.360. Maurice a toujours soutenu qu'une approche identique pour tous ne peut pas convenir pour le commerce et le développement. La situation unique de l'Inde, avec sa réalité diverse, est un bon exemple. Un pays peut produire suffisamment pour exporter, mais il doit d'abord garantir la sécurité alimentaire de sa population et les moyens de subsistance de ses agriculteurs. C'est notre interprétation du programme Jan Dhan Yojana et d'autres programmes gérés par l'administration centrale et les administrations des États, utilisés comme instruments pour stabiliser les prix intérieurs des produits alimentaires et assurer la sécurité alimentaire. Le cas de l'Inde illustre aussi la manière dont un gouvernement peut s'attaquer aux problèmes de la faim et de la volatilité des prix en utilisant efficacement la détention de stocks publics conformément à l'Objectif de développement durable 2 (ODD 2) – qui appelle à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable.

4.361. Maurice félicite l'Inde pour la forte croissance économique qu'elle a affichée au cours des années qui ont précédé la pandémie et qui a permis l'amélioration de son revenu par habitant et de l'espérance de vie. Nous sommes convaincus que grâce aux différentes réformes engagées, l'économie du pays se remettra rapidement des effets de la pandémie et poursuivra sur la voie du développement.

4.362. Permettez-moi de conclure en souhaitant à la délégation de l'Inde un examen fructueux.

#### RDP LAO

4.363. Tout d'abord, la délégation de la RDP lao voudrait s'associer à la déclaration faite par Singapour au nom de l'ASEAN.

4.364. Au nom de la délégation de la RDP lao, j'aimerais souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde à ce septième examen de sa politique commerciale. Nous sommes convaincus que la réunion en cours contribuera de manière significative à cet examen.

4.365. Nous sommes heureux de constater que la croissance économique de l'Inde est restée soutenue pendant la majeure partie de la période considérée, les progrès accomplis pour transformer l'Inde constituant des moteurs de la croissance économique mondiale. Cependant, on s'attend à ce que la situation actuelle ait de vastes répercussions en Inde comme dans le monde entier.

4.366. L'Inde est le 5<sup>ème</sup> partenaire commercial bilatéral de la RDP lao et notre 4<sup>ème</sup> marché d'exportation le plus important. Notre commercial bilatéral s'est chiffré à près de 126 millions d'USD en 2019 et était dominé par les métaux précieux. Nous sommes convaincus qu'il existe encore un fort potentiel de croissance de nos échanges commerciaux bilatéraux et que ceux-ci continueront de se renforcer.

4.367. Nous sommes d'avis que l'Inde est un acteur clé du commerce mondial et de l'économie mondiale. Nous aimerions profiter de cette occasion pour adresser nos sincères remerciements et félicitations à l'Inde, qui soutient fermement le système commercial multilatéral grâce à sa participation active et sa détermination à faire avancer le Programme de Doha pour le développement, en particulier en accordant le traitement en franchise de droits et sans contingent aux PMA.

4.368. Pour conclure, nous aimerions adresser nos félicitations sincères au représentant permanent de l'Inde, S.E. M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, et à son équipe pour leur travail acharné, et nous souhaitons plein succès à l'Inde pour ce septième examen de sa politique commerciale.

## VIET NAM

4.369. Au nom de la délégation du Viet Nam, j'aimerais souhaiter très chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde, conduite par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, à ce septième examen de sa politique commerciale. J'aimerais aussi remercier le gouvernement indien et le Secrétariat de l'OMC pour les rapports complets qu'ils ont élaborés pour cet examen, en particulier dans les circonstances de la pandémie de COVID-19. Je remercie également S.E. Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, représentante permanente de la Thaïlande, pour ses observations perspicaces et son introduction.

4.370. Le Viet Nam s'associe à la déclaration faite par Singapour au nom de l'ASEAN et aimerait y ajouter les points suivants.

4.371. Premièrement, le Viet Nam partage l'opinion de l'Inde selon laquelle le respect des règles commerciales de l'OMC est la seule solution pour faire face à la crise en cours et elle continuera de jouer un rôle positif en vue d'établir un système commercial multilatéral juste et équitable. Nous constatons avec satisfaction que la croissance économique de l'Inde a continué d'enregistrer un taux assez élevé, de 7,36% par an en moyenne pendant la période à l'examen, et de 4,2% en 2019-2020, en dépit des incertitudes et des tensions commerciales croissantes au niveau mondial et de la crise de COVID-19. Nous félicitons l'Inde pour ces bons résultats obtenus dans un contexte difficile.

4.372. Deuxièmement, ces dernières années l'Inde fait partie des 10 premiers partenaires commerciaux du Viet Nam. Entre 2017 et 2019, le volume de nos échanges bilatéraux a progressé de 27,3% en glissement annuel. Au cours des 11 premiers mois de 2020, le commerce bilatéral a considérablement diminué, n'atteignant que 8,8 milliards d'USD, soit une baisse de 14,4% par rapport à la même période de 2019. La première raison expliquant cette diminution est la pandémie de COVID-19. Cependant, plusieurs mesures prises par l'Inde ont également suscité des inquiétudes. Le Viet Nam, en tant que Membre de l'ASEAN – un partenaire commercial de l'Inde, travaille en étroite collaboration avec ce pays pour trouver des solutions convenables à ces problématiques.

4.373. Troisièmement, le Viet Nam est disposé à coopérer avec l'Inde pour faciliter le développement des chaînes d'approvisionnement régionales et contribuer à faire repartir l'économie, malgré les effets de la pandémie de COVID-19.

4.374. L'Inde est un Membre originel de l'OMC. Nous apprécions grandement ses efforts constructifs pour défendre et préserver le système commercial multilatéral, en particulier en veillant au respect de ses obligations et de ses engagements dans le cadre de l'Organisation et en participant activement à diverses négociations multilatérales et plurilatérales.

4.375. En guise de conclusion, j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier et saluer M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit et son équipe compétente pour l'excellente préparation du présent examen et pour leur participation et leur implication constructives dans les activités de l'OMC. Nous souhaitons à l'Inde un examen fructueux.

## CAMBODGE

4.376. Ma délégation se joint aux autres pour souhaiter très chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde, conduite par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce de l'Inde. Nous remercions aussi Son Excellence Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij pour son analyse instructive des politiques commerciales actuelles et de la performance économique de l'Inde. Nous remercions aussi l'Inde et le Secrétariat pour leurs rapports.

4.377. Le Cambodge s'associe à la déclaration faite par Singapour au nom des États membres de l'ASEAN. Nous reconnaissons le rôle important de l'Inde en tant que partenaire de dialogue de l'ASEAN, qui s'est renforcé après le sommet ASEAN-Inde tenu au Cambodge en 2002. Suite à ce sommet, le commerce et les investissements se sont développés et l'Inde est ainsi devenue en 2018 la sixième source d'investissement étranger direct (IED) la plus importante de l'ASEAN.

4.378. Nous aimerions aussi féliciter l'Inde pour sa performance et son redressement économiques remarquables, qui l'ont fait passer d'une croissance négative à la fin de 2019 à une croissance de 5,2% en février 2020.

4.379. Le Cambodge et l'Inde entretiennent des relations chaleureuses et amicales depuis les années 1950. Les deux pays ont rétabli des relations diplomatiques officielles en 1981.

4.380. Lors de la visite de notre Premier Ministre en janvier 2018, les deux pays ont conclu quatre accords clés pour renforcer leur coopération bilatérale. Ces accords comprennent un mémorandum d'accord sur un programme d'échange culturel et un projet de mise en valeur des ressources en eau. L'Inde et le Cambodge sont aussi convenus de faciliter les échanges dans le cadre de projets de renforcement des capacités à haut niveau. Pour promouvoir les relations commerciales et d'affaires entre nos deux pays, des rencontres bilatérales ont été organisées, par exemple entre notre Premier Ministre et le Ministre indien du commerce, ainsi qu'avec le Ministre cambodgien du commerce au sujet de l'amélioration du commerce et de la connectivité.

4.381. Le commerce entre les deux pays a régulièrement augmenté ces quelques dernières années. En 2019, le commerce bilatéral total a atteint environ 256 millions d'USD, ce qui représente une augmentation de 19% par rapport à 2018, où il était d'environ 207 millions d'USD. Les exportations du Cambodge à destination de l'Inde ont été d'environ 65 millions d'USD et ses importations en provenance de ce pays, d'environ 191 millions d'USD en 2019. Les produits exportés par le Cambodge vers l'Inde comprennent les textiles, les chaussures, le caoutchouc naturel, les bicyclettes, le sel, la pierre et quelques autres produits agricoles comme les fruits, les fruits à coque, les épices et les légumes; les produits importés d'Inde comprennent quant à eux les machines, les pièces automobiles, les médicaments, les produits pharmaceutiques, les fils, le cuir, les préparations alimentaires, le carton et d'autres produits chimiques et des industries mécaniques.

4.382. Nous prenons note de la récente augmentation des investissements indiens. Les principaux investissements de l'Inde interviennent dans les domaines des machines agricoles, de l'électricité, de la construction et des industries extractives. Nous aimerions accueillir davantage d'investissements indiens, en particulier dans l'agro-industrie et d'autres industries à forte intensité de main-d'œuvre.

4.383. Nous remercions la délégation de l'Inde à Genève, conduite par Son Excellence M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, ainsi que son équipe, pour leur amitié et leur coopération appréciable. Nous saluons les efforts de l'Inde et sa participation active aux activités de soutien du système commercial multilatéral fondé sur des règles, ainsi que son soutien à la plupart des questions intéressant les PMA. Le Cambodge aimerait aussi remercier l'Inde d'accorder des préférences commerciales aux PMA, y compris des droits de douane préférentiels, le traitement en franchise de droits et sans contingent pour environ 94,2% du tarif douanier (mentionné au paragraphe 2.27 du rapport du Secrétariat), et des règles d'origine préférentielles. Nous aimerions encourager l'Inde à offrir aux PMA d'autres mesures d'assistance technique, afin de renforcer leur intégration dans le système commercial mondial, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

4.384. Enfin, nous nous engageons à travailler en étroite collaboration avec l'Inde au niveau bilatéral comme au niveau multilatéral, afin de renforcer notre coopération en vue de la croissance et du développement économiques.

4.385. Je souhaite à l'Inde un septième examen de politique commerciale fructueux.

#### URUGUAY

4.386. L'Uruguay salue chaleureusement la délégation de l'Inde, conduite par le Secrétaire au Département du commerce M. Anup Wadhawan, à l'occasion de ce septième examen de sa politique commerciale. Nous remercions également la représentante permanente de la Thaïlande, Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, pour sa présentation, ainsi que le Secrétariat, pour son rapport complet.

4.387. L'Inde est un acteur important de l'économie mondiale et du système commercial multilatéral. Pendant la période à l'examen, elle a affiché un taux de croissance économique remarquable, de 7,4% en moyenne jusqu'à 2018/2019, assorti d'une amélioration de certains indicateurs, comme le revenu par habitant et l'espérance de vie; cette croissance a toutefois ralenti et le pays a été durement touché par les effets de la crise liée à la COVID-19.

4.388. Le pays a maintenu sa stabilité macroéconomique, l'inflation étant maîtrisée et les flux entrants d'IED atteignant un niveau record, et le gouvernement a tout un programme de réformes de modernisation destinées à assurer l'inclusivité de la croissance. À cet égard, l'Uruguay encourage l'Inde à poursuivre ses efforts de réforme en vue d'une plus grande ouverture, afin qu'elle puisse continuer d'améliorer les niveaux de revenu et la qualité de vie de sa population.

4.389. S'agissant des relations bilatérales entre nos deux pays, pendant la période à l'examen, notre commerce de marchandises a fluctué entre 151 millions d'USD en 2016 – son niveau le plus bas, et 198 millions d'USD en 2018 – son niveau le plus élevé, la balance commerciale étant largement en faveur de l'Inde. Nos exportations à destination de l'Inde ont atteint en moyenne près de 14 millions d'USD par an, enregistrant une baisse ces dernières années, la laine et le bois étant les principaux produits concernés. Les importations en provenance de l'Inde ont atteint en moyenne 163 millions d'USD par an, les principaux produits concernés étant les automobiles, les machines et les appareils électriques, et les matières plastiques.

4.390. Les investissements indiens en Uruguay ont considérablement augmenté ces dernières années, en particulier dans le secteur des services, d'importantes entreprises comme Tata Consultancy Services opérant dans notre pays dans le domaine des technologies de l'information et des services fournis aux entreprises.

4.391. Le MERCOSUR et l'Inde ont un Accord commercial préférentiel limité, entré en vigueur en 2009, dont l'Uruguay espère qu'il pourra être élargi prochainement, afin de contribuer à augmenter de manière significative les échanges de produits qui présentent un intérêt pour les parties, et d'exploiter ainsi le potentiel existant.

4.392. À cet égard, l'Uruguay souhaite toujours exporter des agrumes et des pommes vers le marché indien et espère que les procédures d'autorisation phytosanitaire correspondantes aboutiront dès que possible.

4.393. L'Inde et l'Uruguay s'entendent sur la grande importance qu'ils accordent à l'OMC et à son rôle central dans le système commercial multilatéral fondé sur des règles, ainsi qu'à la nécessité de résoudre les problèmes qu'elle connaît aujourd'hui. Dans ce contexte, nous reconnaissons une fois encore combien il est important de disposer d'un système de règlement des différends pleinement en mesure de fonctionner, et doté d'un Organe d'appel indépendant et impartial.

4.394. Parallèlement, nous sommes en accord avec l'objectif d'avoir, y compris dans le domaine de l'agriculture, des règles commerciales multilatérales qui favorisent le développement économique des Membres au sein d'un système commercial équitable et axé sur le marché. Nous nous réjouissons à l'avance de travailler avec l'Inde et les autres Membres de l'OMC à l'obtention de résultats en la matière à la douzième Conférence ministérielle et après, y compris dans des domaines clés comme le soutien interne et l'accès aux marchés dans le secteur de l'agriculture, et la mise en œuvre urgente d'un accord ambitieux sur les subventions à la pêche, dont les disciplines apporteraient une contribution tangible à l'objectif de durabilité poursuivi.

4.395. Nous tenons à souligner le fait que l'Inde a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges en 2016 et qu'elle a créé un cadre institutionnel national pour mettre en œuvre ses engagements. Elle a aussi adopté plusieurs mesures qui ont eu des effets positifs sur l'environnement commercial, y compris la mise en place d'un guichet douanier unique et d'un programme numérique d'opérateurs économiques agréés, l'optimisation des procédures de dédouanement et la réalisation de contrôles après dédouanement en fonction des risques.

4.396. Cependant, l'Uruguay note que l'Inde a toujours recours à des instruments comme les droits de douanes, les prix minimaux à l'importation, les restrictions à l'importation et à l'exportation et les prescriptions en matière de licence pour réguler le commerce et le marché intérieur. La modification fréquente des droits de douane et des autres instruments de politique commerciale génère de l'incertitude pour les opérateurs économiques. En particulier, il a été dit que la moyenne des droits appliqués avait augmenté en 2020/20201, les produits agricoles comptant parmi les produits les plus protégés. Parallèlement, l'Inde accorde actuellement des subventions considérables à la production de denrées alimentaires et à leur vente sur le marché intérieur, mais aussi sur les marchés internationaux.

4.397. L'Inde a récemment été le premier Membre à invoquer la clause de paix énoncée dans la Décision ministérielle de Bali sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, après avoir dépassé le niveau de soutien autorisé pour le riz en 2018/2019. Étant donné la portée de cette mesure, l'Uruguay s'associe aux Membres ayant exprimant la volonté de disposer, pour tous les produits concernés, de tous les renseignements nécessaires pour évaluer sa conformité avec les conditions énoncées dans la Décision ministérielle de Bali, et compte sur la collaboration de l'Inde en la matière.

4.398. De plus, en ce qui concerne la mesure annoncée par l'Inde aux fins de la certification de l'absence d'éléments génétiquement modifiés dans plusieurs produits importés, l'Uruguay souhaite profiter de cette occasion pour rappeler combien il est important de veiller à ce que les mesures adoptées pour assurer la sécurité alimentaire et sanitaire soient fondées sur des principes scientifiques et appliquées en prenant en considération l'objectif de minimiser les effets négatifs pour le commerce, conformément à l'Accord SPS.

4.399. Dernier point, et non des moindres, nous reconnaissons l'importance considérable des MPME dans l'économie indienne, comme en témoignent les politiques de soutien appliquées en leur faveur au niveau national et au niveau des États, mentionnées dans le rapport du Secrétariat. Nous invitons donc l'Inde à se prononcer en faveur de l'ensemble des recommandations récemment approuvées par le groupe de travail informel sur les MPME, dans l'espoir que ces recommandations aient un effet bénéfique sur le commerce en Inde. Nous tenons aussi à rappeler que le Groupe de travail informel est prêt à accueillir l'Inde, et nous sommes convaincus qu'elle sera à même de contribuer de manière significative aux travaux du Groupe.

4.400. Pour conclure, nous aimerions rappeler combien nous nous félicitons de cette nouvelle possibilité de discuter des pratiques commerciales de l'Inde, tout en remerciant l'équipe de la mission à Genève, conduite par M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, pour son travail et sa participation active à l'Organisation. Nous lui souhaitons une conclusion satisfaisante du présent examen.

## SRI LANKA

4.401. Le Sri Lanka souhaite la bienvenue à la délégation de l'Inde, conduite par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce de l'Inde, à ce septième examen de sa politique et de ses pratiques commerciales, celui-ci participant à la présente réunion avec son équipe depuis New Delhi, en raison de la situation sanitaire mondiale actuelle. Nous remercions la présentatrice Mme l'Ambassadrice Sunanta pour son rapport ainsi que le Secrétariat de l'OMC et le gouvernement indien, pour les rapports complets qu'ils ont fait parvenir aux délégations en amont de la présente réunion.

4.402. C'est avec beaucoup d'intérêt que ma délégation note les progrès économiques continus de l'Inde, malgré un léger ralentissement intervenu à la fin de la période considérée. La forte croissance économique, dont le taux moyen a été de 7,4%, en atteste clairement. Bien que la politique commerciale globale de l'Inde n'ait que peu changé pendant la période à l'examen, il convient de noter les récentes réformes intervenues dans les différentes activités économiques, y compris les réformes fiscales et celles opérées dans les secteurs de la banque et de l'agriculture. Nos négociants restent préoccupés par les changements fréquemment apportés aux mesures et aux instruments de politique commerciale en vertu de diverses circulaires et notifications, en particulier en rapport avec les accords libre-échange, ce qui engendre de l'incertitude pour nombre d'entre eux.

4.403. En dépit de déconvenues mineures, l'Inde est parvenue à rester un acteur important sur la scène commerciale mondiale tout en étant l'un des partenaires commerciaux les plus importants de nombreux pays, y compris son voisin le Sri Lanka. L'Inde est le 3<sup>ème</sup> marché d'exportation pour les produits sri-lankais, avec une part moyenne de 6,5%, et la 2<sup>ème</sup> source d'importation, avec une part moyenne de 20%.

4.404. Il y a toujours un écart considérable de 33,2% entre les taux NPF appliqués par l'Inde et les taux consolidés au niveau multilatéral, ce taux étant bien plus important pour les produits agricoles. Une légère augmentation de la moyenne des droits NPF appliqués est observée par rapport à la période à l'examen, et un écart notable de 24,7% demeure entre les moyennes simples des droits appliqués aux produits agricoles et aux produits non agricoles.



4.405. S'agissant du commerce bilatéral total, l'Inde est le premier partenaire commercial du Sri Lanka. La balance commerciale reste en faveur de l'Inde, dont les exportations sont chaque année plus de quatre fois supérieures à celles du Sri Lanka à destination de l'Inde. Près des deux tiers des exportations du Sri Lanka vers l'Inde se font dans le cadre de l'Accord de libre-échange Inde-Sri Lanka (ISFTA) signé en 1998, qui est le premier ALE bilatéral conclu par le Sri Lanka. Les deux pays voisins sont membres de plusieurs accords commerciaux préférentiels régionaux, à savoir l'Arrangement commercial préférentiel de l'Asie du Sud (SAPTA), l'Accord sur la zone de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA), le Système global de préférences commerciales (SGPC), l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) et l'Accord proposé relatif à l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC).

4.406. Les autorités sri-lankaises continuent de travailler avec leurs homologues pour résoudre les problèmes d'accès aux marchés en lien avec l'ISFTA qui empêchent de tirer parti des avantages potentiels du commerce bilatéral de marchandises dans le cadre de cet ALE. Les lignes directrices récemment adoptées en vue de l'application des "règles d'origine" pour les importations dans le cadre des accords commerciaux préférentiels (CAROTAR) font peser une charge supplémentaire sur la plupart de nos exportateurs, qui utilisent les concessions accordées au titre de l'ISFTA pour accéder au marché d'importation de l'Inde.

4.407. Parmi les principaux problèmes traités dans ce contexte, on peut citer le retrait des restrictions quantitatives et des prix minimaux imposés par l'Inde à l'importation de certains produits en provenance du Sri Lanka, les procédures de dédouanement et d'échantillonnage appliquées pour certains produits, les contraintes liées au nombre excessif de documents à fournir, les retards et les questions SPS.

4.408. En outre, des déclarations sont actuellement faites au sujet des différentes mesures correctives commerciales imposées par l'Inde aux produits importés du Sri Lanka. Des négociations et des discussions ont lieu dans différents cadres, y compris la Commission conjointe convoquée au niveau des ministres des affaires étrangères, et le Dialogue sur la politique économique organisé au niveau des secrétaires au commerce pour discuter de ces obstacles.

4.409. Par suite de ces délibérations ininterrompues, en 2016 les deux pays sont convenus d'engager des discussions en vue d'un Accord de coopération économique et technologique. Onze cycles de négociation ont eu lieu jusqu'ici pour discuter des chapitres relatifs aux marchandises, aux services, aux investissements, aux questions SPS et aux OTC, aux mesures correctives commerciales, aux règles d'origine, aux procédures douanières et à la facilitation des échanges, à la coopération économique et technologique, et au règlement des différends.

4.410. Les deux pays ont signé un Accord de coopération douanière en 2015 et un Accord sur la double imposition en 2013. L'Inde est le 3<sup>ème</sup> partenaire d'investissement le plus important du Sri Lanka et le premier pays d'origine des touristes arrivant au Sri Lanka, avec une part de 18,5 % en 2019.

4.411. Pour conclure, ma délégation se félicite de la contribution très appréciée de l'Inde au système commercial multilatéral et de son engagement actif et constructif dans les négociations. En tant que fervent défenseur du système commercial multilatéral, le pays prend une part active dans les délibérations de l'OMC qui présentent un intérêt pour les Membres en développement. L'Inde veille au respect des principaux fondamentaux du système commercial multilatéral dans la formulation de sa politique de commerce extérieur.

4.412. Je tiens également à adresser les sincères remerciements de mon gouvernement pour l'ensemble des mesures d'assistance accordées par l'Inde au Sri Lanka en 2020 pour soutenir ses efforts pour limiter les enjeux de la pandémie de COVID-19. L'annonce récente selon laquelle l'Inde est désormais un fournisseur fiable et économique de vaccins et autres traitements médicamenteux pour lutter contre la pandémie est pour l'ensemble des pays en développement une nouvelle réellement porteuse d'espoir pour l'avenir.

4.413. Pour conclure, nous félicitons grandement M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit et son équipe compétente et dynamique à Genève pour le rôle moteur qu'ils jouent en prenant une part active dans les activités en cours à l'OMC. Ma délégation a énormément bénéficié de cette étroite collaboration et de ces interactions.

4.414. Nous souhaitons sincèrement à la délégation de l'Inde des délibérations fructueuses pour ce septième examen de sa politique commerciale.

#### JAMAÏQUE

4.415. La Jamaïque souhaite chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde conduite par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, à ce septième examen de sa politique commerciale. Nous remercions l'Inde pour son rapport complet et très instructif, qui reflète les efforts soutenus consentis pour l'élaborer. À cet égard, nous souhaitons saluer M. l'Ambassadeur Navnit et l'équipe de la mission permanente de l'Inde auprès de l'OMC.

4.416. La Jamaïque tient aussi à adresser ses remerciements à notre présentatrice Mme l'Ambassadrice Sunanta (Thaïlande) pour les observations précieuses qu'elle a formulées ainsi qu'à l'équipe du Secrétariat de l'OMC pour sa contribution au présent examen. Merci également à vous M. le Président, pour l'expertise avec laquelle vous continuez de guider les travaux de cet organe.

4.417. Nous sommes heureux de participer à la présente réunion, car la Jamaïque et l'Inde ont depuis longtemps des liens d'amitié et de coopération forts, au niveau bilatéral comme au niveau régional et international. Le commerce et l'investissement sont des piliers importants de ce partenariat. Au fil des ans, les échanges commerciaux bilatéraux dynamiques ont en général été en faveur de l'Inde. En 2019, les importations totales de la Jamaïque en provenance de l'Inde ont été évaluées à environ 61 millions d'USD et étaient principalement composées de produits pharmaceutiques et chimiques. En revanche, les principaux produits exportés par la Jamaïque à destination de l'Inde sont les produits alimentaires, l'aluminium et le rhum. Un dialogue dynamique existe aussi à haut niveau entre nos deux pays, dans l'optique de renforcer la collaboration existante, y compris dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et des industries créatives, qui présentent un intérêt particulier pour la Jamaïque.

4.418. Au niveau régional, l'Inde est aussi une alliée de la CARICOM; elle offre en effet à la région une assistance conséquente en matière de renforcement des capacités dans le cadre de son Programme de coopération technique et économique, et accorde à plusieurs États membres de la CARICOM un soutien aux fins de l'aide humanitaire et du développement infrastructurel suite aux dégâts causés par les ouragans Irma et Maria.

4.419. Malgré les difficultés rencontrées sur la scène intérieure comme sur la scène internationale, l'économie indienne a obtenu de bons résultats et affiché une résilience considérable tout au long de la période considérée. En dépit des séquelles socioéconomiques de la pandémie actuelle de COVID-19, le pays devrait malgré tout conserver un taux de croissance positif quoique réduit en 2020, d'environ 4,2% d'après les projections, contre 5,1% en 2019. Cela mérite d'être salué et s'explique par les fondamentaux macroéconomiques solides du pays, y compris au niveau de la gestion monétaire et budgétaire, la forte stabilité politique et les différentes réformes mises en œuvre par le gouvernement dans des domaines comme le commerce, l'agriculture, la fiscalité, la banque et les services aux entreprises.

4.420. S'agissant de la politique commerciale, la Jamaïque félicite l'Inde pour son approche cohérente et stratégique. Nous notons que la stabilité de la politique de commerce extérieur du pays, qui est très intégrée au sein de tout le gouvernement et couvre une période de cinq ans, a grandement contribué à la croissance et au développement économiques positifs de l'Inde et à ses résultats commerciaux, et a renforcé sa participation au commerce international et aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans ce même esprit, l'Inde a, par le biais de plusieurs accords commerciaux, renforcé ses liens avec d'importants partenaires bilatéraux et régionaux en Asie et sur toute la planète.

4.421. Nous notons en outre que l'Inde s'est dûment concentrée sur le renforcement de sa compétitivité et la diversification de son économie, ainsi que sur la consolidation de son régime d'investissement dans le but d'attirer davantage de flux entrants d'investissements étrangers directs. Incontestablement, ces efforts ont conjointement contribué aux progrès considérables enregistrés par l'Inde ces dernières années du point de vue de l'indice mondial de l'innovation et de l'indice de performance logistique et du rapport sur la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

4.422. Sans préjudice de ce qui précède, l'Inde devrait s'employer à renforcer ses mesures actuelles pour accroître la participation des petites et moyennes entreprises et des femmes dans le commerce. Nous notons également, chose importante, que le secteur indien des services, qui est principalement axé sur les services logiciels et les services fournis aux entreprises, est resté le premier moteur de l'économie, tandis que l'agriculture et le secteur manufacturier ont reculé de manière constante. Dans ce contexte, les efforts du gouvernement pour promouvoir une plus grande diversification économique, dans le but de faire progresser ses priorités nationales en matière de développement et ses perspectives commerciales et économiques, devraient rester une priorité. L'Inde devrait en outre chercher à remédier à tous les obstacles au commerce existants susceptibles de faire entrave à la réalisation des objectifs susmentionnés.

4.423. L'Inde est un Membre fondateur de l'OMC et un acteur important du commerce mondial. Elle continue donc d'accorder un degré de priorité élevé aux travaux et aux activités de l'Organisation et au fait de respecter ses obligations y afférentes, de s'y engager de manière constructive et d'afficher un soutien ferme au système commercial multilatéral fondé sur des règles. Ces efforts devraient être poursuivis.

4.424. Ayant ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges en avril 2016, l'Inde a aussi activement mis en œuvre un large éventail de mesures de soutien: un guichet unique des douanes; un Portail électronique des douanes; un nouveau programme des opérateurs économiques agréés; et la livraison directe au port et l'entrée directe au port, pour n'en citer que quelques-uns. L'Inde a aussi fait des efforts considérables, après l'adoption de sa politique nationale sur les droits de propriété intellectuelle en mai 2016, pour renforcer son cadre juridique et administratif national en vue de la réglementation et du respect des droits de propriété intellectuelle et des droits connexes. Ces mesures sont bienvenues et devraient être renforcées.

4.425. Pour conclure, la Jamaïque félicite encore l'Inde pour ses efforts et adresse à sa délégation ses meilleurs vœux de réussite pour ce septième examen de politique commerciale.

#### MYANMAR

4.426. Le Myanmar s'associe à la déclaration faite par Singapour au nom de l'ASEAN.

4.427. Le Myanmar est le seul pays de l'ASEAN qui a une frontière terrestre en commun avec l'Inde et à ce titre, il est un pont entre l'ASEAN et l'Inde, qui en est un partenaire de dialogue stratégique.

4.428. Tout d'abord, nous souhaitons remercier Son Excellence Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij pour ses observations détaillées. Nous souhaitons également la bienvenue à M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit et à la délégation de l'Inde à ce septième examen de politique commerciale.

4.429. Nous remercions aussi le Secrétariat pour son rapport (WT/TPR/S/403) et la délégation indienne pour le rapport du gouvernement (WT/TPR/G/403).

4.430. Le Myanmar et l'Inde entretiennent des relations cordiales depuis des temps anciens. Nous avons aussi en commun une longue frontière terrestre ainsi qu'une frontière maritime. Nous avons de plus de multiples affinités dans les domaines social, culturel et religieux.

4.431. Nous entretenons des relations diplomatiques depuis 1951, auxquelles nous attachons une grande valeur et qui sont renforcées par des visites organisées au plus haut niveau.

4.432. Sur l'invitation du Président de la République de l'Inde, le Président de la République de l'Union du Myanmar a effectué une visite officielle en Inde en février 2020.

4.433. Cette visite à haut niveau est venue renforcer la tradition des échanges de haut niveau, qui symbolisent les liens d'amitié forts entre les deux pays voisins.

4.434. Lors de cette rencontre bilatérale, les dirigeants ont réaffirmé leur détermination à renforcer leur partenariat et à explorer de nouvelles voies de coopération pour développer les relations bilatérales, dans l'intérêt partagé des deux pays et de leur population.

4.435. Ils ont aussi reconnu la nécessité de faire des efforts pour renforcer le commerce bilatéral et les échanges économiques et tirer pleinement parti du potentiel en la matière.

4.436. De plus, les deux parties ont réaffirmé leur forte volonté de consolider leurs relations bilatérales amicales et sont convenues d'intensifier leurs engagements à tous les niveaux.

4.437. Du point de vue du commerce bilatéral, l'Inde est le 4<sup>ème</sup> partenaire commercial du Myanmar après la Thaïlande, la Chine et Singapour. Le Myanmar se félicite aussi de l'augmentation des investissements indiens et a reconnu que l'Inde était le 12<sup>ème</sup> plus gros investisseur étranger parmi les 51 pays ayant des activités commerciales au Myanmar.

4.438. Notre commerce bilatéral a explosé pendant l'exercice financier 2016-2017, mais il a ensuite progressivement diminué du fait du recul des exportations de légumineuses et de haricots à destination de l'Inde.

4.439. À cet égard, le Comité conjoint du commerce Myanmar-Inde est convenu, lors de sa septième réunion tenue virtuellement en novembre 2020, d'améliorer la connectivité, l'accès aux marchés et l'utilisation effective du système de préférence tarifaire en franchise de droits, en vue d'augmenter le commerce bilatéral et d'améliorer la situation socioéconomique.

4.440. Le Myanmar salue les mesures de réforme politique et la stabilité macroéconomique de l'Inde. Nous reconnaissons aussi que le pays a amélioré sa position du point de vue de l'indice de la facilité de faire des affaires et de l'indice de performance logistique de la Banque mondiale et de l'indice mondial de l'innovation.

4.441. Le Myanmar trouve aussi inspirantes les visions du gouvernement indien, de même que son réseau d'infrastructures nationales (2019-2025), un exercice qui mobilise l'ensemble des administrations publiques dans le but de mettre en place une infrastructure de calibre mondial et d'améliorer la qualité de vie de tous les citoyens indiens.

4.442. Avant de conclure, le Myanmar tient à saluer les efforts de l'Inde pour renforcer ses capacités de production de médicaments essentiels et d'équipements médicaux, pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

4.443. Nous souhaitons assurer l'Inde de notre soutien sans faille à ses efforts et reconnaissons l'excellente réputation dont elle jouit dans le domaine de la santé.

4.444. Je souhaite à la République de l'Inde plein succès pour ce septième examen de sa politique commerciale.

## AFGHANISTAN

4.445. C'est pour moi un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui. C'est la première fois que je prends officiellement la parole en tant qu'Ambassadeur et représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'OMC. En cette période où le monde est plongé dans l'incertitude et où le cours normal des choses est perturbé par la pandémie, je crois que l'OMC compte plus que jamais. J'attends avec intérêt de travailler avec vous tous à la consolidation de l'Organisation, en particulier du point de vue du développement.

4.446. L'Afghanistan vous remercie et remercie le Secrétariat d'avoir organisé la présente réunion et d'avoir élaboré ce rapport complet. J'aimerais remercier notre présentatrice, S.E. Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, représentante permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC et de l'OMPI, pour ses remarques perspicaces, et souhaiter la bienvenue aux délégués indiens en poste à New Delhi et à Genève, dirigés par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce.

4.447. Plus particulièrement, nous souhaitons féliciter l'Inde de son septième examen de politique commerciale, et surtout M. l'Ambassadeur Brajendra Navnit, représentant permanent de l'Inde auprès de l'OMC, pour sa volonté politique, ainsi que son équipe compétente, pour leur travail toujours remarquable ici à Genève.

4.448. Nous sommes impressionnés de constater que la croissance économique de l'Inde est restée vigoureuse durant la majeure partie de la période à l'examen, avec un taux moyen de 7,4% jusqu'en 2018/19. La part de l'Inde dans les exportations et les importations mondiales progresse. De même, le pays a amélioré sa position selon les principaux indicateurs économiques et liés à la croissance, comme l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale – grâce à l'amélioration de l'environnement commercial, l'indice mondial de l'innovation et l'indice de performance logistique.

4.449. Nous saluons l'engagement de l'Inde en faveur de la libéralisation du commerce dans le cadre du système commercial multilatéral axé sur l'OMC. Le nombre de réformes qui ont été mises en œuvre depuis le dernier examen de la politique commerciale indienne en 2015 est remarquable. L'adoption de la taxe sur les marchandises et les services et du Code sur l'insolvabilité et la faillite, les réformes bancaires destinées à améliorer la surveillance des banques et des établissements financiers non bancaires et la législation visant à améliorer la commercialisation et à limiter la réglementation des produits agricoles en sont des bons exemples.

4.450. Nous félicitons l'Inde d'avoir ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges en 2016 et d'avoir créé le Comité national de la facilitation des échanges. Cela a permis la mise en application de plusieurs mesures destinées à faciliter les échanges, comme la réduction du nombre de documents requis et l'automatisation des procédures de dédouanement à l'importation et à l'exportation.

4.451. L'Afghanistan accorde une grande valeur à ses relations amicales avec l'Inde. Ces relations sont anciennes et le peuple afghan a un fort sentiment de confiance et d'affinité envers l'Inde qui est parvenue à enregistrer une croissance et un développement économiques rapides. Récemment, les relations Inde-Afghanistan ont été encore renforcées par l'Accord de partenariat stratégique, que les deux pays ont signé en octobre 2011.

4.452. Compte tenu de la proximité géographique et des liens historiques entre les deux pays, l'Inde est naturellement devenue un partenaire commercial de l'Afghanistan et est actuellement son premier marché d'exportation. Le commerce bilatéral total est estimé à 1,5 milliard d'USD pour 2019-2020. Cela représente une augmentation de 200% depuis le dernier examen de politique commerciale de l'Inde et témoigne clairement des efforts efficaces déployés pour faciliter les échanges dans la région. Bien qu'il existe un potentiel énorme de développement du commerce bilatéral, les difficultés en matière de transit constituent un obstacle majeur et nous espérons y remédier dans un avenir proche.

4.453. La mise en service du port de Chabahar Port en décembre 2017 a constitué une initiative importante pour le renforcement du commerce bilatéral entre les deux pays. Ce port a jusqu'ici accueilli plus de 5 000 conteneurs transportant plus de 110 000 tonnes de blé et plus de 2 000 tonnes de légumineuses expédiées par l'Inde vers l'Afghanistan via Chabahar. En 2019, l'Afghanistan a expédié environ 700 tonnes de produits agricoles et minéraux vers l'Inde au départ de ce port.

4.454. En outre, après le succès des première et deuxième éditions de la Foire du commerce et de l'investissement Inde-Afghanistan intitulée "Vers la prospérité" en 2017 et 2018, la troisième édition s'est tenue en septembre 2019 à Delhi. Des contrats commerciaux d'un montant total de 33,6 millions d'USD y ont été signés et des accords précontractuels y ont été négociés, pour un montant de 23,3 millions.

4.455. Compte tenu des difficultés récentes auxquelles le système commercial multilatéral est confronté, l'Afghanistan compte sur le rôle de l'Inde, entre autres, pour préserver un système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles, au centre duquel se trouve l'OMC et qui est transparent et inclusif et dont l'objectif fondamental est le développement. Nous remercions l'Inde d'avoir pris l'initiative d'accueillir deux miniréunions ministérielles informelles à New Delhi, en mars 2018 et en mai 2019 afin de forger un consensus autour de la préservation et de la consolidation de l'OMC. Nous félicitons également l'Inde d'avoir coparrainé deux propositions visant à sortir l'Organe d'appel de l'impasse.

4.456. Nous aimerions remercier l'Inde d'accorder le traitement en franchise de droits et sans contingent aux PMA, conformément à la Déclaration ministérielle de Hong Kong de décembre 2005 de l'OMC.

4.457. Je conclurai ma déclaration en souhaitant à la délégation de l'Inde un examen très fructueux de sa politique commerciale.

## ZIMBABWE

4.458. Nous nous associons à la déclaration faite par Maurice au nom du Groupe africain.

4.459. C'est pour la délégation du Zimbabwe un honneur de participer à ce septième examen de la politique commerciale de l'Inde. Nous saluons M. Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce, et sa délégation, et espérons que la séance d'aujourd'hui sera l'occasion d'un échange riche. Nous remercions l'Ambassadeur Aspelund, président de l'Organe d'examen des politiques commerciales, ainsi que la présentatrice Mme l'Ambassadrice Sunanta, pour leurs déclarations liminaires qui ont rappelé les nombreuses mesures de politique commerciale adoptées par l'Inde pendant la période à l'examen. Nous remercions également le Secrétariat pour son rapport complet et tous les documents et dispositions logistiques concernant le présent examen.

4.460. La délégation du Zimbabwe félicite le gouvernement indien pour la mise en œuvre réussie des réformes relatives à la facilité de faire des affaires, qui ont permis à l'Inde de se classer en 63<sup>ème</sup> position de l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale en 2019. Cela a constitué une avancée remarquable, puisqu'elle n'arrivait qu'en 142<sup>ème</sup> position en 2015. Cette évolution positive prend appui sur des réformes, dont l'adoption de la taxe sur les marchandises et les services, la mise en application du guichet unique des douanes et l'assouplissement des conditions de création d'une société, entre autres.

4.461. Le Zimbabwe et l'Inde entretiennent d'excellentes relations bilatérales. Les liens économiques entre les deux pays remontent au XVII<sup>e</sup> siècle, à l'époque de l'Empire du Monomotapa. Pour ceux qui connaissent l'histoire du Zimbabwe, des liens commerciaux forts existaient à l'époque entre le Royaume du Monomotapa et les marchands indiens dans les domaines des textiles, des métaux, des minéraux, des épices et du sel. Plus récemment, le commerce total entre les deux pays a enregistré un niveau record d'environ 257 millions d'USD en 2015 et a depuis lors diminué, jusqu'à s'établir à 169 millions d'USD en 2019.

4.462. Le Zimbabwe exporte toujours principalement des matières premières non transformées vers l'Inde, tandis que ses importations sont principalement composées de produits pharmaceutiques, de matériel électrique et de produits sidérurgiques. Notre première priorité est d'augmenter et de diversifier les échanges commerciaux et de combler le déficit commercial important entre nos deux pays. De nombreuses entreprises à capitaux indiens sont également présentes au Zimbabwe. Par exemple, le sous-secteur des huiles comestibles est contrôlé à 80% par des entreprises à capitaux indiens et le marché des boissons, à 70%; et les médicaments indiens représentent près de 70% des parts du marché du Zimbabwe.

4.463. La coopération entre entreprises relève de la compétence de la Chambre du commerce Zimbabwe-Inde, créée en 2012, et la coopération technique et le renforcement des capacités interviennent dans le cadre de plusieurs programmes rattachés au Forum Inde-Afrique.

4.464. Nous souhaitons à l'Inde un examen réussi de sa politique commerciale.

## MOZAMBIQUE

4.465. Le Mozambique s'associe à la déclaration faite par Maurice au nom du Groupe africain.

4.466. Le Mozambique souhaite à la délégation indienne la bienvenue à ce septième examen de politique commerciale, délégation dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce. Nous remercions et félicitons le gouvernement indien qui, malgré les difficultés qui se présentent à l'heure actuelle, a continué de participer à la préparation de cet examen de politique commerciale, ce qui démontre clairement son engagement en faveur de la transparence et du respect de ses obligations en tant que Membre de l'OMC.

4.467. Nous remercions le Secrétariat de l'OMC, en particulier la Division de l'examen des politiques commerciales, pour son travail continu en reconnaissant qu'en raison des difficultés découlant de la COVID-19, des efforts continuent d'être déployés pour accélérer les travaux dans ce domaine. Nous

remercions également le gouvernement indien, ainsi que le Secrétariat de l'OMC pour les rapports qui ont fourni des renseignements actualisés sur les changements entrepris par l'Inde non seulement en matière de réformes, mais aussi dans les domaines macroéconomique et social plus vastes. Nous remercions et félicitons S.E. Mme l'Ambassadrice Sunanta (Thaïlande), la présentatrice, pour ses observations très utiles.

4.468. Dans le rapport, nous avons appris que les réformes remarquables menées par le gouvernement visaient à promouvoir non seulement son développement économique et son environnement commercial, mais aussi le domaine social, ainsi que le renforcement des liens bilatéraux et multilatéraux.

4.469. Le présent examen de politique commerciale se tient à un moment où le monde continue de faire face à la crise sanitaire sans précédent due à la COVID-19 qui frappe de plein fouet les économies du monde entier, ce qui nuit à la croissance mondiale et aux progrès en ce qui concerne la réalisation des ODD. Nous saluons le rôle moteur que joue l'Inde pour ce qui est de renforcer le système commercial multilatéral et nous la remercions pour ses liens de solidarité dans différents cadres, dont la coopération Sud-Sud.

4.470. Nous constatons avec inquiétude que, malgré des efforts considérables, les politiques révisées, les réformes et les stratégies mises en œuvre, il n'a pas été facile d'atteindre la croissance prévue en raison de difficultés qui comprennent, entre autres, la pandémie de COVID-19 à laquelle le monde est confronté.

4.471. Les réformes structurelles engagées par le gouvernement pour garantir une croissance inclusive et les mesures adoptées après la flambée de COVID-19 devraient assurer au pays une solide stabilité macroéconomique. Nous félicitons le gouvernement pour les nettes améliorations de l'environnement commercial qui ont permis au pays d'obtenir une meilleure position dans le classement selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale ainsi que dans le classement selon l'indice mondial de l'innovation, pour n'en citer que quelques-uns.

4.472. Nous saluons les évolutions de l'Inde non seulement en ce qui concerne le commerce, l'investissement, la propriété intellectuelle et les secteurs médical et pharmaceutique, mais aussi dans les domaines du développement des infrastructures, de la compétitivité, du logement, de l'accès à une énergie propre et abordable, des soins de santé, des établissements d'enseignement d'envergure internationale, des chemins de fer, de la logistique et de l'entreposage, donc, les domaines économique et social.

4.473. L'Inde et le Mozambique entretiennent des relations chaleureuses et profondes et des liens commerciaux qui datent de plusieurs siècles et sont antérieurs à l'ère coloniale. Sur le plan bilatéral, juste avant l'indépendance, l'Inde et le Mozambique avaient longtemps entretenu des relations remarquables. Depuis l'indépendance en 1975, des relations diplomatiques et de coopération ont été établies entre le Mozambique et l'Inde, dans la mesure où l'Inde avait été l'un des premiers pays à ouvrir une mission diplomatique à Maputo, tandis que le Mozambique avait mis en place sa mission à New Delhi, en Inde, en 2001.

4.474. Le commerce entre l'Inde et le Mozambique fonctionne bien. Les produits d'exportation en provenance d'Inde comprennent des produits pétroliers raffinés et des produits pharmaceutiques, et les exportations du Mozambique vers l'Inde se composent de charbon et de noix de cajou. L'Inde et le Mozambique ont aussi signé plusieurs accords bilatéraux et mémorandums de coopération pour établir des partenariats dans différents secteurs comme l'agriculture, le développement rural, la recherche scientifique et technique, la protection des investissements, la prévention de la double imposition, les petites et moyennes entreprises, les ressources minérales et d'autres secteurs. Une aide a été fournie sous la forme de lignes de crédit assorties de conditions libérales, mises en œuvre par l'intermédiaire de la Banque d'export-import de l'Inde.

4.475. Les projets financés ont été réalisés par l'Inde au fil des ans et ont représenté des montants élevés en dollars EU au Mozambique, dans le cadre d'un soutien qui a permis d'améliorer la production et la distribution d'électricité, l'approvisionnement en eau potable et la production agricole, la remise en état des infrastructures d'irrigation, la construction d'un parc des technologies de l'information, etc. Le principal type de soutien apporté par l'Inde prend la forme de bourses et de possibilités de formation accordées à des étudiants mozambicains en Inde.



4.476. Grâce à l'aide sous forme de dons, l'Inde a contribué à renforcer les capacités des institutions mozambicaines dans des domaines comme l'agriculture, les petites et moyennes entreprises, l'énergie, les routes, la disponibilité de l'eau potable, l'énergie solaire et les technologies de l'information, le projet Tica-Buzi Highway, financé par une ligne de crédit indienne. Les entreprises indiennes exercent leurs activités avec une participation croissante, y compris dans des domaines comme les soins de santé, l'éducation, les produits pharmaceutiques et le tourisme, et font du Mozambique l'une des destinations des investissements sortants indiens en Afrique, même si elles reconnaissent qu'il est encore possible de renforcer la coopération.

4.477. Nous espérons que les réformes aboutiront à des résultats de plus en plus fructueux.

4.478. Pour conclure, nous souhaitons à l'Inde plein succès pour l'examen de sa politique commerciale.

## ÉGYPTE

4.479. Tout d'abord, l'Égypte voudrait s'associer à la déclaration faite par Maurice au nom du Groupe africain.

4.480. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à la délégation indienne, dirigée par M. Anup Wadhawan, le Secrétaire du Département du commerce. Nous aimerions également vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la présentatrice, Son Excellence l'Ambassadrice de la Thaïlande, pour votre excellent travail et vos observations judicieuses. Nous tenons aussi à remercier l'Inde et le Secrétariat de l'OMC pour leurs rapports complets.

4.481. Nous sommes heureux de constater que l'économie indienne a obtenu de bons résultats malgré le contexte difficile sans précédent dû à la pandémie. Selon les estimations, le taux de croissance du PIB sera d'environ 4,2% en 2019-2020.

4.482. Nous félicitons le gouvernement indien pour les réformes structurelles et les initiatives concernant les politiques en matière d'économie et de travail.

4.483. Nous saluons également les efforts qu'il a déployés dans le domaine de la facilitation des échanges, en particulier après la ratification de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges en avril 2016. Il est évident que ces dernières années, les mesures de facilitation des échanges prises par le gouvernement indien ont contribué à réduire drastiquement les délais et les coûts liés au respect des obligations à la frontière et des obligations en matière documentaire en ce qui concerne les exportations et les importations, ce qui a entraîné une nette amélioration du classement du pays, qui est passé à la 68<sup>ème</sup> position pour ce qui est de l'indicateur du commerce transfrontalier dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale alors qu'il se classait à la 126<sup>ème</sup> position en 2015.

4.484. Au niveau bilatéral, l'Égypte et l'Inde ont toujours entretenu des relations culturelles, politiques et commerciales très solides. L'Inde est un partenaire commercial important pour l'Égypte et le renforcement des relations en matière de commerce et d'investissement constitue un pilier important de nos relations bilatérales. Le commerce bilatéral entre les deux pays s'est élevé à 4,5 milliards d'USD en 2019. Il existe énormément de possibilités de développer nos liens commerciaux dans des domaines tels que les textiles, l'automobile, les produits minéraux, les engrais chimiques, les produits pharmaceutiques et l'agriculture.

4.485. Les investissements augmentent également entre nos deux pays, car plusieurs entreprises indiennes exercent des activités en Égypte dans des domaines tels que les textiles, les produits chimiques spécialisés, les produits pharmaceutiques, les produits de consommation, les soins de santé et les pièces détachées d'automobiles. Les entreprises égyptiennes ont également investi en Inde dans des domaines tels que l'électricité, les équipements et le secteur de la construction.

4.486. En conclusion, la délégation de l'Égypte félicite l'Inde pour son attachement au système commercial multilatéral et sa participation constructive aux travaux de l'OMC. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec l'Inde pour développer davantage nos relations en matière de commerce et d'investissement dans l'intérêt mutuel de nos peuples et nous souhaitons à la délégation de l'Inde un EPC fructueux et couronné de succès.

## EL SALVADOR

4.487. El Salvador souhaite se joindre aux Membres qui ont pris la parole avant nous pour remercier l'Inde et la délégation dirigée par le Secrétaire Wadhawan ainsi que tous les fonctionnaires indiens présents aujourd'hui.

4.488. Nous tenons également à remercier Mme l'Ambassadrice Kangvalkulkij (Thaïlande) pour ses observations, ses commentaires et son analyse, qui ont été très pertinents pour cet exercice, ainsi que le Secrétariat pour le rapport présenté.

4.489. Nous notons avec beaucoup d'intérêt le train de mesures visant à faciliter les échanges que l'Inde a mis en œuvre pendant la période à l'examen, en particulier l'utilisation de technologies de l'information pour le système de dédouanement des importations et des exportations, ainsi que le Portail électronique des douanes indiennes et l'interface à guichet unique pour la facilitation des échanges. Nous estimons que l'expérience concernant la mise en œuvre de ces mesures peut être utile à tous les Membres.

4.490. Nous notons aussi que l'Inde a notifié les engagements en matière de services et d'investissement qu'elle a contractés dans le cadre de ses accords avec l'ASEAN et de l'Accord commercial Asie-Pacifique. Étant donné que le secteur des services représente environ 54 % du PIB, nous pensons que ces nouveaux engagements concernant les services et l'investissement seront un outil important pour le développement de l'Inde.

4.491. Le commerce entre l'Inde et les Amériques est assez solide; environ 5,3 % des exportations et des importations de l'Inde sont destinées aux Amériques, à l'exception des États-Unis d'Amérique et du Brésil. En ce qui concerne notre relation bilatérale, ces dernières années, les importations d'El Salvador en provenance d'Inde ont représenté en moyenne un peu plus de 114 millions d'USD et ses exportations ont représenté un peu moins de 5 millions d'USD par an. Parmi les principales importations d'El Salvador en provenance d'Inde figurent les colorants, les véhicules, les motocycles et les médicaments. Ce commerce dépend entièrement des règles négociées à l'OMC.

4.492. Nous nous félicitons de la souplesse dont l'Inde a fait preuve et du soutien qu'elle a reçu de la part du Secrétariat pour la réalisation de cet examen et des travaux ordinaires de l'Organisation.

4.493. Au niveau multilatéral, comme cela est indiqué dans le rapport du Secrétariat, l'Inde a participé activement aux travaux ordinaires des Comités de l'OMC, aux négociations, au règlement des différends, à l'exercice de suivi et aux initiatives plurilatérales.

4.494. Enfin, je voudrais souhaiter à l'Inde plein succès pour cet examen.

## AFRIQUE DU SUD

4.495. Nous aimerions vous remercier, Monsieur le Président, de nous avoir donné la parole et féliciter l'Inde pour le septième examen de sa politique commerciale.

4.496. Nous nous associons à la déclaration du Groupe africain lue par Maurice.

4.497. Permettez-moi de commencer par remercier le Secrétaire du Département du commerce de l'Inde et M. l'Ambassadeur Navnit ainsi que leurs équipes, et de les féliciter pour le travail accompli dans le cadre de la préparation de cet examen. Nous remercions également S.E. Mme Sunantha, l'Ambassadrice de la Thaïlande, pour sa contribution en qualité de présentatrice.

4.498. En tant que Membre fondateur de l'OMC, l'Inde a démontré son attachement à l'OMC. Sa contribution visant à renforcer l'OMC pour garantir un système commercial multilatéral juste et équitable a été remarquable. Surtout, l'Inde s'emploie constamment à réaliser un programme axé sur le développement qui met l'accent sur des questions fondamentales n'intéressant pas seulement les pays en développement mais fait en sorte que le commerce profite à tous. Il s'agit notamment d'un programme de sécurité alimentaire dans le cadre d'une solution permanente à la question de la détention de stocks publics dans le secteur agricole et, d'une manière générale, du fait que l'OMC doit obtenir des résultats concernant la réforme de l'agriculture comme le prévoit l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi que des ADPIC et de la santé publique, en particulier dans le contexte

de la pandémie, par le biais de la proposition relative à la dérogation à l'Accord sur les ADPIC et d'un engagement en faveur du programme de réforme de l'OMC qui favorise le développement et l'inclusion.

4.499. L'Inde et l'Afrique du Sud entretiennent des échanges commerciaux bilatéraux et des liens d'investissements solides et croissants. L'Inde était le quatrième partenaire commercial de l'Afrique du Sud en 2019 avec un commerce total qui se chiffrait à 8,4 milliards d'USD. Le commerce est relativement équilibré, bien que des efforts supplémentaires soient nécessaires pour améliorer la composition et la structure des échanges étant donné que la plus grande part des exportations de l'Afrique du Sud reste les produits primaires. L'Inde est un marché important pour l'Afrique du Sud et nous attendons avec intérêt de travailler avec l'Inde pour accroître nos exportations de produits manufacturés.

4.500. Nous notons à la lecture du rapport du Secrétariat que pendant la période considérée, un certain nombre de réformes ont été mises en œuvre par l'Inde, y compris l'introduction de la taxe sur les marchandises et les services (GST) pour harmoniser la fiscalité indirecte qui a été un sujet de préoccupation pour nos négociants. La complexité du tarif douanier demeure également un sujet de préoccupation pour nos négociants. Nous nous félicitons aussi de la promulgation de la législation visant à améliorer la commercialisation des produits agricoles et à réduire leur réglementation. Il est important de noter que la politique commerciale est restée globalement inchangée, ce qui favorise la prévisibilité du commerce.

4.501. La pandémie de COVID-19 a des conséquences dévastatrices sur de nombreuses économies, il est louable que l'on s'attende à ce que l'Inde enregistre une croissance positive, quoique plus faible que ce qui était initialement prévu. Cela montre qu'il est nécessaire que l'OMC apporte une réponse à la COVID-19 globale et axée sur la croissance qui prend en compte les conséquences sans précédent de la crise.

4.502. Étant donné les inégalités croissantes entre les pays et à l'intérieur des pays, nous estimons que les politiques d'inclusion économique qui ont été adoptées pour réduire la détresse des populations rurales, favoriser la sécurité alimentaire et soutenir les agriculteurs sont une évolution notable. Compte tenu des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire, il est important de réfléchir à un programme axé sur la sécurité alimentaire à l'OMC dans le cadre de la réforme de l'agriculture. L'échange de données d'expérience sur les politiques nationales mérite d'être envisagé car il peut donner lieu à un débat enrichissant sur les mécanismes qui favorisent une croissance et un développement inclusifs, ce qui devrait être la priorité de l'OMC compte tenu des différences de niveaux de développement et de la diversité de ses Membres.

4.503. Nous constatons également que la part du secteur manufacturier dans le PIB de l'Inde est tombée de 16,3% en 2014-2015 à 15,1% en 2019-2020. La balance du commerce des produits manufacturés de l'Inde a présenté un déficit pendant la période considérée, la croissance des importations dépassant celle des exportations. Cela souligne la nécessité d'une stratégie ciblée visant à augmenter la part du secteur manufacturier.

4.504. Le recul des importations en provenance d'Afrique de 8,7% en 2014/15 à 8% en 2018/19 est préoccupant. Nous espérons que lorsque que l'Inde mettra en œuvre la Politique manufacturière nationale, elle envisagera de créer des chaînes de valeur stratégiques et mutuellement avantageuses avec les pays africains qui contribueront à une croissance et un développement durables et qui encourageront les deux parties à monter dans la chaîne de valeur. Cela est particulièrement important dans la mesure où les échanges dans le cadre de la ZLECAf ont débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2021. De ce fait, les droits de douane frappant divers produits visés par les règles d'origine convenues seront considérablement réduits ou supprimés, ce qui donnera accès à un plus grand marché de plus d'un milliard de personnes. Les obstacles non tarifaires seront aussi traités au moyen d'un mécanisme spécifique mis en place pour permettre aux négociants de signaler les obstacles non tarifaires. La mise en œuvre de la ZLECAf offre donc des possibilités de libérer la croissance pour les deux parties.

4.505. S'agissant des investissements, nous notons le rôle qu'ont joué les droits de douane pour continuer d'attirer l'IED dans le secteur automobile, ce qui, comme l'indique le rapport du Secrétariat, est dû en partie à l'importance du marché intérieur et aux droits relativement élevés. Cela souligne l'importance d'une politique commerciale stratégique qui utilise les droits de douane de manière sélective comme un instrument de politique important pour attirer les investissements dans des secteurs clés de l'économie.

4.506. Enfin, nous souhaitons à l'Inde un fructueux examen de sa politique commerciale et sa luons son engagement et sa contribution en faveur d'un SCM fondé sur des règles et du développement de l'Afrique dans le cadre du Forum Inde-Afrique. Nous remercions également le Secrétariat pour son rapport.

## NÉPAL

4.507. Tout d'abord, ma délégation voudrait souhaiter la bienvenue à la délégation de l'Inde dirigée par le Secrétaire au commerce, M. Anup Wadhawan, et saluer ses observations liminaires complètes.

4.508. Nous nous félicitons de la contribution et l'engagement permanents de l'Inde en faveur d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles, juste et prévisible. En témoigne le fait que l'Inde a accueilli deux miniréunions ministérielles informelles pour dégager un consensus au sein du système commercial multilatéral.

4.509. Ma délégation remercie S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij, Ambassadrice de la Thaïlande auprès de l'OMC, pour les observations pertinentes qu'elle a formulées en tant que présentatrice.

4.510. Permettez-moi de féliciter le gouvernement indien pour son rapport complet et le Secrétariat pour son rapport détaillé concernant l'examen de politique commerciale de l'Inde.

4.511. À la lecture des rapports, il apparaît clairement que, ces dernières années, l'Inde a pris des mesures importantes pour améliorer ses politiques commerciales et économiques de manière plus inclusive et plus durable.

4.512. Le maintien des bases solides de l'économie, les réformes structurelles en faveur d'une croissance inclusive, la stabilité macroéconomique et l'augmentation des flux entrants d'IED, entre autres, ont contribué à la réalisation de l'objectif national de développement socioéconomique du pays.

4.513. D'importantes améliorations de l'environnement commercial se sont traduites par la progression remarquable du pays dans le classement selon l'indice de facilité de faire des affaires, celui-ci étant passé de la 142<sup>ème</sup> position en 2015 à la 63<sup>ème</sup> position en 2019. Les améliorations en matière d'innovation, de performance logistique, de facilitation de l'investissement, de développement des infrastructures et de services financiers inclusifs sont devenues des facteurs importants de la croissance économique de l'Inde.

4.514. Ces étapes laissent présager la réalisation de l'objectif de l'économie indienne qui consiste à atteindre 5 000 milliards d'USD d'ici à 2024-2025.

4.515. Le Népal est ravi d'évoquer les progrès importants de l'Inde pour ce qui est de diversifier son marché des marchandises et d'accroître sa part dans les exportations mondiales de services commerciaux.

4.516. Le Népal félicite le gouvernement indien pour sa gestion efficace de la pandémie de COVID-19 et pour les progrès accomplis en ce qui concerne la production de vaccins contre la COVID-19.

4.517. Le Népal apprécie beaucoup le soutien constant que l'Inde apporte au programme des PMA dans le système de l'OMC et ses initiatives visant à accorder différentes aides, en particulier des traitements préférentiels en faveur des PMA tant pour le commerce des marchandises que pour celui des services et un renforcement des capacités.

4.518. Le Népal et l'Inde sont les voisins les plus proches depuis des temps immémoriaux. La relation entre les deux pays repose sur une confiance et une compréhension réciproques, une amitié chaleureuse et de solides bases en matière de coopération. Nos relations bilatérales sont fondées sur l'Histoire, la géographie, la coopération économique, le lien socioculturel et les contacts interpersonnels. Avec le temps, nos liens se sont améliorés grâce à des interactions accrues et à une coopération étroite.

4.519. Il existe un certain nombre de mécanismes permettant de renforcer la coopération bilatérale qui portent sur des domaines variés tels que la coopération commerciale et économique, la connectivité et les ressources en eau.

4.520. Ma délégations tient à saluer le soutien important que l'Inde a apporté au Népal, principalement en matière de développement des infrastructures, y compris les infrastructures transfrontières et les infrastructures logistiques commerciales, de technologies de l'information et de la communication, et de renforcement des capacités, ainsi que dans certains secteurs sociaux essentiels tels que la santé, l'éducation et la mise en valeur des ressources humaines.

4.521. Le Népal accorde de l'importance au soutien apporté par l'Inde pour moderniser et améliorer les infrastructures commerciales aux postes frontière, renforcer la connectivité en reliant les pôles commerciaux par des routes, des voies ferrées et des voies navigables, et faciliter le processus de transit.

4.522. Le partenariat du Népal avec l'Inde dans les domaines du commerce et du transit est de la plus haute importance pour le Népal.

4.523. Les secteurs public et privé de l'Inde ont investi au Népal et l'Inde est l'une des plus grandes sources d'investissement au Népal.

4.524. Je profite de l'occasion pour exprimer la reconnaissance du Népal au gouvernement indien pour avoir assuré un approvisionnement ininterrompu en marchandises et pour avoir maintenu en service les points de transit pendant la période de pandémie et de confinement.

4.525. Les installations de transit fournies par l'Inde ont joué un rôle essentiel pour développer le commerce d'un pays sans littoral comme le Népal.

4.526. Les statistiques commerciales mettent en évidence une augmentation phénoménale du volume des échanges bilatéraux au fil des ans. L'Inde est le premier partenaire commercial du Népal – que ce soit pour les importations ou les exportations de marchandises, leurs échanges représentant environ 62% du commerce total du Népal pendant l'exercice 2019/20.

4.527. Le Népal est le deuxième partenaire commercial de l'Inde en Asie du Sud et l'une des dix principales destinations d'exportation des marchandises indiennes sur le marché mondial.

4.528. Le Népal a importé diverses marchandises provenant d'Inde pour un montant d'environ 735 milliards de roupies népalaises, mais ses exportations vers l'Inde n'ont représenté qu'environ 70 milliards de roupies népalaises au cours du même exercice, ce qui s'est traduit par un déficit commercial d'environ 665 milliards de roupies népalaises qui représente 60,5% du déficit commercial total du Népal.

4.529. Le déficit commercial croissant du Népal avec l'Inde souligne la nécessité d'une collaboration et d'un partenariat enrichis entre les deux pays dans les domaines du commerce et de l'investissement dans notre intérêt mutuel.

4.530. Ma délégation se rappelle avec plaisir la récente réunion du Comité intergouvernemental des Secrétaires au commerce lors de laquelle les deux parties ont examiné un large éventail de questions d'intérêt commun en rapport avec le commerce, le transit, l'investissement et une plus grande intégration économique. Les résultats positifs de cette réunion pour mettre à jour le mécanisme existant des relations bilatérales en matière de commerce et de transit, et la modernisation des infrastructures aux frontières et des infrastructures logistiques commerciales sont très importants pour réaliser de nouveaux progrès dans ces domaines dans l'intérêt de nos deux pays.

4.531. Outre la coopération bilatérale, les deux pays se sont profondément impliqués dans les cadres régionaux et sous-régionaux de l'ASACR, de la BIMSTEC et du groupe BBIN pour renforcer la coopération en vue d'une plus grande intégration économique en exploitant collectivement les possibilités et les complémentarités qui existent dans la région.

4.532. Ma délégation souhaite que l'examen de politique commerciale de l'Inde soit couronné de succès.

## TCHAD AU NOM DU GROUPE DES PMA

4.533. Au nom du Groupe des PMA, la République du Tchad souhaite féliciter vivement la délégation de l'Inde pour la tenue de son septième Examen des politiques commerciales à l'OMC. Nous félicitons également S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij, Ambassadeur de la Thaïlande, pour son excellent travail réalisé en tant que présentateur, ainsi que le Secrétariat de l'OMC pour l'établissement de son rapport.

4.534. L'Inde est un acteur majeur du commerce mondial et un fervent défenseur d'un système multilatéral robuste, basé sur des règles, juste, transparent et inclusif. Comme le reste du monde et des Membres de l'OMC, l'Inde traverse aujourd'hui une situation économique difficile du fait des effets de la pandémie de COVID-19 et des restrictions sur les activités et les déplacements qui nous touchent.

4.535. Toutefois, en remontant la période d'examen sur les cinq dernières années, depuis 2015, les chiffres montrent une économie indienne solide, en croissance, et en amélioration progressive de ses fondamentaux. Cela se perçoit notamment à travers l'augmentation recensée des exportations, des importations, du niveau de flux d'investissements entrants, ainsi qu'à travers l'amélioration significative du climat des affaires et de la facilité d'entreprendre, la facilitation des investissements selon son classement Doing Business de la Banque mondiale, classant l'Inde de la 142<sup>ème</sup> position à la 63<sup>ème</sup> position en 2020.

4.536. Ainsi, les fondamentaux de l'économie indienne demeurent solides face à la crise actuelle avec, en outre, un faible niveau d'endettement, une inflation maîtrisée, et des réformes structurelles engagées pour améliorer l'efficacité du secteur privé et augmenter les recettes publiques.

4.537. S'agissant des relations de commerce avec les PMA, notre Groupe à l'OMC se félicite des initiatives prises par l'Inde, en particulier depuis la Conférence ministérielle de Hong Kong en 2005, pour développer les échanges commerciaux et l'accès au marché.

4.538. Les préférences accordées par l'Inde aux PMA touchent aussi bien l'accès au marché en franchise de droits et sans contingent, un accès facilité pour les fournisseurs de services issus de PMA, de même que la mise en place de règles d'origine préférentielles répondant à la décision de Nairobi en 2015.

4.539. Ce sont des éléments de traitement spécial et différencié fondamentaux pour notre Groupe, en reconnaissance des contraintes et des difficultés particulières auxquelles nous faisons face pour mieux nous intégrer au commerce mondial.

4.540. Nous espérons que les acquis pourront se consolider dans le futur. Le Groupe des PMA apprécie vivement les soutiens que l'Inde est en mesure d'apporter aux PMA dans le cadre des négociations en cours à l'OMC et dans le cadre des travaux des organes ordinaires.

4.541. Tout comme l'Inde, le Groupe des PMA souhaite l'existence d'un système commercial multilatéral solide, basé sur des règles, juste, transparent et inclusif. Nous aspirons également à une croissance et à un développement durable bénéficiant à nos populations.

4.542. Enfin, nous escomptons un approfondissement fructueux de nos relations de commerce avec l'Inde.

4.543. Le Groupe des PMA saisi cette occasion pour renouveler ses félicitations à l'Inde pour ses initiatives et ses réformes engagées. Nous lui souhaitons un plein succès dans l'avenir et dans le cadre de cet Examen des politiques commerciales.

## TADJIKISTAN

4.544. J'espère que vous et vos familles allez bien et êtes en bonne santé en cette période difficile.

4.545. Le Tadjikistan est heureux de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde et aimerait saluer chaleureusement toute la délégation de l'Inde dirigée par M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce.

4.546. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été établies en août 1992. La coopération bilatérale entre le Tadjikistan et l'Inde s'est développée avec dynamisme grâce aux efforts intenses des deux parties. Le cadre juridique relatif aux relations bilatérales entre les deux États comprend plus de 70 accords et mémorandums d'accord intergouvernementaux et sectoriels.

4.547. La Commission intergouvernementale sur la coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre les deux pays constitue un mécanisme essentiel pour le développement de la coopération économique bilatérale. En 2019, la valeur des échanges entre les deux pays a atteint 24,262 millions d'USD. Dans la mesure où l'intensification de la coopération commerciale sert les intérêts des deux États, il est important de tirer parti des possibilités existantes de développement des relations commerciales entre le Tadjikistan et l'Inde.

4.548. Nous saluons les efforts qu'ont consentis le gouvernement indien et le Secrétariat pour produire les rapports et remercions la présentatrice pour ses éclairages. Ces rapports donnent des renseignements détaillés sur l'évolution de la politique économique et commerciale de l'Inde depuis son dernier examen.

4.549. Ce septième examen de la politique commerciale de l'Inde offre une excellente occasion de mieux comprendre son régime de commerce et d'investissement. La République du Tadjikistan félicite l'Inde pour les remarquables résultats obtenus depuis son dernier EPC. La croissance économique de l'Inde est restée forte pendant la majeure partie de la période considérée, avec une moyenne de 7,4% jusqu'en 2018/19.

4.550. Nous saluons les efforts de l'Inde, en particulier pour faire avancer les discussions relatives à la réforme de l'OMC, et sa participation active à plusieurs initiatives plurilatérales et multilatérales au sein de l'OMC.

4.551. L'Inde est un Membre originel de l'OMC et elle a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) le 22 avril 2016. Elle est Partie à l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information (ATI), mais pas à l'ATI élargi. Elle a le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP). Pendant la période considérée, l'Inde a présenté un certain nombre de notifications à l'OMC.

4.552. Pour conclure, la République du Tadjikistan apprécie vivement les efforts soutenus et la détermination de l'Inde et lui souhaite un examen de politique commerciale fructueux et productif.

## RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

4.553. La République kirghize souhaite la bienvenue à la délégation de l'Inde dirigée par M. Anup Wadhawan (Secrétaire du Département du commerce).

4.554. Nous remercions le Secrétariat de l'OMC et le gouvernement indien d'avoir établi ces rapports complets et détaillés d'examen de la politique commerciale. Nous voudrions également remercier la présentatrice, S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), pour ses observations pertinentes.

4.555. Depuis qu'elle est Membre de l'OMC, l'Inde a fait la preuve de son extrême attachement aux règles de l'OMC et, comme il a été indiqué lors du dernier EPC effectué en 2015, elle a toujours démontré de façon convaincante son engagement en faveur de la libéralisation des échanges dans le cadre du système commercial multilatéral centré sur l'OMC.

4.556. De nombreuses initiatives efficaces ont été prises dans le cadre de l'OMC, parmi lesquelles l'acceptation rapide de l'Accord sur la facilitation des échanges et du Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC.

4.557. La coopération commerciale et économique bilatérale entre la République kirghize et la République de l'Inde se développe de façon régulière et systématique. La République kirghize et l'Inde coopèrent étroitement au niveau bilatéral, et au niveau multilatéral dans le cadre d'autres organisations et initiatives telles que l'ONU, l'Organisation de coopération de Shanghai et l'OMC. Aujourd'hui, l'Union économique eurasiatique et l'Inde mènent un dialogue actif au sujet des possibilités de coopération plus poussée.



4.558. Sur le plan bilatéral, nos pays ont créé un Conseil intergouvernemental sur la coopération commerciale et économique et la coopération scientifique et technique. À ce jour, neuf réunions du Conseil kirghizo-indien ont eu lieu.

4.559. À la suite de la neuvième réunion du Conseil en 2018, nos pays sont convenus de prendre les mesures nécessaires pour renforcer l'interaction entre les exportateurs et les importateurs. Un accord a été trouvé pour augmenter la fourniture de produits agricoles sur les marchés des deux pays.

4.560. Outre l'activité du Conseil, les relations évoluent grâce à l'organisation d'événements visant à développer la coopération avec la participation de fonctionnaires aux plus hauts niveaux.

4.561. En janvier 2019, un forum des entreprises organisé par les chambres de commerce de nos pays a eu lieu en Inde. Lors du forum, les entrepreneurs indiens ont été informés des travaux menés par la République kirghize pour créer des conditions propices aux activités d'investissement, ainsi que pour développer les liens économiques bilatéraux avec l'Inde. Le Ministre des affaires étrangères de la République kirghize s'est entretenu séparément avec des représentants des milieux d'affaires indiens qui souhaitent mettre en œuvre des projets entrepreneuriaux dans les domaines de l'industrie légère, de la médecine, du tourisme, des technologies de l'information, de l'agriculture et des programmes d'enseignement. Pour leur part, les entreprises indiennes ont manifesté leur volonté de faire des affaires en République kirghize.

4.562. Parmi les derniers événements les plus remarquables en ce qui concerne les relations bilatérales, le forum des entreprises s'est tenu en juin 2019 avec la participation du Président du Kirghizistan, Sooronbay Jeenbekov, et du Premier Ministre indien, Narendra Modi. Lors du forum, il a été indiqué que les pays n'utilisent pas pleinement les possibilités existantes en matière de commerce. La République kirghize a dit qu'elle souhaitait accroître les exportations de produits biologiques et assurer les conditions nécessaires aux entreprises indiennes. Nous espérons que les efforts déployés pour renforcer le commerce et les accords conclus entre les parties donneront de l'élan pour élaborer des projets communs dans divers secteurs de nos pays tels que le tourisme, les soins de santé, l'énergie, les technologies de l'information et l'agriculture.

4.563. Nos pays ont établi des liens commerciaux mutuellement bénéfiques. Entre 2016 et 2019, la dynamique des échanges a été positive.

4.564. Les importations du Kirghizistan en provenance d'Inde ont augmenté de 85 % entre 2016 et 2019.

4.565. Les produits de l'industrie chimique (produits pharmaceutiques, parfums et cosmétiques) représentent la part la plus importante des importations en provenance d'Inde. Par ailleurs, les produits du génie mécanique, les produits de l'industrie légère (textiles et chaussures) et les produits alimentaires (thé, café, épices, riz) sont beaucoup distribués sur le marché kirghiz.

4.566. Les exportations du Kirghizistan vers l'Inde ont augmenté de 30 % entre 2016 et 2019.

4.567. Les exportations du Kirghizistan vers l'Inde se composent aujourd'hui de fruits secs, de haricots, de miel, de plantes médicinales, de produits carnés et de produits à base de poisson, de cuir tanné et de produits de l'industrie de la défense.

4.568. S'agissant des services, il convient de noter que le tourisme, l'éducation et les services informatiques sont susceptibles d'accroître la part du commerce des services.

4.569. La République kirghize souhaite poursuivre cette coopération économique fructueuse et approfondir les relations commerciales et économiques avec l'Inde.

4.570. La République kirghize souhaite à l'Inde un septième examen de politique commerciale couronné de succès.

---

## RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

4.571. La délégation de la République bolivarienne du Venezuela salue la présence du Secrétaire du Département du commerce, M. Anup Wadhawan, et de la délégation qui l'accompagne.

4.572. Nous voudrions remercier la présentatrice, l'Ambassadrice de la Thaïlande auprès de l'OMC, Mme Sunanta Kangvalkulkij, pour son analyse qui fournit un contexte, ainsi que le Secrétariat pour son travail remarquable.

4.573. Nous commençons cette intervention en soulignant les liens d'amitié et de coopération commerciale stratégique qui unissent notre pays et l'Inde depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1959 et qui se caractérisent par la cordialité, la complémentarité et le respect de l'autodétermination des peuples. Nous partageons des visions communes concernant le développement et la construction d'un monde multiculturel et multipolaire.

4.574. Dans ce contexte, nous rappelons la visite du Président Hugo Chávez en Inde en mars 2005, un rapprochement Sud-Sud entre les deux peuples et les deux gouvernements, lors duquel d'importants accords ont été signés dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures, ainsi que dans ceux de la santé, de l'agriculture et du transport aérien et dans le domaine culturel, pour lesquels une Commission mixte a été créée.

4.575. Sur la base du rapport présenté par l'Inde pour cet examen de politique commerciale, nous soulignons les indices présentés par l'Inde à un moment où le monde assiste à une crise sanitaire sans précédent provoquée par la COVID-19. Nous observons que les fondamentaux de l'économie indienne restent solides, ce qui a permis au pays de maintenir la stabilité macroéconomique.

4.576. Nous nous félicitons aussi des progrès accomplis par l'Inde pour augmenter la capacité de production de médicaments essentiels et d'autres matériels afin de soutenir les systèmes de soins de santé dans le monde entier. Nous espérons que cet exemple continuera d'être reproduit aux quatre coins de la planète.

4.577. Dans notre cas particulier, depuis 2019, plusieurs entreprises pharmaceutiques indiennes ont obtenu les permis nécessaires pour exercer des activités au Venezuela. Cette relation commerciale avec des entreprises privées a été maintenue avec succès et a joué un rôle déterminant pour affronter le blocus acharné que le gouvernement des États-Unis a imposé unilatéralement au Venezuela.

4.578. Il convient de noter que l'Inde et le Venezuela ont établi des relations commerciales pour la prospection et la production pétrolières dans notre pays. Le Ministre indien du pétrole, Dharmendra Pradhan, a récemment déclaré que l'Inde cherche à diversifier ses importations de pétrole brut, y compris la reprise des achats auprès du Venezuela.

4.579. L'Inde importe beaucoup de produits du Venezuela, parmi lesquels figurent les combustibles minéraux, les huiles minérales et les produits de leur distillation, les matières bitumineuses, les cires minérales, le fer et l'acier, l'aluminium, les plantes comestibles et certaines racines et certains tubercules, le cuivre et les ouvrages en cuivre, et le plomb et les ouvrages en plomb.

4.580. Les principaux produits exportés par l'Inde vers le Venezuela sont les huiles minérales et les produits de leur distillation, les matières bitumineuses, les produits pharmaceutiques, le coton, les réacteurs nucléaires, les chaudières, les machines, appareils et engins mécaniques, les machines, appareils et matériels électriques, les appareils d'enregistrement ou de reproduction du son et de la télévision, les accessoires du vêtement et les produits divers des industries chimiques.

4.581. Nous souhaitons également souligner la coopération de l'Inde avec le Venezuela dans le cadre de l'Alliance solaire internationale, pour promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire dans les pays du monde entier et lutter contre le changement climatique.

4.582. Dans le contexte du processus de réforme de l'OMC, le Venezuela partage avec l'Inde la vision du développement qui devrait prévaloir dans cette Organisation. À cet égard, nous notons le fait que nos pays sont coauteurs du document conjoint intitulé "Déclaration sur le traitement spécial et différencié en faveur du développement" (WT/GC/202/Rev.1), dans lequel nous soutenons la défense et la reconnaissance du principe du traitement spécial et différencié à l'OMC. Un autre élément essentiel est la préservation du principe de la prise de décisions par consensus.

4.583. En outre, nos délégations partagent les mêmes préoccupations au sujet du blocage du processus de sélection de l'Organe d'appel, qui porterait atteinte à l'un des piliers centraux de cette Organisation à savoir l'Organe de règlement des différends, et au sujet de la proposition sur la transparence présentée par les États-Unis conjointement avec d'autres délégations, qui vise à appliquer des mesures punitives et des charges supplémentaires aux pays qui éprouvent le plus de difficultés à respecter leurs engagements en matière de notification.

4.584. Dans le processus des négociations commerciales multilatérales en cours, nous avons des positions similaires sur l'agriculture, y compris la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, ainsi que la défense d'un traitement spécial et différencié dans les négociations sur les subventions à la pêche, y compris la pêche artisanale et de subsistance.

4.585. Dans le contexte de la COVID-19, nos pays sont coauteurs du document intitulé "Proposition de dérogation à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC pour la prévention, l'endiguement et le traitement de la COVID-19" (document IP/C/W/669), qui appelle à accorder à tous les Membres de l'OMC une dérogation à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne la "prévention, l'endiguement ou le traitement" de la COVID-19.

4.586. S'agissant des mesures commerciales appliquées unilatéralement par les États-Unis, le Venezuela et l'Inde sont tous deux préoccupés par les mesures appliquées aux importations de fer et d'aluminium en vertu de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce. Ces mesures sont justifiées par les États-Unis en invoquant un dommage allégué causé à la production d'aluminium. Cependant, en raison des quantités et des conditions des importations, elles auraient dû être appliquées sur la base de l'Accord sur les sauvegardes.

4.587. Il convient de souligner la coopération de l'Inde avec le Venezuela sur les questions relatives à l'OMC, en particulier le programme de formation en Inde à l'intention d'experts vénézuéliens dans le cadre du programme ITEC, dont ont bénéficié des fonctionnaires diplomatiques de notre Mission permanente à Genève.

4.588. Je ne voudrais pas conclure sans souligner l'excellent travail de l'équipe de l'Inde et de son ambassadeur auprès de l'OMC, qui ont joué un rôle moteur important dans l'Organisation.

4.589. Nous souhaitons à l'Inde un examen réussi de sa politique commerciale et nous aimerions conclure notre intervention en réaffirmant les liens d'amitié, de coopération, de complémentarité et de respect de l'autodétermination des peuples qui existent entre nos pays, ainsi que notre engagement commun en faveur de la mise en place d'un système commercial multilatéral solide, équitable et prévisible, reposant sur la solidarité et sur des règles communes et transparentes, qui puisse aboutir à une résolution rapide des préoccupations de la majorité des Membres de cette organisation dans l'intérêt des peuples du monde.

#### ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

4.590. Le Royaume d'Arabie saoudite est très heureux de participer au septième examen de la politique commerciale de l'Inde et tient à souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation de l'Inde, dirigée par S.E. M. Anup Wadhawan, Secrétaire au Département du commerce.

4.591. Le Royaume d'Arabie saoudite souhaite remercier le Secrétariat de l'OMC et le gouvernement indien pour leurs rapports détaillés et complets et remercie également la présentatrice, S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij (Thaïlande), pour ses observations judicieuses.

4.592. Les rapports d'examen de la politique commerciale du Secrétariat et du gouvernement indien soulignent les progrès continus accomplis par l'économie indienne au cours de ces dernières années en termes de croissance du PIB et d'expansion du commerce. Ces progrès ont été réalisés malgré le contexte de crise économique mondiale. La croissance économique de l'Inde est restée forte pendant la majeure partie de la période considérée, avec une moyenne de 7,4% jusqu'en 2018/19.

4.593. Cependant, en dépit de cette impressionnante croissance économique, l'Inde, à l'instar des autres économies mondiales, a été confrontée aux difficultés provoquées par la pandémie de COVID-19. Afin de remédier à ces difficultés, des politiques budgétaires et monétaires sont menées et des mesures à court et à long terme ciblant certains secteurs de l'économie sont prises.

4.594. L'ouverture de son commerce est manifestement une condition *sine qua non* de la poursuite du développement et de la croissance de l'Inde. Il faut féliciter l'Inde pour ses réformes concernant les impôts, le secteur bancaire, l'agriculture, les DPI, le tourisme et le renforcement des capacités numériques. Nous félicitons aussi l'Inde pour ses initiatives comme "Make in India", "Digital India" et "Startup India", la promotion de la diversification des exportations indiennes, la création d'un modèle de coopération de l'Inde avec les principales régions du monde et l'encouragement de l'augmentation des flux d'IED motivés par la recherche d'efficience.

4.595. Cependant, comme l'a souligné le rapport du Secrétariat, l'utilisation importante de mesures correctives commerciales, et de mesures antidumping en particulier. L'Inde a ouvert 233 enquêtes, soit une forte augmentation depuis la période 2011-2014 (juin). Le Royaume d'Arabie saoudite encourage l'Inde à réaffirmer sa détermination à adhérer aux règles et méthodes de base qui limitent l'application des mesures antidumping à la protection de son marché contre le commerce déloyal, en veillant à ne pas fausser les possibilités de concurrence qui devraient bénéficier à tous les participants à notre système de commerce international.

4.596. Le Royaume d'Arabie saoudite et l'Inde sont des partenaires commerciaux importants; leurs liens commerciaux datent de plusieurs siècles. Aujourd'hui, ces relations commerciales bilatérales sont constamment multipliées et encore renforcées par des interactions et une coopération continues. Pour l'année 2019-2020, l'Arabie saoudite est le quatrième partenaire commercial de l'Inde et une source importante d'énergie étant donné que l'Inde importe du Royaume environ 18% du pétrole brut et 30% du GPL dont elle a besoin. La valeur du commerce bilatéral entre les deux pays est estimée à 33,09 milliards d'USD.

4.597. La visite d'État du Prince héritier Mohammad bin Salman en Inde en février 2019 a marqué une nouvelle ère pour les relations bilatérales, qui ont abouti à la création du Conseil de partenariat stratégique, coprésidé par les deux dirigeants. En outre, les deux parties ont signé 11 autres mémorandums d'accord dans les domaines de l'énergie, de la sécurité, de la production pour la défense, de l'aviation civile, des produits médicaux, des réserves stratégiques de pétrole et des petites et moyennes entreprises.

4.598. En tant que Membre originel de l'OMC, l'Inde est un Membre actif de cette organisation et soutient activement le système commercial multilatéral. Le Royaume d'Arabie saoudite se réjouit de continuer à travailler avec l'Inde et le reste des Membres pour soutenir et renforcer l'OMC.

4.599. Pour conclure, nous félicitons M. Brajendra Navnit, Ambassadeur et Représentant permanent, et sa délégation pour le rôle positif et actif qu'ils jouent dans cette Organisation et souhaitons à toute la délégation de l'Inde un examen de politique commerciale très réussi.

## HONDURAS

4.600. Tout d'abord, nous souhaitons vous adresser à tous et à vos familles nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

4.601. Nous saluons et félicitons les autorités indiennes à l'occasion du septième examen de la politique commerciale de l'Inde, et nous souhaitons également remercier la présentatrice et le Secrétariat de l'OMC pour la qualité du rapport.

4.602. Nous sommes heureux de constater que les rapports montrent que la forte croissance économique enregistrée pendant la période à l'examen a donné lieu à une amélioration constante des indicateurs socioéconomiques de l'Inde, dans le cadre de laquelle l'augmentation du revenu par habitant s'est accompagnée d'une augmentation de l'espérance de vie, qui est passée de 63 ans en 2000 à 69 ans en 2017, et d'une baisse du taux de mortalité à 37 pour 1 000 naissances vivantes.

4.603. Nous notons aussi qu'en 2016, l'Inde a mis en place sa première politique sur les droits de propriété intellectuelle pour soutenir la création d'une économie fondée sur le savoir, afin de promouvoir le développement économique et social, et a été le premier membre de l'OMPI à ratifier le Traité de Marrakech qui établit l'obligation impérative de rendre les œuvres protégées par le droit d'auteur accessibles aux personnes malvoyantes.

4.604. Nous notons également la mise en place, en 2015, du Programme d'exportations indiennes et de ses deux sous-programmes relatifs aux marchandises et aux services.

4.605. Nos pays partagent le même engagement en faveur du développement du système commercial multilatéral de l'OMC, qui est fondé sur des règles et, entre autres, sur les principes d'ouverture, de transparence, de non-discrimination, d'inclusion et de régularité des procédures.

4.606. Afin de renforcer nos relations, un accord a été signé entre le gouvernement du Honduras et la Banque d'export-import de l'Inde, qui a accordé un crédit d'un montant de 22,5 millions d'USD pour la mise en œuvre du projet de développement agricole de la vallée de Jamastrán.

4.607. Ce projet profitera à 900 producteurs et créera 11 000 emplois directs pour les propriétaires des terres qui seront irriguées et ceux qui bénéficieront d'un emploi. Grâce à cette initiative, 3 757 hectares seront utilisés pour des cultures d'exportation, en plus des céréales de base, comme les légumes orientaux, les légumes, les piments, les tomates et les oignons, qui sont des cultures rentables et contribueront ainsi à la sécurité alimentaire nutritionnelle dans le pays.

4.608. Dans le cadre de la proposition de l'Inde visant à créer des centres de formation sur des sujets liés aux technologies de l'information dans des pays membres du SICA, un centre à cet effet a été créé à l'Université nationale autonome du Honduras et plus de 20 000 étudiants y ont été formés.

4.609. Enfin, nous tenons à saluer le rôle de chef de file joué par l'Inde dans les diverses initiatives présentées dans cette enceinte et nous la félicitons pour ses résultats et ses efforts remarquables pendant la période considérée. Nous adressons à l'Inde tous nos vœux de réussite.

## 5 RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE L'INDE ET AUTRES OBSERVATIONS

### Introduction

5.1. Je tiens tout d'abord à remercier tous les Membres d'avoir participé activement au septième examen de la politique commerciale de l'Inde. Permettez-moi également de transmettre nos sincères remerciements à la Représentante permanente de la Thaïlande, S.E. (Mme) l'Ambassadrice Sunanta Kangvulkulkij, pour sa remarquable contribution en qualité de présentatrice. Sa fine analyse du régime de politique commerciale et économique de l'Inde a permis de jeter des bases solides en vue de la tenue de délibérations constructives au cours de cet examen. J'aimerais également adresser nos remerciements au Président de l'OEPC, l'Ambassadeur (M.) Harald Aspelund, qui a dirigé les travaux de manière fluide et efficace, ainsi qu'au Secrétariat de l'OMC, pour son soutien.

5.2. Monsieur le Président, nous sommes extrêmement satisfaits de l'intérêt que les Membres ont manifesté à l'égard de notre EPC. Plus de 50 délégations ont pris la parole le premier jour et quelque 1 050 questions écrites ont été posées, ce qui témoigne de l'importance que les Membres accordent au rôle et à la contribution de l'Inde dans le commerce mondial, ainsi qu'au système commercial multilatéral.

5.3. Ma délégation et moi-même avons prêté une oreille attentive à toutes les interventions des Membres, et avons pris bonne note des commentaires positifs exprimés au sujet de nos efforts de réforme, ainsi que des préoccupations ayant été soulevées. Je tiens à souligner que le processus de réforme est une entreprise continue et permanente, et que le gouvernement est fermement résolu à progresser en ce sens pour faire de l'Inde un partenaire commercial et d'investissement attrayant pour le monde entier. Nous nous félicitons de ce que plusieurs Membres aient salué les réformes de l'Inde. Je tiens également à vous assurer que nous nous efforcerons de tisser des liens économiques et commerciaux plus étroits avec le reste du monde, en utilisant toutes les possibilités qui s'offrent à nous, qu'elles soient multilatérales, régionales ou bilatérales.

### Observations relatives aux interventions des Membres

5.4. La plupart des préoccupations soulevées par les pays Membres ont déjà été traitées par voie écrite. Je compte que les membres ont eu le temps de parcourir nos réponses. Par conséquent, dans mon intervention de ce jour, je me limiterai à répondre de manière générale à ces préoccupations, en fonction des questions abordées.

5.5. Tout d'abord, en ce qui concerne l'agriculture, nous remercions les Membres qui ont salué les réformes que l'Inde a entreprises dans le secteur. Pour répondre à la préoccupation relative au soutien interne en faveur du secteur agricole, je tiens à préciser que celui-ci est accordé en grande partie aux petits agriculteurs marginaux, et qu'il est conforme aux engagements pris par l'Inde dans le cadre de l'OMC. Ce soutien est nécessaire compte tenu des problèmes de sécurité alimentaire et de garantie des moyens de subsistance liés au nombre élevé de personnes qui dépendent de l'agriculture. Je me permets d'indiquer que le soutien accordé par l'Inde à chaque agriculteur est nettement inférieur à celui fourni par la plupart des pays Membres développés. Compte tenu des faibles excédents du marché, de l'agriculture de subsistance, du faible soutien par cultivateur et de la prédominance des agriculteurs dotés de ressources limitées, les subventions aux intrants fournies par l'Inde n'entraînent que des effets de distorsion des échanges minimes et sont conformes à l'article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture.

5.6. Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné dans ma déclaration liminaire, la pandémie actuelle a certes permis de mettre en lumière la volonté de l'Inde de proposer un ensemble de mesures à court terme en vue d'atténuer les conséquences immédiates de la COVID-19, mais elle a également fait ressortir l'importance de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, ainsi qu'en témoignent les mesures prises par un certain nombre de Membres. Par conséquent, la nécessité de trouver une solution permanente eu égard à la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire est de plus en plus importante et urgente.

5.7. À l'instar de plusieurs autres Membres de l'OMC, l'Inde a entrepris une libéralisation tarifaire régulière et les droits que nous appliquons sont bien en deçà des engagements que nous avons pris dans le cadre de l'OMC. Comme je l'ai souligné lors de la première session, le taux NPF consolidé moyen de l'Inde pour tous les produits est d'environ 50%, alors que les taux appliqués sont beaucoup

plus bas. Je souhaite informer les Membres que l'Inde a tenu de longues délibérations et défini les modalités et les contours de sa politique afin de veiller à ce que les changements tarifaires soient transparents et rationnels, ce qui a permis d'instaurer un environnement général stable.

5.8. Certains Membres ont formulé des observations au sujet du régime de licences d'importation en Inde. Permettez-moi de préciser que dans le pays, le régime de licences d'importation est ouvert et transparent. Ces licences sont accordées sur une base non discriminatoire et les réglementations en la matière sont disponibles dans le domaine public. Par ailleurs, les licences d'importation ne concernent qu'un petit nombre d'articles soumis à restrictions, principalement pour des motifs de protection de la vie humaine, animale et végétale, ou de l'environnement.

5.9. Nous avons également pris note des observations relatives au nombre de mesures antidumping appliquées au cours de la période d'examen. Je tiens à réaffirmer que ces enquêtes sont menées de manière transparente et conformément aux dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC. Des possibilités suffisantes et raisonnables sont offertes aux parties intéressées à tous les stades de l'enquête. En outre, les mesures, telles qu'elles sont imposées, ne concernent qu'une proportion minuscule de nos importations totales. Les mesures de sauvegarde adoptées par l'Inde sont également conformes aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et s'inscrivent dans un processus rigoureux, objectif et transparent.

5.10. Certains Membres se sont dits préoccupés par nos mesures OTC et SPS. Je tiens à réaffirmer que l'Inde souscrit pleinement aux dispositions relatives à la transparence dans le cadre de l'adoption et de la mise en œuvre de ces mesures et qu'elle reste déterminée à se conformer aux obligations qui lui incombent à cet égard dans le cadre de l'OMC. Je me permets de souligner que la plupart des règlements techniques de l'Inde reposent sur des normes internationales et sont mis en œuvre en étroite consultation avec toutes les parties prenantes. En outre, aucune de ces mesures n'est discriminatoire ou ne crée d'obligations injustifiées qui pourraient être qualifiées d'obstacles au commerce. Elles sont en outre applicables de manière égale aux fabricants nationaux et étrangers.

5.11. Monsieur le Président, dans le discours d'ouverture, il a été souligné que la taxe sur les marchandises et les services faisait partie des réformes structurelles les plus importantes entreprises depuis notre indépendance. Je suis heureux de constater que les Membres ont salué la mise en place de cette réforme novatrice au cours de la période d'examen. Bon nombre de Membres ont également salué les efforts déployés par l'Inde aux fins de la facilitation des échanges, notamment la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges et d'autres mesures relatives à la mise en œuvre effective de ce dernier. Nous sommes conscients que les Membres sont favorables à une mise en œuvre rapide des engagements restants relevant de la catégorie B, et nous leur assurons que nous travaillons déjà dans ce sens. Nous nous efforçons également de rationaliser et de simplifier davantage l'environnement économique global, dans le but de nous hisser parmi les 50 premiers pays dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale.

5.12. Nous remercions les Membres qui ont salué la politique de l'Inde sur les droits de propriété intellectuelle, adoptée en 2016. Il va sans dire que la politique met en lumière le rôle de la créativité et de l'innovation dans le développement de l'Inde en tant qu'économie de la connaissance. Nous remercions également les Membres ayant apprécié et salué la politique libéralisée de l'Inde en matière d'investissement étranger direct (IED), qui permet désormais aux participations d'être approuvées automatiquement jusqu'à concurrence de 100%, pour la plupart des secteurs. Nous prenons note des inquiétudes suscitées par certains amendements, c'est pourquoi je tiens à préciser que ceux-ci tiennent uniquement à la transition entre le système automatique et le système d'approbation.

5.13. Je tiens à remercier les Membres d'avoir fait l'éloge de notre secteur des technologies de l'information et des services connexes et des progrès considérables accomplis par notre écosystème numérique au cours des dernières années. Je prends également note des opinions des Membres concernant l'évolution de l'environnement politique en vue de la croissance de l'économie numérique. Je me permets de faire remarquer qu'à ce stade embryonnaire, alors que la plupart des problèmes et le potentiel liés à ce domaine ne sont pas entièrement appréhendés, les pays en développement et les PMA doivent se focaliser sur l'amélioration de leurs infrastructures physiques et numériques nationales et sur le développement de leurs cadres politiques et réglementaires, afin de combler la fracture numérique et d'instaurer un partage équitable des avantages de la numérisation, et non pas se soumettre prématurément à des règles internationales en matière de commerce électronique.



5.14. Compte tenu de l'importance du sujet, je tiens à mentionner que l'Inde a appuyé et encouragé l'entrepreneuriat féminin par le truchement de divers programmes, tels que la MUDRA, Stand-up India, les groupes d'entraide et Mahila-e-Haat, une plate-forme de vente directe en ligne, destinée à présenter des produits de femmes entrepreneurs. En outre, pour améliorer l'employabilité des femmes, l'Inde leur offre une formation dispensée par un réseau d'instituts de formation industrielle pour les femmes et des instituts nationaux et régionaux de formation professionnelle.

## Conclusion

5.15. Je dois dire que nous sommes touchés par les commentaires positifs de plusieurs Membres concernant le rôle actif que joue l'Inde au sein de l'OMC. Je souhaite de nouveau affirmer aux Membres que nous sommes profondément attachés au système commercial multilatéral et que nous continuerons de jouer un rôle bénéfique à l'avenir. Nous avons constaté que certains Membres souhaitaient que l'Inde rejoigne les initiatives de déclaration conjointe. Je souhaite affirmer à cet égard que l'Inde est fermement convaincue que les mécanismes multilatéraux, fondés sur le consensus, sont les moyens les plus efficaces d'obtenir des résultats inclusifs axés sur le développement. En accordant la priorité à la finalisation des négociations portant sur les questions déjà prescrites, le processus multilatéral dirigé par l'OMC gagnerait en crédibilité et se donnerait ainsi un nouvel élan, tandis qu'au contraire, le fait d'accorder la priorité à de nouvelles questions avant même d'avoir achevé les négociations en cours nuirait à sa crédibilité. Je tiens à réaffirmer que pour être durable et équitable, l'approche adoptée aux fins de la réforme de l'OMC doit être axée sur le développement et s'attaquer aux déséquilibres et asymétries existants afin de garantir des conditions de concurrence équitables pour les Membres en développement, y compris les PMA.

5.16. À ce stade, je me dois également d'exprimer ma gratitude à nos Membres de la catégorie des PMA pour leur opinion positive concernant la contribution de l'Inde au sein des instances multilatérales et le Système de préférences tarifaires en franchise de droits de l'Inde, qui est extrêmement libéral.

5.17. En guise de conclusion, je remercie de nouveau les Membres de l'intérêt qu'ils ont porté au présent examen et de leur participation y relative, qui nous a été immensément bénéfique. Je suis convaincu que le grand nombre de questions perspicaces que vous avez posées est un indicateur du vif intérêt que vous portez au renforcement des liens commerciaux avec l'Inde, que nous apprécions et encourageons de tout cœur. J'espère que nous avons été en mesure de répondre de manière satisfaisante à toutes vos questions et observations. Si vous avez d'autres questions, nous nous ferons un plaisir d'y répondre par écrit.

## PRÉSENTATRICE

5.18. Permettez-moi tout d'abord de féliciter S.E. Dr Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce, et son équipe pour le travail remarquable qu'ils ont accompli dans le cadre de cet examen. Je tiens à les complimenter pour tout le travail qu'ils ont accompli en vue de répondre à plus de 1 000 questions posées par 32 Membres et pour les réponses spécifiques qu'ils ont apportées aux principaux sujets de préoccupation.

5.19. Alors que nous approchons de la fin de nos délibérations, je souhaite formuler quelques observations en m'appuyant sur les déclarations prononcées au cours de ces deux journées.

5.20. Tout d'abord, je me félicite des échanges animés et du débat engagé que nous avons tenus, et je tiens à remercier les 52 délégations qui ont pris part à ces interventions constructives.

5.21. Il ne fait aucun doute qu'en tant que cinquième économie mondiale, l'Inde est l'un des moteurs du commerce mondial. Dans la mesure où elle est de plus en plus intégrée dans l'économie mondiale, de nombreuses délégations la considèrent comme un partenaire commercial majeur.

5.22. Nombreux sont les Membres qui ont pris la parole, ce qui prouve que ceux-ci prennent très au sérieux les régimes de commerce et d'investissement de l'Inde et illustre également à quel point l'Inde est devenue un membre clé du système commercial multilatéral.

5.23. Deuxièmement, les Membres ont applaudi la croissance économique de l'Inde au cours de la période examinée, en particulier dans le secteur des services. Les efforts constants déployés par le pays en vue d'améliorer son environnement commercial ont été hautement appréciés. Les Membres se sont félicités de la rationalisation des procédures douanières de l'Inde et de la mise en œuvre de

mesures de facilitation des échanges, qui ont conduit à une réduction substantielle du temps et des coûts liés aux formalités frontalières et à l'obtention de documents pour les exportations et les importations au cours des dernières années. Ces progrès se reflètent dans l'évolution impressionnante du classement de l'Inde en ce qui concerne les indicateurs "commerce transfrontalier" et "facilité de faire des affaires" dans les rapports "Doing Business" de la Banque mondiale au cours de la période considérée, qui placent l'Inde parmi les économies ayant enregistré les progrès les plus notables dans le monde.

5.24. En outre, de nombreuses délégations ont salué la création de la taxe sur les marchandises et les services à l'échelle nationale en 2017, qui vise à réduire la complexité du système de fiscalité indirecte. En ce qui concerne l'investissement, les Membres ont salué les efforts soutenus déployés par l'Inde pour libéraliser ses politiques d'investissement, notamment le relèvement des limites à la participation étrangère dans de nombreux secteurs.

5.25. Troisièmement, les préoccupations soulevées par les Membres sur des questions spécifiques indiquent qu'il est possible d'améliorer plus avant les politiques de l'Inde afin d'accroître son attractivité en tant que pôle de commerce et d'investissement. Ainsi, les Membres ont encouragé le pays à libéraliser davantage son secteur agricole; à poursuivre ses efforts pour améliorer sa structure tarifaire; à promouvoir davantage l'investissement étranger dans les secteurs de la banque, du commerce de détail, du commerce électronique, de l'assurance, de l'exploitation minière et d'autres secteurs; à éliminer la complexité des procédures de licences d'importation, à mettre à jour sa notification concernant les subventions, à aligner ses normes SPS et OTC sur les normes internationales, ainsi qu'à faire preuve de plus de prudence et de retenue lors de l'imposition de mesures correctives commerciales.

5.26. Enfin, la participation active de l'Inde aux travaux de l'OMC a été saluée par de nombreux Membres. Il ne fait aucun doute que l'engagement constructif du pays sera essentiel pour préserver et renforcer le système commercial multilatéral. À cet égard, les Membres ont mis en lumière les contributions apportées par l'Inde dans le cadre de diverses discussions et négociations. Ils ont également salué les efforts déployés par le pays pour défendre les intérêts des pays en développement et des PMA auprès de l'Organisation.

5.27. En guise de conclusion, permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir invitée à participer à ce septième EPC de l'Inde en qualité de présentatrice. Ce fut un grand honneur et un privilège. Je tiens à féliciter une nouvelle fois la délégation indienne pour sa participation active à cet examen. Merci de votre attention.

## ARGENTINE

5.28. Nous souhaitons nous associer aux Membres qui ont salué la délégation de l'Inde. Nous adressons nos remerciements au Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation pour sa contribution, ainsi qu'à la présentatrice, l'Ambassadrice Sunanta Kangvalkulkij, de Thaïlande, pour ses précieuses observations.

5.29. Dans le même temps, nous nous félicitons des rapports élaborés par l'Inde et le Secrétariat, qui nous ont permis de mieux comprendre les politiques commerciales de ce Membre de premier plan.

5.30. L'Argentine se réjouit de constater que, depuis son dernier examen des politiques commerciales, l'Inde a enregistré une croissance économique de plus de 7% par an. Bien que cette croissance ait légèrement ralenti depuis l'année dernière, il convient de se féliciter de l'augmentation des variables macroéconomiques telles que les exportations et les importations au cours de la même période. En ce qui concerne le secteur des exportations, on observe une transition vers des exportations de moyenne technologie à plus forte valeur ajoutée, ce qui, nous en sommes certains, contribuera à diversifier la structure des exportations de l'Inde.

5.31. L'Inde a réalisé d'importants progrès dans le domaine des investissements directs étrangers (IDE). Nous nous félicitons, à cet égard, du fait que le pays ait poursuivi son processus de libéralisation des investissements dans des secteurs tels que l'agriculture, les communications et le commerce électronique. Bien que certains secteurs essentiels pour mon pays restent fermés à ce type d'investissement, notamment l'agriculture, l'Argentine se félicite des efforts déployés pour mettre en place un cadre réglementaire plus favorable à l'investissement étranger.

5.32. De même, nous saluons l'adoption, par l'Inde, d'un certain nombre de mesures visant à faciliter les échanges, telles que la réduction du nombre de documents requis et l'automatisation du système de dédouanement des importations et des exportations.

5.33. Cependant, nous pensons que certains aspects de la politique commerciale de l'Inde méritent une plus grande attention. La moyenne arithmétique du droit de la nation la plus favorisée (NPF), par exemple, a légèrement augmenté de 2014 à ce jour. En ce qui concerne l'agriculture, nous constatons que la fourchette des droits NPF appliqués a atteint jusqu'à 150%, et que les droits NPF consolidés sont deux fois plus élevés. De même, bien que nous soyons conscients de la nécessité de se conformer aux objectifs de sécurité alimentaire, nous continuons de prêter attention à la mise en œuvre de toutes les mesures visant à réglementer les importations et les exportations agricoles, ainsi que celles liées au contrôle des prix intérieurs.

5.34. En conclusion, nous tenons à vous remercier de cette occasion nouvelle d'aborder les pratiques commerciales de l'Inde.

5.35. Nous souhaitons à vos autorités un examen réussi.

## ÉTATS-UNIS

5.36. Les États-Unis souhaitent remercier la délégation indienne de sa présence en ligne mercredi et aujourd'hui, et saluent en outre les efforts déployés aux fins de la préparation de cet examen des politiques commerciales. Nous attachons une grande importance aux observations de l'Ambassadeur Navnit et de la présentatrice, l'Ambassadrice Sunanta, et comme toujours, aux contributions expertes du Secrétariat.

5.37. Nous tenons également à vous remercier pour les discussions constructives qui se sont tenues au cours des deux journées de cet EPC et pour les réponses apportées aux questions écrites que nous vous avons soumises précédemment et qui sont en cours d'examen à Washington. Nous réaffirmons que notre priorité est de faire progresser et de renforcer notre partenariat bilatéral avec le gouvernement de l'Inde, ainsi qu'au sein de l'OMC. Ainsi qu'en attestent l'expansion rapide du commerce entre d'une part, l'Inde, et d'autre part, les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC, l'importance et le rôle de l'Inde au sein de cette institution ne cessent de croître.

5.38. Il est manifeste que le nombre élevé de Membres qui ont participé activement à cet EPC illustre l'intérêt massif porté à l'Inde et à ses politiques commerciales. Il fallait s'y attendre, tout particulièrement face à une économie de la taille et du potentiel de croissance de l'Inde. Nous avons été surpris de constater que cet intérêt était également étroitement lié à certaines préoccupations communes concernant les récentes majorations des droits de douane de l'Inde, ses droits NPF appliqués élevés et un large éventail de mesures OTC et SPS qui ont un impact sur le commerce entre les Membres et le pays.

5.39. En outre, les Membres ont tous évoqué le manque de transparence lié à de nombreux aspects de la politique commerciale de l'Inde, notamment les résultats décevants en matière de notifications à l'OMC et le manque de procédures de notification et d'observation pour les parties prenantes nationales et étrangères.

5.40. En ce qui concerne les préoccupations susmentionnées, les États-Unis ont soumis plusieurs questions complémentaires en dernière minute; ces questions de suivi portent principalement sur les cas où l'Inde n'a pas suffisamment répondu aux questions qui avaient été posées.

5.41. Par exemple, les États-Unis ont demandé à l'Inde d'expliquer pourquoi elle n'avait pas soumis de notifications sous la forme du tableau ES:1 au Comité de l'agriculture depuis plus de huit ans. En effet, sa notification la plus récente portait sur une campagne de commercialisation remontant à plus de dix ans.

5.42. Les réponses de l'Inde ne donnent aucune indication sur les raisons pour lesquelles elle n'a pas soumis les notifications en suspens, et n'indiquent pas non plus à quelle date toutes les notifications ES:1 en souffrance seront soumises. Nous demandons à l'Inde de s'acquitter de ses obligations en matière de transparence à cet égard et de notifier les futures mesures et réglementations pertinentes en temps utile.

5.43. En outre, les États-Unis suivront attentivement les cadres institutionnels et juridiques régissant les droits de propriété intellectuelle en Inde. Nous notons une nouvelle fois que, si l'application des droits de propriété intellectuelle en Inde s'est progressivement améliorée au fil des ans, elle n'a pas été constante et l'Inde reste l'une des grandes économies du monde les plus problématiques en ce qui concerne la protection et l'application des droits de propriété intellectuelle.

5.44. L'Inde pratique largement la pêche et joue un rôle majeur dans les négociations menées dans le cadre de l'OMC, c'est pourquoi nous nous réjouissons de son engagement constructif dans les négociations en cours sur les subventions à la pêche, alors que nous travaillons collectivement à parvenir à un accord fructueux et significatif dès que possible, en 2021.

5.45. Les États-Unis attachent une grande importance à leur relation bilatérale avec l'Inde. Nous nous réjouissons des efforts conjoints étroits et continus déployés pour établir des liens économiques bilatéraux solides et renforcer la coopération multilatérale actuelle.

5.46. Pour conclure, nous tenons à féliciter l'équipe de l'Inde pour cet EPC constructif et nous nous réjouissons de constater que la délégation est de plus en plus impliquée dans les travaux de l'OMC. Nous vous prions d'accepter nos meilleurs vœux de santé et de croissance économique continue.

## UNION EUROPÉENNE

5.47. Au nom de l'Union européenne, je tiens à remercier l'Inde pour le tableau exhaustif dressé ce mercredi concernant les principales avancées commerciales et économiques réalisées au cours de la période d'examen, ainsi que pour la déclaration de ce matin, qui aborde certaines des questions que nous avons soulevées le premier jour.

5.48. L'UE se félicite des informations utiles que cet examen a permis de recueillir sur les politiques et les initiatives actuelles et futures de l'Inde visant à favoriser une croissance économique durable, à améliorer son intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et à renforcer son arsenal réglementaire.

5.49. Nous espérons que les observations formulées par les Membres de l'OMC encourageront et aideront l'Inde à poursuivre l'examen et la réforme de ses politiques commerciales, en vue de relever les défis et de combler les lacunes qui ont été soulignés par de nombreuses délégations.

5.50. À cet égard, l'UE souhaite signaler qu'elle reste préoccupée par l'orientation générale des politiques de l'Inde en matière de commerce et d'investissement, notamment en ce qui concerne l'étendue de son ouverture commerciale, et par le fait que certaines des mesures prises dans le cadre de l'initiative "Make in India" pourraient aller à l'encontre des objectifs de ladite initiative.

5.51. L'UE espère que les questions clés que nous avons soulevées concernant les droits de douane, les procédures douanières, les prescriptions SPS, les notifications agricoles, les droits de propriété intellectuelle et les indications géographiques, les marchés publics et, enfin et surtout, les normes nationales qui s'écartent des normes internationales, se traduiront par des solutions positives.

5.52. Nous avons soumis quelques questions complémentaires sur certains de ces points et d'autres, et nous vous serions reconnaissants d'y répondre dans les délais impartis pour cet exercice.

5.53. En outre, l'UE a reçu des informations contradictoires concernant d'éventuelles restrictions à l'exportation par l'Inde des vaccins contre la COVID-19. Il s'agit d'un sujet majeur pour l'Organisation, au sein de laquelle l'Inde joue un rôle de premier plan. L'Inde étant un grand producteur de vaccins, nous comptons sur elle pour continuer de contribuer à la lutte contre la pandémie mondiale. Nous attendons par conséquent une transparence et une clarté totales concernant les restrictions à l'exportation. Nous avons soumis une question complémentaire sur ce sujet via le Secrétariat et nous espérons recevoir une réponse en temps utile.

5.54. En conclusion, l'UE tient à remercier la délégation indienne de s'être prêtée à cet important exercice de transparence dans un format virtuel, en dépit des circonstances difficiles. Cet effort témoigne de l'engagement de l'Inde à l'égard de l'OMC, ainsi que l'ont noté plusieurs Membres au cours de cet examen. Nous sommes convaincus que notre excellente coopération se poursuivra et contribuera à une reprise socioéconomique durable après la pandémie.

## 6 REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

6.1. Le septième examen de la politique commerciale de l'Inde nous a donné l'occasion de mieux comprendre les politiques adoptées par l'Inde en matière de commerce, d'économie et d'investissement depuis son précédent examen en 2015, ainsi que les difficultés auxquelles elle reste confrontée. La déclaration du Chef de la délégation indienne, M. Anup Wadhawan, Secrétaire au commerce, a grandement facilité nos discussions, tout comme les observations pertinentes de notre présentatrice, Mme l'Ambassadrice Sunanta Kangvulkij (Thaïlande). Je voudrais remercier l'Inde d'avoir activement participé à ce processus d'examen malgré toutes les contraintes imposées par la pandémie de COVID-19. Le grand nombre d'interventions faites à cette réunion (52 délégations) illustre combien les politiques et pratiques de l'Inde en matière de commerce et d'investissement sont importantes aux yeux des Membres.

6.2. Les Membres ont félicité l'Inde pour la forte croissance économique enregistrée au cours de la période considérée, en particulier dans le secteur des services, qui lui a permis de devenir l'une des plus grandes économies du monde. Selon eux, la poursuite des réformes économiques axées sur le renforcement de l'efficacité et de l'inclusion a contribué à cette évolution positive et entraîné une amélioration des indicateurs socioéconomiques, tels que le revenu par habitant et l'espérance de vie. Les Membres espèrent que ces résultats économiques positifs favoriseront une plus grande intégration de l'Inde dans l'économie mondiale et contribueront plus largement au commerce mondial.

6.3. Les Membres ont noté que l'Inde avait adopté un vaste plan de stabilisation et de relance pour faire face aux effets de la pandémie. Ils l'ont encouragée à faire en sorte que ces mesures soient élaborées et mises en œuvre de façon transparente et qu'elles répondent à des objectifs légitimes de politique publique sans restreindre indûment les échanges. À cet égard, et comme lors du dernier examen, les Membres ont rappelé à l'Inde qu'il était important de fournir suffisamment de renseignements afin de garantir la transparence dans la mise en œuvre de sa réglementation et d'éviter ainsi de faire peser une charge inutile sur les opérateurs économiques. Ils ont en outre instamment prié l'Inde de présenter régulièrement des notifications à l'OMC, en particulier en matière de subventions à l'exportation pour les produits agricoles.

6.4. Les Membres ont noté que l'Inde, en tant que Membre fondateur de l'OMC et grande nation commerçante, avait tiré parti du système commercial multilatéral fondé sur des règles. En ce sens, il a été demandé à l'Inde de jouer un rôle constructif dans les négociations et les efforts de réforme en cours. Les Membres ont invité le pays à participer au nouveau Groupe de travail informel sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes. De même, ils l'ont encouragée à se joindre aux initiatives telles que le Groupe de travail informel sur les micro, petites et moyennes entreprises ainsi que les trois initiatives liées aux déclarations conjointes sur le commerce électronique, la réglementation intérieure dans le domaine des services et la facilitation de l'investissement. S'agissant des accords commerciaux régionaux (ACR), les Membres ont fait remarquer qu'au cours de la période à l'examen, l'Inde n'avait conclu aucun accord de grande ampleur sur le commerce et s'était retirée de l'Accord global de coopération économique régionale (RCEP). Certains Membres l'ont vivement incitée à achever les négociations d'ACR en cours et l'ont encouragée à envisager de simplifier ses prescriptions en matière de règles d'origine. Les Membres ont remercié l'Inde pour l'accès en franchise de droits et sans contingent accordé aux exportations des PMA.

6.5. Les Membres ont salué les mesures prises par l'Inde pour améliorer les conditions de l'activité des entreprises et le climat de l'investissement sur son territoire, consistant par exemple à relever le plafond de la participation étrangère dans certains secteurs, à en ouvrir d'autres et à faciliter les procédures d'investissement. Ils ont pris note de la mise en place de programmes visant à promouvoir l'investissement étranger direct et le secteur manufacturier national, et à renforcer l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, parmi lesquels Make in India, Digital India, Start-up India, Skill India et Inde autonome. Ils se sont félicités de ces initiatives, tout en exprimant des préoccupations concernant les éventuelles restrictions commerciales qui pourraient en résulter, et ont prié l'Inde d'être attentive à toute répercussion sur le commerce.

6.6. Les Membres ont salué les mesures de facilitation des échanges adoptées par l'Inde dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Ils ont toutefois relevé que la politique commerciale indienne n'avait que peu changé depuis le précédent examen et restait marquée par un recours constant et massif à des instruments tels que les droits de douane, les taxes à l'exportation, les prix minimaux à l'importation, les restrictions à l'importation et à l'exportation et

les licences. S'agissant des droits de douane, des préoccupations ont été exprimées quant à la complexité et à l'incertitude les concernant, au relèvement des taux de droits, aux préférences tarifaires et aux concessions tarifaires. Les Membres ont salué la mise en œuvre de la taxe sur les marchandises et les services, qui a remplacé plusieurs impôts indirects et devrait permettre d'améliorer la transparence du système d'imposition indien. Soulignant que l'Inde recourait activement aux mesures correctives commerciales, les Membres lui ont demandé de se montrer plus prudente dans l'application des mesures antidumping et des mesures de sauvegarde, et ils ont insisté sur le fait que toutes les enquêtes correspondantes devraient être menées conformément aux dispositions de l'OMC. Certains Membres se sont dits préoccupés par la façon dont l'Inde utilise les règlements techniques et les mesures SPS, y compris par le respect des normes internationales.

6.7. Dans d'autres domaines, certains Membres ont accueilli favorablement la modernisation du régime de marchés publics, mais des préoccupations ont été exprimées au sujet des préférences accordées aux fournisseurs locaux. Les Membres ont également pris note du rôle joué par l'État dans plusieurs secteurs, y compris de l'existence d'entreprises commerciales d'État. Certains d'entre eux ont salué l'adoption de la politique nationale sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) et les efforts déployés par l'Inde pour améliorer son régime DPI; cependant, des difficultés dans le renforcement de la protection et du respect des DPI ont également été relevées.

6.8. Des préoccupations ont été exprimées concernant le fort interventionnisme des pouvoirs publics dans le secteur de l'agriculture. Les Membres ont reconnu l'importance que revêt ce secteur en matière de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire; ils ont toutefois vivement encouragé l'Inde à réformer ses politiques agricoles qui reposaient encore sur un important soutien interne et à l'exportation pour des cultures essentielles, y compris par l'octroi de subventions visant certaines cultures comme le sucre, et pour les intrants. Si les Membres ont reconnu les efforts menés par l'Inde en vue de libéraliser ce secteur, ils ont cependant estimé que les consommateurs et les producteurs indiens pourraient tirer parti d'une plus grande libéralisation. Ils ont également encouragé le pays à participer activement aux négociations sur l'agriculture ainsi qu'à celles sur la pêche.

6.9. Les Membres ont noté que la croissance économique de l'Inde était portée par le secteur des services et ils se sont félicités de l'ouverture accrue du pays dans plusieurs secteurs. L'assouplissement des règles relatives au cabotage et les progrès dans le domaine de la numérisation ont aussi été mentionnés. Compte tenu de l'importance du secteur des services, les Membres ont estimé que la participation active de l'Inde aux discussions en cours à l'OMC, par exemple sur la réglementation intérieure dans le domaine des services et sur le commerce électronique, contribuerait à renforcer le développement économique du pays.

6.10. Les points exposés ci-dessus reprennent brièvement les principaux sujets abordés au cours de cet examen. Permettez-moi de remercier une nouvelle fois l'Inde, la présentatrice et les autres Membres pour la précieuse contribution active et très positive qu'ils ont apportée lors des deux journées de discussions, qui nous a permis de mieux comprendre les politiques et pratiques commerciales et connexes de l'Inde et nous a aidés à constater les progrès accomplis depuis le dernier examen réalisé en 2015, ainsi que les défis restant à relever. Les Membres ont dit espérer que l'économie indienne retrouverait rapidement son rythme de croissance après une intégration accrue et plus diversifiée dans l'économie mondiale.

6.11. L'Inde a reçu plus de 1 000 questions écrites communiquées à l'avance par 32 Membres et a déjà répondu à la plupart d'entre elles. D'ici un mois, les Membres devraient recevoir les réponses aux questions encore en suspens, ce qui marquera l'aboutissement positif de ce septième examen de l'Inde.

---